





## DÉBATS

Europe

## Sortir du piège

par Jean-Pierre Chevènement

La réalité se venge des gouvernements qui la méconnaissent. M. Balladur, prisonnier de la logique de Maastricht, vient d'en faire l'expérience. Il se flattait d'inspirer confiance sur sa bonne mine, oubliant qu'un pays qui compte 3,2 millions de chômeurs recensés, et touchera le cap des 3,5 millions en 1994, ne peut se targuer d'une économie « saine ». Les marchés, plus politiques que les experts, induisent le chômage parmi les « fondamentaux » de l'économie. Ils savent que l'économie française ne pourra pas être mise en panne, des années durant, en attendant que l'Allemagne ait mené à bien la politique autonome de baisse des taux d'intérêt engagée ce printemps par M. Balladur à fait fiasco. En dénonçant la Banque de France, M. Alphonse pré-tendait « envoyer un signal fort » aux marchés financiers internationaux. La réponse a été sans équivoque : l'implosion du système monétaire européen, le 2 août 1993, a sonné le glas de la monnaie unique. Elle oblige à repenser la construction européenne sur des bases neuves.

Hélas, nos gouvernants s'entendent dans une politique de faux-semblants : M. Balladur proclame que « le cap sera maintenu ». Il refuse de reconnaître la dévaluation du franc et se borne à constater sa « dépréciation ». A sa demande, le chancelier Kohl vient de déclarer que le calendrier de l'union économique et monétaire serait maintenu, « des lors que les conditions de celle-ci seront remplies ». On sait qu'elles ne le seront pas. Bon prince, il accepte qu'on « redécouvre » le préaccord agricole du GATT, mais pas qu'on le « renégocie » avec les États-Unis. Le gouvernement de M. Balladur semble se satisfaire de ces « paroles verbales ». Il ne peut cependant méconnaître que la pratique française est entièrement à la merci des choix allemands, dans la négociation du GATT comme en matière de taux d'intérêt. La France est prise au piège.

## Les fruits amers de Maastricht

Reléguant aux oubliettes la « priorité sociale » chère à MM. Séguin et Pasqua, le gouvernement de M. Balladur en est réduit à chercher des issues dans la dérégulation du droit du travail ou de la protection sociale, ou des débats fangeux (la constitutionnalisation des accords de Schengen). Il refuse l'argent politique, qui, à travers un autre bon marché et des actions structurelles de relance, obligerait à repenser l'Europe autour d'une véritable initiative européenne de croissance, élargie à la dimension du continent.

M. Balladur récolte les fruits amers de Maastricht. Il apparaît comme le syndic de faillite des politiques économiques menées avec continuité depuis des années par la droite et par la gauche établie. Le traité de Maastricht a méconnu l'événement immense qu'a constitué l'effondrement du communisme (d'où la grave carence de notre diplomatie dans l'affaire yougoslave). Le projet d'union économique et monétaire, qui est le cœur même du traité, s'avère totalement irréaliste. Il n'a prévu ni la crise économique, ni le coût de la réunification allemande, ni la priorité que l'Allemagne donne à celle-ci, de manière compréhensible d'ailleurs,

sur d'autres considérations. L'erreur collective de nos prétendues élites, de droite et de gauche, a des racines anciennes : obsédées par la lutte contre l'inflation, elles ont méconnu les besoins de croissance que la démographie impose à la France. Elles ont sacrifié, à travers une politique d'argent cher, l'industrie à la finance. Bien plus, nos classes dirigeantes n'ont pas voulu voir que l'industrie allemande, pour des raisons structurelles, pouvait beaucoup mieux que la nôtre résister à la surévaluation objective de la monnaie.

Mais ces erreurs anciennes sont aujourd'hui redoublées par une illusion politique suicidaire : la droite et la gauche maastrichtiennes s'imaginent qu'elles vont empêcher l'Allemagne, à travers le projet de monnaie unique, de transformer sa puissance économique en influence politique. Elles vivent sur le mythe d'une Europe fédérale, désormais ruinée par l'effondrement du communisme et par les nécessités d'un élargissement inéluctable, et d'ailleurs souhaitable, de la construction européenne.

Le président de la République a déclaré récemment (1) : « Il n'y aura pas de convergence monétaire durable sans une meilleure convergence économique ». M. Balladur ne tient pas un autre langage. L'un et l'autre se trompent et égarent le pays. Les critères de Maastricht ne seront pas réunis avant longtemps. La monnaie unique à Douze est irréalisable avant des décennies. La France a mis, depuis trop longtemps, sa croissance en berne. Elle s'épuise dans cet exercice de force fixe. Nos dirigeants ont posé de travers l'équation des rapports franco-allemands. L'Allemagne est maîtresse du calendrier. Elle peut poser ses conditions et faire valoir ses exigences (en Yougoslavie, au GATT) en matière de taux d'intérêt, sur le siège de la future Banque centrale européenne indépendante, et demain sur la renégociation du traité de Maastricht et sur la réforme des institutions européennes). La France devrait comprendre que, même dans l'hypothèse, hautement improbable, d'une Banque centrale indépendante réduite aux pays du « noyau carolingien », son influence en son sein sera nulle... de par le texte même du traité et en raison des nouveaux rapports de force européens.

La droite et la gauche établie méconnaissent la dissymétrie qui existe désormais entre la France et l'Allemagne : moins dans la démographie que dans l'économie et la géopolitique. L'industrie allemande pèse deux fois la nôtre. De même pour l'épargne. Le deutschemark est la deuxième monnaie de réserve mondiale (plus de 20 % des réserves des banques centrales, contre 3 % pour le franc). L'Allemagne, enfin, est au cœur de l'Europe. Nul ne peut lui reprocher. La Mitteleurope se reconstitue naturellement dans son orbite. Ce qui est grave, ce n'est pas la force allemande. C'est la faiblesse française.

L'Allemagne a un projet. La France n'en a pas. L'Allemagne joue mondial. La France joue « régional » (en dehors de l'Europe), elle n'a pas de dessin propre. Elle dépend donc de l'Allemagne beaucoup plus que l'Allemagne ne dépend d'elle. En faisant de l'union économique et monétaire une nouvelle « ligne bleue des Vosges », la France s'est maladroïtement fixée sur l'Allemagne. Il est temps de sortir du

piège. Il faut, dans l'intérêt même d'une coopération franco-allemande nécessaire à l'Europe, que la politique française rompe avec des dogmes asphyxiants et retrouve sa mobilité. Qu'elle réponde à l'intérêt national bien compris : priorité à la réunification sociale ! Qu'elle réapprenne aussi à jouer mondial. La France a des atouts : son peuple, sa culture et sa langue, la qualité de sa formation, son espace, ses institutions, sa stabilité géopolitique, sa recherche, ses capacités technologiques, sa tradition mondiale, son ouverture vers le Sud. Il est temps, enfin, que la France fasse preuve d'imagination pour repenser l'Europe : n'en déplaise aux prophètes du « postnational », l'Europe – la vraie, la grande – n'a pas besoin que la France se dissolve, bien au contraire. L'Europe a besoin d'une France forte et consciente d'elle-même.

## Réinventer la France

Dans une Europe libérale où la légitimité démocratique des États continuerait d'être sapée par l'idéologie postnationale, maquillée aux couleurs de la supranationalité, la nation allemande pourrait survivre, de par sa définition même et son poids spécifique, mais non la nation française. Celle-ci, en effet, est une réalité politique et culturelle et non pas ethnique. Elle existe seulement à travers l'État républicain.

En France, comme dans le reste de l'Europe, la question sociale domine aujourd'hui toutes les autres. Elle implique une réponse politique et suppose l'intervention active des citoyens. Parce que la démocratie ne se sépare pas de la souveraineté nationale, la question sociale entraîne aussi la question nationale : il faut donc réinventer la France comme projet de citoyenneté. Pour changer de politique et répondre aux défis de notre temps : faire reculer le chômage, intégrer les exclus, stabiliser l'Europe centrale et orientale mais aussi la rive sud de la Méditerranée, qui ont également besoin d'une Europe dynamique, inventer un nouveau modèle de développement, résister à la compétition technologique et commerciale des nouveaux pays industriels, et, enfin, équilibrer la puissance américaine. Pour tout cela, la France est nécessaire à l'Europe : au lieu de se mettre à la remorque des idées libérales et monétaristes, la France doit retrouver confiance dans les valeurs de citoyenneté, de laïcité, de service public. Elle a un rôle d'impulsion et d'équilibre à jouer en Europe.

« a-t-il un espoir que nos « idées » surmontent leur étiéisme à l'égard du reste plutôt que le travail, la finance plutôt que l'industrie, la valorisation du capital plutôt que celle des ressources

humaines du pays ? Le RPR, en mettant sous le boisseau la question sociale, ne se donne pas les moyens de poser la question de la France. Le parti se disant socialiste, incapable de poser correctement la question de la nation, se réfugie, une fois encore, dans un bavardage social incohérent.

## Le souffle du général de Gaulle

La vérité est que la France est aujourd'hui une démocratie sans opposition. D'où peut venir la résistance ? Pas de la droite. Il y faudrait non seulement le souffle du général de Gaulle. Il faudrait surtout une base sociale. Les candidats de la droite à l'élection présidentielle sont prisonniers, au-delà de Maastricht, d'un électoral où les rentiers pèsent plus lourd que les productifs. La résistance ne peut venir que du monde du travail, de ceux qui produisent, qui inventent et qui créent. La difficulté est aujourd'hui dans l'écart qui existe entre cette base sociale-là et la gauche établie.

Pour sortir du piège et rompre avec ce théâtre d'ombres, mélange de bavardage démagogique (« l'Europe sociale ») et d'impuissance théorique (« il n'y a pas d'autre politique possible »), il faut, bien sûr, dépasser le clivage de Tours : car il n'y a pas d'issue dans « l'aggiornamento » du Parti socialiste ou du Parti communiste. Il faut relever la gauche avec la France autour de l'idée républicaine. Poser à la fois la question sociale et la question nationale. Montrer ce que nous pouvons faire en France, pour résister à « Munich social » et au « nouvel ordre mondial ».

C'est ce combat-là que le Mouvement des citoyens entend mener, et d'abord pour faire bouger les esprits (2). Il faut renouveler la donne à gauche pour permettre, au-delà, les larges rassemblements qui seront nécessaires pour arracher le pays au déclin. Nous irons devant le peuple à l'occasion des élections européennes de juin 1994. Nous ne nous cachons pas les difficultés. Mais les turbulences sont à l'horizon. Dans le grand vide de l'espérance, il faut que les citoyens aient un vrai choix. Qu'ils puissent sortir du piège où les a enfermés le consensus de la droite et de la gauche établie. Si nous ne l'entreprendons pas, qui donc le ferait à notre place ?

(1) Interview à Sud-Ouest du 15 août 1993.

(2) Le Mouvement des citoyens tiendra son congrès constitutif les 3, 4 et 5 décembre prochains à Saint-Egrève (Isère).

■ Jean-Pierre Chevènement est député (app. PS) du Territoire de Belfort et président du Mouvement des citoyens.

Constitution

## Eviter la révision à tout prix

par Maurice Duverger

La décision du Conseil constitutionnel, qui empêche la promulgation de huit dispositions de la loi Pasqua sur le contrôle de l'immigration, ne mérite ni l'indignation de la droite ni l'admiration de la gauche. Les neuf « sages » du Palais-Royal ont correctement rempli leurs fonctions en rappelant aux députés que la souveraineté des élus du peuple est limitée par la Constitution, dans un État de droit, et qu'ils sont les interprètes légitimes de celle-ci. Il est incroyable que certains parlementaires ignorent totalement l'évolution de la démocratie au vingtième siècle dans ce domaine.

Pendant longtemps, les États-Unis seuls connaissaient un contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois, depuis l'arrêt de la Cour suprême « Marbury contre Madison », en 1803, qui a admis sur cette base le recours devant elle d'un citoyen menacé de se voir appliquer par un tribunal le texte en question. Depuis lors, cette jurisprudence est entrée dans les mœurs. Les arrêts de la Cour sont souvent contestés, mais non la légitimité de la procédure. Elle a franchi l'Atlantique en 1920 grâce à son adoption par l'Irlande.

La même année, l'Autriche et la Tchécoslovaquie ont organisé un contrôle des lois par un tribunal spécial que seules des autorités publiques pouvaient saisir, ce qui correspond à notre Conseil constitutionnel actuel. L'Italie, en 1948, l'Allemagne de l'Ouest en 1949, le Portugal en 1976, l'Espagne en 1978 se sont ralliés à ce second système.

## Confusion de la pensée

Ainsi, toutes les grandes démocraties modernes ont aujourd'hui un contrôle juridictionnel de la constitutionnalité. Sauf la Grande-Bretagne, qui ne peut le faire puisqu'elle n'a pas de Constitution formelle. Chez nos voisins du continent, le déclenchement de ce contrôle est plus large que chez nous. Il n'est pas réservé aux seules autorités publiques, mais s'ouvre aussi aux citoyens, ce que le Sénat a toujours refusé à Paris. En Allemagne, la Cour constitutionnelle peut être saisie directement par les particuliers. En Italie et en Allemagne, elle l'est par l'intermédiaire du tribunal à l'occasion d'un procès se déroulant devant lui. Au Portugal, si le tribunal refuse de transmettre l'affaire à

la Cour constitutionnelle, le justiciable peut alors s'adresser lui-même à celle-ci.

Dans ce domaine, la France a un grand retard de démocratie. Nos partenaires de la Communauté respectent cette défiance du pays qui a proclamé les droits de l'homme. Que penseraient-ils de lui s'il entreprenait maintenant de paralyser une décision de son Conseil constitutionnel par des manœuvres politiques ?

Car telle serait finalement la signification de la révision de la Constitution envisagée par M. Balladur. Mais il faut reconnaître que le chef du gouvernement se trouve plongé dans l'embarras par le Conseil lui-même, dont la décision des 12-13 août mérite le respect, comme toutes celles qu'il rend, mais non l'admiration, du moins sur un point : en obligeant les préfets à soumettre à l'OFPPA – qui traite les demandes d'asile politique – les requêtes des immigrants ayant transité par un autre pays de la Communauté, cette décision semble contredire le traité de Schengen. Celui-ci préconise, en effet, qu'accorder ou refuser l'asile appartient à l'État par lequel le demandeur est entré dans la Communauté. Or le traité de Schengen a été déclaré conforme à la Constitution par le Conseil lui-même en juillet 1991, ce qui a permis sa ratification.

Qu'est devenue la précision des textes juridiques en notre langue ? Qu'a voulu le Conseil constitutionnel en déclarant en 1991 un traité conforme à la Constitution et en prescrivant en 1993 des procédures violant le premier pour appliquer la seconde ? La confusion du langage reflète celle de la pensée.

Les explications du Conseil suggèrent la seule interprétation possible : le traité de Schengen exige seulement que le refus ou l'acceptation de la demande d'asile émane des autorités de l'État par lequel l'immigrant est entré dans la Communauté. La décision du Conseil constitutionnel de 1993 prescrit seulement que l'immigrant arrivant en France peut formuler une autre demande à l'OFPPA.

La loi française pourrait satisfaire à la fois l'article 55 de la Constitution, décidant que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois » et les prescriptions du Conseil constitutionnel dans les décisions précitées. Il lui suffirait de décider que la demande de l'intéressé à l'OFPPA a pour objet de vérifier l'existence d'une demande antérieure à l'État de transit et la décision de celui-ci. Une coordination permanente entre les divers offices nationaux permettrait une réponse dans les délais exigés.

## Procédure malencontreuse

Un aspect un peu oublié de la jurisprudence du Conseil constitutionnel permettrait de mettre à l'abri de sa censure un tel texte de loi en le présentant expressément comme la mise en application du traité de Schengen. En effet, le Conseil a décidé, par une jurisprudence constante, qu'il ne lui « appartient pas (...) d'examiner la conformité d'une loi aux stipulations d'un traité ou d'un accord international » (1). Ces explications un peu embarrassées à propos de contradictions précédentes rendent peu probable, par ailleurs, qu'il considère comme inconstitutionnelles des dispositions se tenant à la lettre de ses textes peu compréhensibles de 1991 et 1993.

En tout cas, une révision constitutionnelle doit être évitée à tout prix. D'abord, parce qu'elle serait absurde : pourquoi modifier la Constitution pour permettre l'application du traité de Schengen, puisque celui-ci a été jugé conforme à la Constitution par une décision antérieure du Conseil d'État ? Ensuite, parce qu'elle serait considérée par toute l'Europe comme une manœuvre pour annuler une décision juridictionnelle par un vote parlementaire ou un référendum populaire, en violation de l'État de droit.

(1) Décision du 15 janvier 1975, confirmée par celle du 20 juillet 1977 notamment.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Freppart, directeur de la rédaction

Jacques Guin, directeur de la gestion

Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferençzy,

Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 200 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde**

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cey,

Members du comité de direction :

Jacques Guin,

Isabelle Taitell.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Télécopieur : 46-62-72-73

Société filiale de la SARL Le Monde et de Média et Média Europe SA

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tapex LEMONDE

Imprimé à

12, r. M. Gumbourg

94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télé : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Télé : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 966 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (RPPS - postage) is published daily for 180 francs per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue, Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 280 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

301 MON 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Peuilles avoir l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JAVICO 150



## Les pourparlers de paix israélo-arabes

L'OLP et Israël continuent de négocier secrètement une déclaration de reconnaissance mutuelle. De retour d'une visite, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Jérusalem, le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, aurait ramené une nouvelle version de cette déclaration de reconnaissance que les dirigeants de la centrale palestinienne seraient en train d'étudier à Tunis. Alors que des discussions de fond ont lieu ailleurs, la deuxième réunion de la onzième session des pourparlers de paix israélo-arabes, mercredi, à Washington, a été tout aussi formelle que la première.

Quant à l'accord de principe sur l'autonomie des territoires occupés avec comme point d'application la signature de la reconnaissance mutuelle, le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, a déclaré, mercredi, à Jérusalem, que la signature de cet accord est une condition préalable à la reconnaissance de l'OLP. Le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, a déclaré, mercredi, à Jérusalem, que la signature de cet accord est une condition préalable à la reconnaissance de l'OLP.

Pour rassurer les siens, Yasser Arafat, qui a convoqué jeudi à Tunis le comité central du Fatah, la principale composante de l'OLP, a précisé, dans différentes interventions, que «l'OLP, qui appartient au peuple palestinien, ne va pas se dissoudre», que l'Etat palestinien «est plus proche qu'on le pense», que Jérusalem constitue «une ligne rouge non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour les musulmans, les chrétiens et les Arabes».

Les pays voisins d'Israël semblent, eux aussi, peu rassurés par la signature d'un accord séparé. Dans un entretien accordé, jeudi, à la télévision jordanienne, le roi Hussein indique que son pays «n'acceptera pas l'imposition d'un accord qui nous serait imposé sans notre participation».

L'accord de principe sur l'autonomie des territoires occupés est «de l'intérêt de tous, y compris des Palestiniens» et constitue une «occasion d'ouverture» vers un règlement global au Proche-Orient, a déclaré, mercredi, à Genève, Andreï Kozyrev, le chef de la diplomatie russe. Quant au secrétaire général des Nations unies, il a indiqué, le même jour, dans une déclaration officielle, que «une fois l'accord signé et si les deux parties le demandent», il «envisage une présence internationale» dans la mise en œuvre du plan de paix.

Boutros Boutros-Ghali a, d'autre part, estimé, dans un entretien accordé au quotidien italien *La Repubblica*, que l'on accordait trop d'importance aux menaces de sabotage du processus de paix par les extrémistes musulmans, qualifiant ces derniers de marginaux, «comme l'ont été les Brigades rouges, la *banda* de Baader, l'ETA, l'IRA et le Sentier lumineux...».

## Jérusalem attend des précisions de l'OLP

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël et l'OLP continuent activement leurs négociations en vue d'une reconnaissance mutuelle. Le chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa, qui a passé la journée du mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Jérusalem en compagnie du premier ministre, Itzhak Rabin, et de son homologue, Shimon Pérès, est reparti au Caire, porteur, selon plusieurs sources concordantes, d'un projet modifié sur cette question capitale.

Au cours d'une conférence de presse en présence de son hôte égyptien, M. Pérès a fourni un certain nombre de précisions sur «ce qu'attend Israël de l'OLP» à ce propos. «La charte nationale palestinienne comporte trente-trois articles, a-t-il dit. La majorité d'entre eux appellent directement ou indirectement à la destruction d'Israël. Nous attendons de l'OLP qu'elle s'engage clairement à les invalider. Nous attendons en deuxième lieu un engagement de renoncement total à la

violence (...), ainsi que la dénonciation immédiate du terrorisme comme moyen de résoudre les conflits (...). Nous attendons en troisième lieu une proclamation claire et forte du droit d'Israël à exister dans la paix et la sécurité. Enfin, nous attendons du plénum de l'OLP qu'il adopte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies (lesquelles fixent le principe de l'échange «de» ou «des» territoires occupés contre la paix) comme base de négociations».

«Si nous parvenons, dans les prochains jours, à un accord sur ces changements de nature de l'OLP, a ajouté le ministre, alors nous pourrions annoncer (la reconnaissance mutuelle). De source palestinienne, on soulignait que cela est toujours en cours de discussion. «Toute cela pourrait prendre du temps», a déclaré, sur RMC, Proche-Orient, Mahmoud Abbas (Abou Mazen), l'homme qui a négocié au nom d'Arafat, précisant qu'il existe de «fortes indications que les Etats-Unis vont, eux aussi, reprendre leur dialogue officiel avec

l'OLP dès la signature de la reconnaissance mutuelle avec Israël».

En tout état de cause, a précisé M. Pérès, «il n'y a pas de lien» entre cette question et celle de la déclaration de principe sur l'autonomie de «Gaza et Jéricho d'abord». Ce document (publié dans le *Monde* du 2 septembre), «est prêt à être signé cet après-midi ou demain», a ajouté le ministre, laissant entendre que la discussion sur ce point est désormais close. «Des que la déclaration de principe sera signée, nous établirons un comité conjoint pour traiter des questions en suspens concernant l'autonomie de Gaza et de Jéricho». Le délai de négociation sur ces «détails de mise en œuvre» est fixé dans la déclaration de principe, «à deux mois», un délai supplémentaire de quatre mois étant prévu pour appliquer cet accord.

Au total, a conclu Shimon Pérès, «nous nous sommes donné neuf mois pour essayer de parvenir à un accord concernant les modalités de l'élection du conseil de l'autonomie». Une divergence parmi d'au-

tres : tandis que l'OLP estime que l'accord intérimaire va permettre à huit cent mille Palestiniens, réfugiés dans les pays arabes voisins depuis la guerre de six jours, au mois de juin 1967, de rentrer en Cisjordanie, via Jéricho, Israël estime que ce nombre ne devrait pas dépasser deux cent mille.

### Querelles d'interprétation

Problèmes d'interprétation, divergences de fond, l'accord d'Oslo, avant même sa ratification à Washington, provoque déjà de singulières querelles, entre Israéliens et Palestiniens d'une part, entre Israéliens et... Israéliens d'autre part, entre Palestiniens et... Palestiniens d'autre part. Pour le moment, marginales et comme suspendues dans le temps en attendant la ratification des accords, ces querelles pourraient rapidement dégénérer.

Une illustration de ce qui pourrait se produire à plus grande échelle si les deux protagonistes ne se mettent pas rapidement d'accord

sur le fond a eu lieu mercredi à Gaza. Réunis dans le camp de Chatti par des organisations proches de l'OLP pour apporter leur soutien à Yasser Arafat et à sa diplomatie, environ trois mille Palestiniens se sont vu attaquer à coups de pierres et de chaînes par un groupe de deux cents ou trois cents militants du mouvement islamiste Hamas. Les drapeaux de l'OLP ont été arrachés, le matériel audiovisuel détruit, une vingtaine de personnes ont été blessées et autant de véhicules endommagés. La bataille rangea ainsi que la réunion elle-même ont pris fin à l'arrivée d'une patrouille militaire israélienne.

Bien que les «sondages» publiés par les journaux proches de l'OLP donnent tous une grande majorité en faveur de la politique de Yasser Arafat, de multiples réunions d'explication, coordonnées dans l'ensemble des territoires occupés par Fayçal Hussein, numéro un de l'OLP dit de l'intérieur, ont eu lieu un peu partout et sans incident.

A l'université An-Najah, près de

Napouse, environ trois mille personnes, en majorité des étudiants proches des thèses de la centrale palestinienne et sympathisants du Fatah, se sont réunies, mercredi, sur le campus pavés aux couleurs nationales palestiniennes. Après plusieurs discours et le chant de l'hymne national - *Biladi, Biladi* (mon pays) - les participants ont fait silence pour écouter «le président» de l'OLP en personne s'adresser à eux par téléphone amplifié.

L'accord conclu avec Israël «nous donne ce qu'il était possible d'obtenir et pas ce que nous voulions, à savoir un Etat souverain avec El Quds» (la Sainte, c'est-à-dire Jérusalem), a confessé Yasser Arafat. Mais, à ses yeux, cela ne veut pas dire que «cet objectif est encore loin. Nous en sommes proches au contraire (...). La route est ardue, mais nous savons que le peuple est capable de subir des sacrifices pour la cause (...). Courage et patience, nous sommes sur la bonne voie».

PATRICE CLAUDE

## Incertitudes et divergences parmi les Palestiniens

Retient des divergences sur l'accord de principe israélo-palestinien conclu à Oslo, une grande incertitude règne parmi les Palestiniens de l'intérieur sur la suite immédiate à lui donner, les modalités de la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP divisant partisans et adversaires de cet accord. Pour les premiers, les exigences de l'Etat juif, rappelés, mercredi, par le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès (voir l'article de Patrick Claude), ne vont pas au-delà des déclarations déjà faites par Yasser Arafat en 1988, lors de l'ouverture du dialogue entre les Etats-Unis et la centrale palestinienne. Ce qui, à les en croire, n'oblige donc pas à consulter les instances de l'OLP. Pour les opposants, au contraire, M. Arafat ne peut de lui-même abolir des articles de la charte de l'OLP. Il doit donc convoquer au minimum le comité exécutif pour valider une telle déclaration.

Haut responsable de la centrale palestinienne, qui a participé aux négociations d'Oslo, Mahmoud Habbas (Abou Mazen) a estimé que la déclaration de reconnaissance «pourrait prendre quelque temps» alors que certains annonçaient celle-ci comme «imminente», assurant que M. Arafat voulait aller vite pour donner aux opposants trop de temps pour s'organiser. Les opposants qui ont opposé à Gaza des militants de l'OLP à ceux du mouvement islamiste Hamas ont inquiété ici, et nous a affirmé un dirigeant palestinien, «il faut engager au plus vite la dynamique de la

paix, sinon nous courons à la catastrophe». En tout cas, l'OLP ne pourra pas partager le point de vue de M. Pérès selon lequel il n'existe pas de lien entre la signature de l'accord et la reconnaissance mutuelle. Au contraire, dit-on à Tunis, «l'acceptation formelle par la partie palestinienne de la déclaration de principe conclue à Oslo, est liée à la reconnaissance mutuelle». Le scénario pourrait donc aboutir, une fois celle-ci acquiescée, à la convocation du comité exécutif de l'OLP pour valider le texte avant sa signature à Washington.

C'est en effet, dit-on, l'OLP en tant que telle qui va signer ce texte. Elle doit donc au préalable être reconnue. Si tout se déroule bien, le document devrait être signé, à Washington, par les ministères des affaires étrangères des deux parties, Shimon Pérès et Farouk Kaddoumi. Cette cérémonie étant placée, selon Abou Mazen, sous l'égide des Etats-Unis et de la Russie, co-parrain du processus de paix, et en présence des Nations unies et des autres parties arabes, «l'accord doit être international et non pas bilatéral entre nous et les Israéliens», a-t-il affirmé.

La mention des autres parties arabes vise sans aucun doute à tenter de désamorcer l'hostilité grandissante à Amman, Damas et Beyrouth contre un accord conclu sans aucune consultation préalable. Le rancœur des partisans arabes commence à inquiéter la centrale palestinienne, et en particulier celle du roi Hussein de Jordanie, dont le concours sera, d'une manière ou

d'une autre, indispensable. L'affirmation du roi comme quoi «l'Etat jordanien n'acceptera pas qu'on lui impose un accord auquel il n'a pas été partie prenante», a réveillé quelques incertitudes à Tunis, où l'on compte toutefois sur l'appui américain à l'accord de principe pour convaincre de son bien-fondé le souverain hachémite.

Dans un entretien accordé à RMC-Moyen-Orient, Yasser Arafat a tenté de minimiser la portée de l'accord de principe. «Nous allons signer une déclaration de principe qui porte sur un désengagement à Gaza et Jéricho, c'est-à-dire un retrait israélien qui constitue le premier pas vers un régime d'autonomie palestinienne, a-t-il déclaré. Il s'agit d'un désengagement comparé au désengagement égyptien et syrien en 1974».

«Le règlement définitif ne commencera à être discuté qu'à la troisième année de l'autonomie», a-t-il conclu, signifiant par là que les parties arabes n'avaient pas de raisons de s'inquiéter outre mesure. Le chef de l'OLP qui a annoncé qu'il allait continuer sa tournée d'explication dans les capitales arabes - il s'est rendu, mercredi, au Maroc - a toutefois indiqué qu'il avait dû reporter une visite prévue à Damas à la demande des dirigeants syriens.

### Demande de référendum

Dans ce même entretien, le chef de l'OLP a précisé que «l'OLP ne va pas se dissoudre». Le sort futur de la centrale palestinienne, au cœur des incertitudes d'un grand nombre de Palestiniens, a, en effet, provoqué une violente polémique à Tunis entre deux proches de M. Arafat, Bassam Abou Charif et Yasser Abed Rabo. Répondant au premier qui avait estimé, mardi, que «l'OLP est un pont, non une destination. Si nous construisons un Etat indépendant, nous n'aurons plus besoin de l'OLP», le second a répliqué : «L'OLP est la seule institution qui demeurera et se perpétuera pour le peuple palestinien. C'est elle qui signera l'accord et qui l'appliquera. Les propos d'Abou Charif sont absurdes et traduisent une ignorance totale des décisions de l'OLP».

La mise au point de Yasser Arafat, comme le répondit d'Abed Rabo, semble à mettre sur le compte de la volonté de rassurer la grande majorité des Palestiniens de la diaspora et de faire taire les nombreuses criti-

ques à ce sujet, tant il est vrai que la centrale palestinienne ne pourra se «persécuter» en l'état, une fois mis en place un gouvernement transitoire.

En annonçant crûment la disparition à terme de l'OLP, sujet encore tabou, M. Abou Charif n'est pas seul. Mahmoud Darwiche est allé plus loin lors de l'explication de sa démission devant le comité exécutif de l'OLP, affirmant que «l'OLP était finie et que son seul rôle demeurait de signer l'accord avec Israël». M. Darwiche avait adossé ses pairs d'imaginer ce qui devait venir après. Autre chef historique de la centrale palestinienne, Khaled Al-Hassan a affirmé, dans une déclaration faite au *Middle-East Mirror*, que «l'OLP perdrait sa raison d'être» en signant cet accord et a appelé M. Arafat à soumettre le texte à un référendum.

Si cette perspective n'est pas à l'ordre du jour, il n'en reste pas moins que, pour le moment, le texte de l'accord, intouchable selon M. Pérès, n'a pas été discuté au sein du comité exécutif de l'OLP. Plusieurs de ses membres, que nous avons pu contacter, s'irritent de la précipitation des événements alors qu'ils estiment que la première chose à faire est pour M. Arafat de leur

soumettre ce texte. Le chef de l'OLP a convoqué, jeudi, le conseil central du Fatah, sa propre organisation et la plus représentative au sein de l'OLP. De son côté, l'opposition ne désarme pas.

Le FDLP de Nayef Hawatmeh et le FPLP de Georges Habbache, réunis à Amman, envisageraient, selon l'évolution de la situation, une démission collective.


### Nuances sémantiques

Certains points du texte de l'accord de principe sur l'autonomie des territoires occupés, tels qu'ils figurent dans le quotidien israélien *Yedioth Aharonot*, ont été «mal formulés ou mal traduits», indique-t-on, à Tunis, de source palestinienne. Publié en hébreu, le texte parle «des Palestiniens» alors que la version officielle en anglais fait référence au «peuple palestinien» («palestinian people»), une expression à laquelle tient l'OLP et refuse de souscrire l'Etat juif (1).

Autre précision sémantique, apportée par Abou Mazen, un des négociateurs de cet accord de principe : celui-ci n'est pas simplement «basé» sur la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoit l'échange de - ou des - territoires occupés contre la paix, «il en est une application».

l'objectif de toutes les instances de l'OLP. A Tunis, le FPLP de Samir Ghosheh réclame, pour sa part, «une réunion urgente» de la direction palestinienne, soulignant que «l'accord n'a pas été mentionné devant la direction, ni lors du dernier comité exécutif, ni au cours de la réunion commune avec la délégation palestinienne» en route pour Washington.

FRANÇOISE CHIPHAUX



**MICHEL CHAILLOU**

Fiction & Cie

Michel Chaillou  
Mémoires de Melle

EDITIONS DU SEUIL

### Dans une ferme du sud de la Norvège

La Norvège a occupé une place de choix dans le rapprochement entre Israël et les Palestiniens. Depuis le début de l'année, indique-t-on au ministère des affaires étrangères à Oslo, des hauts fonctionnaires des deux parties se sont réunis au moins quatorze fois dans le royaume. A leur arrivée dans la capitale, les délégations logeaient à l'hôtel Plaza, puis se rendaient, souvent, dans la ferme privée du chef de la diplomatie norvégienne, Johan Jorgen Holst, située à Borregaard, près de Sarpsborg, dans le sud du pays, à l'écart des regards indiscrets. Ce sont les Israéliens et la

centrale palestinienne qui, selon lui, avaient demandé, fin 1992, les bons offices de la Norvège pour accueillir ces discussions.

L'accord «Gaza-Jéricho d'abord», avalisé, lundi soir 30 août, par le gouvernement israélien, s'est précisé au fil des discussions qui ont débuté en janvier et se sont conclues, selon M. Holst, le 20 août, lors de la visite officielle de Shimon Pérès à Oslo. Le ministre norvégien des affaires étrangères avait rencontré Yasser Arafat, en juillet dernier à Tunis, mais il a précisé que le chef de l'OLP n'avait jamais participé personnellement aux réunions secrètes.

## Constitution

### Viter la révision à tout prix

par Maurice Duverger

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

La Cour constitutionnelle, le 1<sup>er</sup> septembre, a déclaré que la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Dans ce domaine, la France, un grand retard de la Cour constitutionnelle, le 1<sup>er</sup> septembre, a déclaré que la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Car telle serait finalement la signification de la révision de la Constitution envisagée par M. le Président. Mais il faut reconnaître, le chef du gouvernement se trouve plongé dans l'embarras.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

### Intégration

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, qui étudie la loi de huit dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution. Les dispositions de la loi de la Pénitencier, ne s'agit pas de la révision de la Constitution.



# 

### 

## 

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

N'étaient l'humour dont ils font preuve et la franchise de leurs propos, il y aurait quelque chose de pathétique dans la situation des délégués palestiniens aux négociations bilatérales de Washington, tant ils sont « hors du coup », ignorants du développement des pourparlers de fond qui ont lieu entre Israël et l'OLP. « Que voulez-vous que l'on vous dise quand les choses se passent ailleurs ? », s'est exclamé Saïb Erakat à l'adresse des journalistes, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à l'issue de la deuxième réunion de travail de cette onzième session des négociations de paix israélo-arabes.

Ainsi, tout était dit, et le silence du chef de la délégation, Hatdar Abdel Chafi, comme celui de son vis-à-vis israélien Eytan Ben-Zur, ne pouvait plus faire illusion. Certains délégués avouaient même, sans en rougir, qu'ils ne savaient pas trop comment leur porte-parole, Hanane Achraoui, avait appris, dans la matinée, que la reconnaissance mutuelle entre l'OLP et l'Etat juif était imminente, qu'elle pourrait intervenir dans la journée. Et d'avouer qu'elle-même et ses collègues avaient pris connaissance du texte intégral du projet d'accord sur une déclaration de principe israélo-palestinienne en même temps que les journalistes.

Comme la veille, la rencontre israélo-palestinienne de mercredi n'a pas été une véritable réunion de travail, mais plutôt un échange d'impressions sur le projet d'accord. Et si plusieurs délégués palestiniens ont estimé que c'était un premier pas, même si, à leurs yeux, il ne répond pas à toutes les aspira-

tions des Palestiniens, M. Abdel Chafi, pour sa part, l'a jugé irrécevable et a affirmé qu'en ce qui le concerne, il ne le signerait pas.

Du côté israélien, c'est à peu près la même impression de flou qui se dégage. « Il faudra encore mettre au point quelques détails avant la reconnaissance mutuelle », déclarait la porte-parole de la délégation, Ruth Yaron, pour se raviser aussitôt : « On peut bien sûr se tromper et apprendre le contraire demain. » Itamar Rabinovitch, ambassadeur d'Israël à Washington et chef de la délégation de son pays aux négociations avec la Syrie, a même opté pour l'autodérision : « Je sais bien qu'après ce qui s'est passé, vous aurez du mal à me croire, mais je démens avec assurance que des contacts secrets se déroulent avec la Syrie parallèlement aux pourparlers de Washington. »

#### 

En réalité, à Washington, tout le monde attend l'issue des négociations israélo-palestiniennes qui ne sont plus secrètes. Pour la cinquième fois, Israéliens et Syriens ont examiné les quatre premiers paragraphes du document de travail sur lequel ils travaillent depuis cinq sessions déjà. Et pour la cinquième fois, M. Rabinovitch et son vis-à-vis syrien, Moftaq El Alai, ont indiqué qu'ils espéraient passer, le plus rapidement possible, à l'examen du cinquième paragraphe, qui fait problème : il est relatif à l'évacuation par Israël du plateau du Golan et à l'acceptation du mot paix.

MOUNA NAÏM

## 

Michel Rocard, président de la direction nationale du Parti socialiste, a déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, après la réunion du bureau exécutif du PS, que l'accord en discussion entre Israël et l'OLP « représente un pas en avant considérable », mais a souligné que « bien des dangers demeurent ». « Il est nécessaire que tous les Français expriment de la même manière leurs encouragements et leurs souhaits que le processus ne soit pas entravé par des violences irresponsables », a ajouté M. Rocard. Dans un communiqué, le bureau exécutif qualifie l'accord d'« événement historique ».

Dans les milieux associatifs, la satisfaction semble également de mise. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) « se réjouit de [cette] avancée historique ». Il souligne que, « quelles que soient les péripéties qui peuvent encore entra-

ver la solution du problème, quelque chose d'essentiel est survenu : les adversaires se parlent et le dialogue est engagé entre l'Etat d'Israël et l'OLP ». L'appel des Cent « salue » l'événement « sans ignorer que pour être vraie la paix aura d'autres obstacles importants à franchir ».

Jacques Barrot, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, centriste, a déclaré que « la dynamique de la paix et de l'espoir s'est mise en marche », en s'appuyant « sur un projet sérieux ». « La France d'entraîner les Européens dans un soutien sans faille de cette démarche nouvelle », conclut M. Barrot. Didier Bariani, député (UDF) de Paris, président du groupe parlementaire d'Amitié France-Israël, estime que « cet accord suscite l'espérance dans un processus de paix et de dialogue qu'il s'agit de rendre irréversible ».

## 

Suite de la première page

Annoucing la naissance d'une « nouvelle Afrique du Sud », le 2 février 1990, devant le Parlement, le président Frederik De Klerk convenait qu'« il est temps de rompre le cercle de la violence et d'avancer vers la paix et la réconciliation ».

« Tout s'écroule et rien ne subsiste », disait Héraclite d'Ephèse, le philosophe grec. En d'autres termes, le monde change à vive allure. Question d'intelligence et de charisme que de le comprendre et de le faire comprendre ? Pas seulement, pas forcément.

#### 

Il aura, en tout cas, fallu plus de quarante ans pour que le fil du dialogue finisse par se nouer entre Israéliens et Palestiniens, autant pour que, du côté de Pretoria, soit entrepris, par le pouvoir blanc, le démantèlement de l'apartheid, huit ans pour que l'Algérie obtienne, par les armes, la maîtrise de son propre destin. D'interminables « années de braves » pour qu'ici et là les « terroristes » passent du statut d'« interlocuteurs valables » à celui de « partenaires ». Au prix de morts innombrables, de violences inouïes.

Que de parades les uns et les autres ont vainement imaginées

pour tenter de retarder, voire de détourner, le cours des choses ! De l'emploi de la manière forte, pour réduire l'adversaire à néant, jusqu'à des formules de compromis faussement séduisantes comme « la paix des braves » lorsque la guerre, « sale et imbecille », paraissait sans issue. En passant par l'usage de tactiques dérisoires pour diviser l'ennemi, la présentation de plans de partition et la mise en avant de solutions économiques sans portée pour étancher une soif inextinguible de justice et de dignité.

Et puis, de guerre lasse, parce que, sur le terrain, le rapport de forces le permettait, que l'environnement international s'y prêtait -

« L'accord va entraîner une poussée économique sans précédent pour les Palestiniens et les Israéliens. » La quotidienn *Yedioth Aharonot* n'est pas le seul journal en Israël à parler sur les conséquences économiques d'un accord de paix. « Nous allons pouvoir vivre avec une meilleure économie », assure le ministre des finances de l'Etat juif, Abraham Shohat, tandis que le gouverneur de la Banque centrale, Jacob Frenkel, jure que « tout accord de paix et toute stabilité offriront beaucoup à l'économie israélienne ». En grimpant fortement, depuis le début de la semaine, la Bourse de Tel-Aviv a, d'une certaine manière, anticipé le pronostic.

Diminution du budget de la défense, accroissement de l'aide internationale et des investissements étrangers : les dividendes de la paix vont sans doute donner un coup de fouet à une économie israélienne déjà en forte croissance (près de 6 % en 1992). En revanche, l'impact à court et à moyen terme s'annonce limité pour les Palestiniens de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho - ceux qui seront immédiatement concernés par l'accord d'autonomie - tant la situation économique de ces territoires occupés est dégradée (manque de terrain et d'infrastructures, absence d'une administration efficace).

#### 

En 1991, le revenu par tête des 1,7 million d'habitants recensés à Gaza et en Cisjordanie représentait moins de 20 % de celui d'un Israélien. Et, dans l'étroite bande de Gaza, où s'entassent quelque 800 000 Palestiniens, il ne dépassait pas 800 dollars (4 600 francs), un chiffre voisin de celui du Bangladesh. Depuis la guerre du Golfe, le tarissement de l'aide financière venue des pétromonarchies du Golfe et le renvoi de dizaines de milliers de travailleurs palestiniens n'ont fait qu'aggraver la situation.

Tout semble s'être ligé pour empêcher l'émergence d'une économie palestinienne prospère. L'histoire tout d'abord. De la domination ottomane à l'occupation britannique, de la souveraineté jordanienne à la tutelle exercée par l'Egypte, « les Palestiniens ont toujours été considérés comme une simple annexe d'un pôle économique situé ailleurs », note un diplomate.

Les ressources naturelles sont maigres. Si les carrières de Cisjordanie fournissent une pierre de taille de bonne qualité, appréciée jusque dans les pétromonarchies du Golfe, la principale richesse

des territoires occupés demeure l'agriculture et la possibilité, dans la vallée du Jourdain, de pratiquer des cultures de contre-saison. A elle seule, l'agriculture représente le quart de l'activité économique, fournit plus de la moitié des exportations, et emploie un actif sur quatre.

L'industrie, en revanche, est quasi inexistante. D'où un taux de chômage très élevé. A Gaza, il touche près de la moitié de la population active, selon des économistes palestiniens, avant que le « bouclage » des territoires

repose sur le bon vouloir de la puissance occupante. Dans ces conditions, la future entité palestinienne est condamnée à maintenir des liens très étroits avec son voisin.

#### 

Le projet d'accord israélo-palestinien en tient compte. Il prévoit, dans son article XI, la mise en place d'un « comité de coopération économique » mixte pour « développer et mettre en œuvre

nales arabes, ainsi que le secteur privé ».

Réhabilitation des logements dans les territoires occupés, création d'usines de dessalement de l'eau de mer, construction d'un canal reliant la Méditerranée à la mer Morte : les projets évoqués dans ce nouveau « plan Marshall » ne manquent pas. Mais pas un mot sur leur financement qui s'annonce pourtant coûteux. Une étude de la Banque mondiale chiffrerait les besoins à un milliard de dollars (près de 6 milliards de francs) sur cinq années.

De l'avis de nombreux experts, c'est une somme nettement supérieure qu'il faudra trouver, notamment du côté des pétromonarchies du Golfe. Mais, en cette période de bas prix du pétrole, il y a fort à parier que tant l'Arabie saoudite, confrontée à un déficit budgétaire chronique, que le Koweït, en pleine reconstruction, se feront tirer l'oreille pour aider les Palestiniens.

Les projets de développement de la région peuvent être vagues, leur financement n'étant pas assuré, il n'empêche : l'embryon d'un marché commun associant Israël, la future entité palestinienne et, partenaire incontournable, la Jordanie, est contenu en filigrane dans le projet d'accord. Il faut sans doute y voir la « petite » de Shimon Pérès, ardent partisan d'une telle politique. Il y a tout juste un an, en effet, en visite officielle à Paris, le ministre israélien des affaires étrangères avait évoqué la création d'une banque de développement du Proche-Orient, associant Israël à des pays tels que l'Egypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie. Or le projet est inscrit noir sur blanc dans le protocole d'accord entre Israël et l'OLP.

Les rêves du dirigeant israélien vont, en réalité, bien au-delà. Dans un entretien accordé à *l'Expansion*, au mois d'octobre 1991, il recommandait de « suivre l'exemple de la CEE » et de « créer graduellement un marché commun » au Proche-Orient. Résumant sa pensée en une formule, M. Pérès, à l'époque président du Parti travailliste, lançait : « Avec le pétrole saoudien, le main d'œuvre égyptienne, l'eau turque et les cervaux israéliens, le Moyen-Orient devrait décoller. »

Et le dirigeant juif de conclure : « Les pays arabes seraient gagnants, car l'élévation du niveau de vie de leur population constitue l'unique barrage à la montée du fondamentalisme musulman, qui se nourrit de frustrations sociales et menace de déstabiliser l'ensemble des régimes en place. »

JEAN-PIERRE TUQUOI



occupés, décidé, il y a cinq mois, par le gouvernement israélien, ne venait encore aggraver la situation.

Autre obstacle au développement : la politique de l'Etat juif. Pendant près d'un quart de siècle, Tel-Aviv n'a eu de cesse d'accroître la dépendance économique des territoires occupés à son égard. Explosion de la main-d'œuvre palestinienne, employée en Israël (21 000 personnes en 1970, 210 000 en 1990) ; libre accès au marché israélien pour les produits « made in Israel » tandis que les barrières n'ont fait que se multiplier en sens inverse ; fiscalité sur mesure pour décourager les investissements palestiniens ; les signes de la « vasalisation » ne manquent pas même si, depuis deux ans, une inflexion était perceptible.

Si l'économie d'Israël est indépendante des territoires occupés (l'Etat juif en tire moins de 3 % de son PNB), l'inverse n'est pas vrai. Près d'un tiers de l'économie des territoires occupés

en commun » des programmes dans tous les secteurs-clés de l'économie d'un pays moderne : l'eau, l'énergie, les transports et les télécommunications, le commerce, la communication. Sont ainsi envisagés, entre autres projets, une exploitation israélo-palestinienne des ressources pétrolières et gazières « dans la bande de Gaza et dans le Neguev », la création d'une « banque de développement palestinienne », l'établissement d'un port de la zone de Gaza et, dans la même région ainsi qu'en Israël, de « zones franches » avec un accès mutuel garanti.

Au-delà de cette coopération bilatérale dans des secteurs strictement définis, le projet d'accord israélo-palestinien préconise la mise en place d'un programme de développement pour la région qui serait porté sur les fonds baptismaux par le G7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés), « les membres de l'OCDE, les Etats arabes de la région et les institutions régio-

« Algérie fédérale », vivant « en union étroite » avec la France, que le général de Gaulle appelait de ses vœux ? A l'évidence, pas grand-chose.

Lorsque l'Histoire prend, trop vite ou parfois à contre-cœur, un cours nouveau, elle suscite inévitablement des surenchères et provoque des drames et des violences. Chaque camp doit alors arbitrer entre ses « colombes » et ses « faucons », les uns et les autres, pour des raisons différentes, criant à « la conspiration et à la trahison », appelant au « soulèvement », déclarant « la patrie en danger ». Qu'il s'agisse, en son temps, de l'OAS en Algérie, aujourd'hui de la droite africain et des organisations extrémistes noires en Afrique du Sud, tout comme de certains partis religieux ou ultra-sionistes en Israël et des mouvements fondamentalistes musulmans dans les territoires occupés.

Et que dire de la « nouvelle Afrique du Sud » en proie, depuis trois bonnes années, à des violences sans nom, et que d'aucuns s'ingénient à rendre ingouvernable. Des violences que ni Frederik De Klerk ni Nelson Mandela, le président du Congrès national africain (ANC), n'ont réussi à contenir alors que les premières élections libres - selon le principe « un homme, une voix » - sont annoncées pour le 27 avril 1994. Triste bilan de ces « années de transition » : plus de dix mille morts et des centaines de milliers de déplacés et de sans-abris.

La probable signature d'un accord de principe sur l'autonomie des territoires occupés par Israël et celle d'un accord de reconnaissance mutuelle entre l'Etat juif et l'OLP ne garantissent pas, à coup sûr et sans délai, le rétablissement de la concorde au Proche-Orient. « Aujourd'hui, les horizons de la paix sont ouverts », vient de lancer

M. Rabin, avec quelque solennité. Il n'empêche qu'il faudra bien davantage qu'un simple lever de rideau sur ces horizons-là pour briser des tabous, réconcilier des hommes et des femmes qui se sont à la fois ignorés et combattus pendant près d'un demi-siècle.

Même si une « dynamique de paix » se met résolument en marche, de mauvaises habitudes persisteront vraisemblablement. Samedi dernier, à Beyrouth, un journaliste de la télévision du mouvement intégriste pro-iranien Hezbollah - opposé au processus de paix - a vivement pris à partie le chef de la diplomatie libanaise. Farès Boueiz avait commis la faute presque impardonnable de donner du « Monsieur » à Shimon Pérès, son homologue israélien, l'homme des contacts secrets avec l'OLP.

JACQUES DE BARRIN

Le Monde ÉDITIONS

## Social

### Par ici la sortie !

Alain Lebaube

#### 

L'histoire de l'Algérie montre ainsi un juste combat trop chèrement gagné - entre 500 000 et 1 million de morts - ne s'efface pas facilement de la mémoire collective, ne débouche pas automatiquement sur des lendemains qui chantent. Cette « nouvelle Algérie » paye dans le sang, aujourd'hui encore, après trente et un ans de mauvais choix - parti unique et socialisme - le prix d'une indépendance mal assumée.

#### 

1981, pays : URSS... capitale : Moscou  
1991, pays : CEI... capitales : 15...

Pour suivre un monde disloqué

CONSULTEZ

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

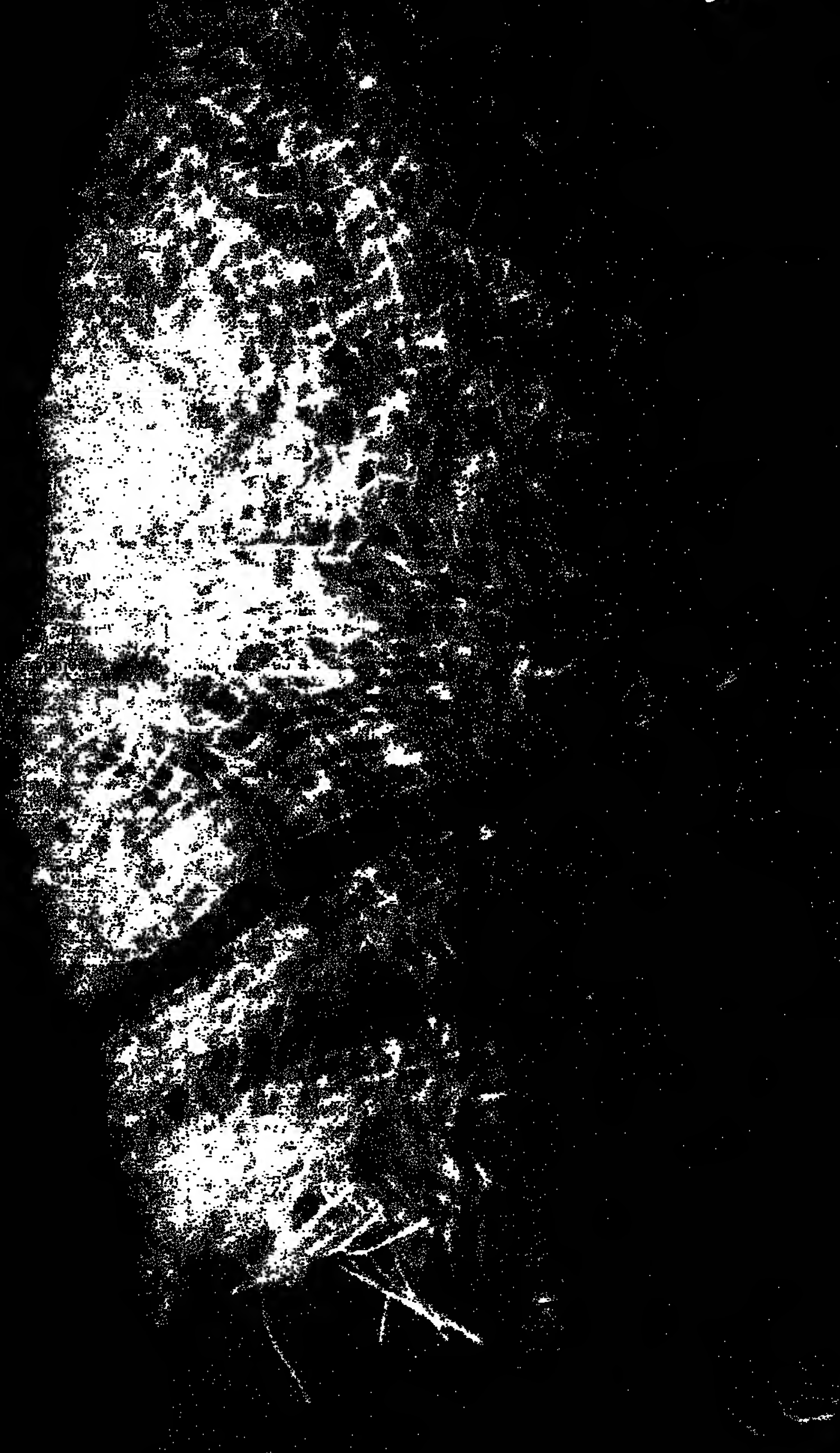
Index et cartes



Le Monde  
L'ÉDITION  
capitale : Moscou  
capitales : 15...  
Pour savoir un monde disloqué  
CONSULTEZ  
STOIRE AU JOUR LE JOUR  
120 pages, 198 pages

JACQUES DE BARRO

*-Je sais, merci !*



can, [www.chem.mcgill.ca](http://www.chem.mcgill.ca)



## EUROPE

En raison de divergences sur le partage territorial du pays

## Nouvel échec des négociations de Genève sur la Bosnie-Herzégovine

La phase actuelle des négociations de paix sur la Bosnie-Herzégovine a échoué, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Genève, où les médiateurs de l'ONU et de la CEE ont avéré que ce pays risquait maintenant de connaître une intensification de la guerre et d'être plongé dans « l'anarchie et le chaos ». Les parties belligères se sont mutuellement rejetées la responsabilité de cet échec, survenu alors que nombre de diplomates pensaient que l'on s'approchait enfin d'un accord.

Les médiateurs, David Owen (pour la CEE) et Thorvald Stoltenberg (au nom de l'ONU), se sont refusés à distribuer des blâmes et ont exprimé l'espoir que l'arrêt des pourparlers ne serait que « temporaire ». Le président de Serbie, Slobodan Milosevic, a pour sa part, affirmé que les dernières offres faites par son protégé serbe bosniaque Radovan Karadzic demeuraient valides. Quelques minutes après la rupture des pourparlers, M. Stoltenberg a informé directement le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, présent à Genève, et préparera un rapport destiné au Conseil de sécurité de l'ONU qui sera amené à statuer sur la situation créée par cet échec.

La rupture dans cette phase de pourparlers, qui avait commencé le 27 juillet, a été annoncée par le président de Croatie, Franjo Tudjman, qui a claqué la porte en accusant les musulmans de vouloir la poursuite de la guerre. Son allié bosniaque Mate Boban a réchéri en accusant les « prophètes de la mort [d'] avoir eu le dernier mot ».

Selon une commission de l'ONU

## Près de cent fosses communes dans l'ex-Yougoslavie

Une commission des Nations unies chargée d'enquêter sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie a indiqué, mercredi 1<sup>er</sup> septembre à Genève, qu'elle enquêtait sur des informations faisant état de l'existence de quatre-vingt-dix-huit charniers, notamment en Croatie et en Bosnie. Le président en exercice de la commission, Torkel Opsahl, n'a toutefois pas précisé la localisation de ces charniers.

Il a ajouté qu'il allait envoyer, le mois prochain, une équipe de médecins légistes pour exhumer les corps de deux cents Croates près de Vukovar, ville de l'est de la Croatie prise par les Serbes en 1991 au terme de trois mois de siège. — (Reuters).

□ ALBANIE : deux ans de prison pour un ancien premier ministre. — Wilson Ahmeti, chef du gouvernement de décembre 1991 à mars 1992, a été condamné, mardi 31 août, à deux ans de prison pour « détournement de fonds » par un tribunal de Tirana. M. Ahmeti a été déclaré coupable d'avoir favorisé le détournement d'une somme de 1,6 million de dollars (9,3 millions de francs), confiée à un homme d'affaires français, Nicolas Araldi, pour qu'il renégocie la dette extérieure de l'Albanie. Plusieurs dirigeants de l'ancien régime ont récemment été arrêtés pour « corruption » et, la semaine dernière, M. Hodja, la veuve du dictateur communiste, a vu confirmer en appel sa peine de onze ans de prison pour « dilapidation de fonds publics ». — (AFP).

□ ALLEMAGNE : condamnation d'un juge des procès staliniens. — Un ancien juge de la RDA communiste, qui avait conduit en 1950 une série de procès staliniens contre de prétendus nazis, a été condamné, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à deux ans d'emprisonnement avec sursis par un tribunal de Leipzig. C'est la première fois qu'un magistrat ayant participé à ces parodies de procès est condamné depuis la chute du régime communiste allemand fin 1989. Otto Jürgens, quatre-vingt-six ans, a été reconnu coupable de huit cas de violation du droit au cours de procès qui avaient conduit à des condamnations à des peines de prison ou de travaux forcés allant jusqu'à la perpétuité. — (AFP).

□ GÉORGIE : les Russes garde-

Un peu plus tard, le président bosniaque Alija Izetbegovic a donné sa version des faits en déclarant que « ceux qui ont bénéficié le plus de cette guerre, continuent à refuser les compromis les plus élémentaires ». Il a indiqué que, dans la journée, il avait présenté des demandes de compromis territoriaux minimaux, ajoutant qu'elles étaient « essentielles » pour la viabilité d'un Etat bosniaque.

## Concessions limitées

Deux modifications avaient été demandées au Serbe Radovan Karadzic : l'élargissement des enclaves de Bosnie orientale et leur rattachement géographique au reste de la future République musulmane, ainsi que le rattachement des villes de Prijedor et de Sanski Most à la poche de Bihać, dans le nord-ouest du pays. Aux Croates, M. Izetbegovic avait demandé d'abandonner le port de Neum, sur l'Adriatique, avec un corridor y conduisant. Il a précisé que les Serbes avaient accepté d'offrir un corridor de 3 km de large reliant toutes les enclaves à Sarajevo, mais qu'ils s'étaient refusés à aller plus loin, proposant simplement de négocier plus tard des échanges de territoires. Quant aux Croates, a précisé M. Izetbegovic, ils n'ont offert qu'une route conduisant à la mer. « Ces offres, a-t-il dit, étaient tout simplement inacceptables ».

Le chef de l'Etat bosniaque a souligné qu'il entendait respecter le cessez-le-feu en vigueur, « si les autres parties en font autant », et assuré qu'il était prêt à reprendre les négociations à tout moment. Les dirigeants des belligérants ont accepté de passer la nuit à Genève, mais Lord Owen a estimé « qu'à

moins d'un miracle », il n'y avait aucune chance de les voir reprendre les négociations jeudi.

La principale crainte des médiateurs est de voir la situation se détériorer avec l'arrivée de l'hiver et de devoir mettre fin à l'assistance humanitaire accordée à plus de 2 millions de victimes de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. « Si la situation reste relativement calme, la poursuite de l'aide humanitaire devrait être possible. Mais je crains que la guerre ne s'intensifie. Il sera alors très difficile de maintenir notre programme d'aide », a déclaré M. Stoltenberg. Pour sa part, le président Izetbegovic a reconnu que l'hiver serait rude pour la population de Sarajevo, mais il a estimé que la capitale parviendrait à survivre.

Lord Owen a affirmé que le plus grand danger guettait maintenant la Bosnie était le développement de l'anarchie. Il a également noté que le conflit avait déjà de graves répercussions économiques sur les Balkans et même au-delà. Les traits tirés, le médiateur de la CEE a toutefois estimé que les parties finiraient par reprendre le chemin des négociations. Interrogé sur la nécessité d'entreprendre une nouvelle approche ou de déclencher une intervention militaire, Lord Owen a minimisé cette dernière éventualité en notant que « malgré toute leur rhétorique, les gouvernements [étrangers] ne sont pas prêts à s'engager dans des combats sur le terrain ».

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a affirmé, mercredi soir, que « des frappes aériennes restent tout à fait une option, si le siège de Sarajevo venait à continuer ». — (AFP).

D'après l'agence officielle Hina

## La Croatie a demandé le rappel d'un officier général français de la FORPRONU

Le gouvernement croate a demandé la « révocation » et le « rappel » du général français Bernard Baudot, commandant du secteur sud (sud de la Croatie) de la FORPRONU, dans une lettre adressée au général Jean Cot, commandant (français) de la Force de protection de l'ONU en ex-Yougoslavie, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, l'agence officielle croate Hina.

Dans cette lettre, Vladimir Seks, vice-premier ministre croate chargé des relations avec la FORPRONU, accuse le général Baudot d'être « partial et incorrect » et d'avoir « offensé la Croatie » en énonçant des « contre-vérités » dans ses rapports. « Le général Baudot ne com-

prend et ne voit rien et, dans son évaluation, il suppose que les Croates ont délibérément coulé le pont de Maslenica » (sud de la Croatie), poursuit la lettre.

Par ailleurs, les forces croates bosniaques et musulmanes ont signé, mercredi, un accord de cessez-le-feu à Mostar (sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine), sous les auspices de l'ONU, a annoncé l'agence Hina. Les deux camps s'engagent à « garantir une entière liberté de mouvement à la FORPRONU » ainsi qu'aux observateurs de la CEE chargés de contrôler le respect du cessez-le-feu. L'accord prévoit également un échange de prisonniers. — (AFP).

l'état de son patrimoine, acquis en grande partie grâce à la loi sur les restitutions. Le président et son frère, Ivan, ont demandé la restitution des biens familiaux, progressivement confisqués par le régime communiste après 1948. Dans une déclaration au journal *Modra Fronta Dneš*, le chef de l'Etat précise que ce patrimoine se compose d'un bloc d'immeubles situé au centre de Prague comprenant plusieurs restaurants, un cinéma, une salle de bal et de concert, ainsi qu'un immeuble de cinq étages sur le quai Rusin, une villa et un restaurant sur la colline de Barrandov. Mais le président indique qu'il veut laisser la gestion de ces immeubles « à des spécialistes, tout en gardant un droit de supervision ». Par ailleurs, M. Havel affirme avoir acheté une maison dans un quartier résidentiel de Prague. — (AFP).

**Le Monde ÉDITIONS**  
**QUEL AVENIR ÉCONOMIQUE A L'EST ?**  
Sous la direction d'Alain Géléon  
Préface de Jacques Lescaze  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

RUSSIE : le vice-président Routskoï suspendu de ses fonctions

## Le « jugement de Salomon » de Boris Eltsine

Le président Eltsine a signé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, un décret « suspendant » de leurs fonctions à la fois son principal rival, le vice-président Alexandre Routskoï, et un proche collaborateur Vladimir Choumilko (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> septembre). Cette mesure est « provisoire », dans l'attente d'éclaircissements d'affaires de corruption dont sont accusés les deux hommes.

## MOSCOU

de notre correspondant  
Boris Eltsine adore les « décrets », mais le dernier en date est spectaculaire : deux des principaux personnages de l'Etat — le vice-président Alexandre Routskoï et l'un des « premiers vice-premier ministres » Vladimir Choumilko — ont été suspendus de leurs fonctions le temps que la justice se prononce sur les accusations de corruption portées contre eux. En d'autres temps, et en d'autres lieux, ce jugement de Salomon, qui frappe simultanément l'un des adversaires majeurs du président et l'un des principaux membres de son équipe, aurait pu impressionner l'opinion et relever l'autorité de l'Etat.

Mais, au point où en est la comédie du pouvoir en Russie, le « décret » risque plutôt d'apparaître comme le dernier rebondissement d'une intrigue si embrouillée et si peu crédible que le public se contente d'en attendre le dénouement. Un dénouement qui semble d'ailleurs toujours aussi lointain, même si Boris Eltsine a choisi, pour agir, le premier jour d'un mois qu'il avait présenté à l'avance comme celui de la grande bataille.

## Une mesure symbolique

A première vue, c'est le général Routskoï, second personnage de l'Etat, élu au suffrage universel en même temps que Boris Eltsine, qui peut apparaître comme la principale victime d'un décret qu'il a d'ailleurs immédiatement décrit comme totalement « illégal ». Au printemps dernier, M. Routskoï avait vigoureusement attaqué l'entourage du président, et en particulier M. Choumilko, sur le terrain de la corruption. Mais, au mois d'août, il avait dû subir une contre-attaque de grande ampleur, lancée avec le concours actif d'une élite corrompue par le président. La « suspension » du vice-président intervient d'ailleurs

au moment où cette contre-attaque, menée initialement tambour battant, semble marquer un peu le pas.

Après avoir entendu pendant plusieurs heures le général Routskoï, le procureur de Moscou (présent par la partie présidentielle au procureur général de Russie, considéré comme appartenant au camp ennemi), a fait savoir que les documents rassemblés contre le vice-président, qui concernent l'ouverture d'un compte en Suisse sur lequel aurait été versée une « commission » de plus de trois millions de dollars, (près de 17,5 millions de francs) documents présentés comme confondants par le quotidien pro-éltsinien *Izvestia*, ne paraissent pas suffire à établir un délit. Selon le procureur, les accusations s'appuient pour l'essentiel sur les affirmations de Dimitri Iakoubovsky, un très étrange personnage dont la collaboration avec les services de sécurité ainsi qu'une série de beaux mariages ont permis de faire fortune. M. Iakoubovsky, dont les deux camps en présence se sont apparemment attachés le témoignage au cours d'un séjour mouvementé à Moscou au début de l'été, réside au Canada, et a fait savoir qu'il se contenterait de donner des réponses écrites aux questions du procureur. L'enquête, et donc la « suspension » du vice-président, risquent donc de durer longtemps.

La mesure qui frappe le général Routskoï est en fait essentiellement symbolique. Le président Eltsine l'avait en effet déjà progressivement privé de toutes ses attributions officielles, dans l'espoir de pousser à la démission un homme qu'il affirme clairement son intention de poser sa candidature à une éventuelle élection présidentielle. La Constitution actuelle ne donne en effet pas le droit au président de congédier son vice-président, ni d'ailleurs de le suspendre. Un porte-parole du président, M. Krasikov, a tourné la difficulté en donnant une interprétation restrictive de cette mesure de « suspension » : cela signifie, a-t-il expliqué, que le président ne confiera aucune mission au vice-président tant que durera l'enquête. Ce qui, en pratique, ne change donc strictement rien à la situation actuelle, sinon que dans toutes ses activités d'opposition, le général Routskoï travaillera désormais une encombrante casquette.

Cependant, les adversaires de M. Eltsine pourraient réagir à leur tour : le président du Parlement, M. Khasoulatov, a immédiatement déclaré « inconstitutionnel et illégal » le décret présidentiel, et s'est affirmé certain que les députés

l'annuleront dès qu'ils seront réunis en session. Il n'est pas exclu qu'à l'occasion de ce nouvel épisode de la guerre des pouvoirs, une partie des élus se lance dans une nouvelle tentative de destitution du président, pour atteindre à la Constitution.

## Lutte au sein

## de l'équipe eltsinienne

L'autre « victime » du décret présidentiel, M. Choumilko, déclare approuver pleinement la décision dont il est l'objet, et affirme même l'avoir lui-même demandée. Homme ambitieux et très sûr de lui, M. Choumilko avait été nommé au gouvernement au printemps 1992, à une époque où l'équipe éltsinienne du premier ministre Qaidar avait dû accepter des apports « centristes ». Son rôle n'a fait que grandir lorsqu'un nouveau premier ministre, M. Tchernomyrdine, a été nommé, et il est devenu de plus en plus « politique ». Il est aussi, avec le responsable suprême de l'information Mikhail Potkharine, l'un des responsables auxquels la première commission d'enquête sur la corruption, alors confiée au général Routskoï, avait reproché d'avoir tiré d'importants bénéfices personnels de leurs fonctions. Il est toujours affirmé blanc comme neige, y compris lorsque, selon des informations rapportées par la presse russe, M. Eltsine lui a proposé, au début de l'été, de démissionner s'il estimait avoir quelque chose à se reprocher.

La situation de M. Choumilko s'est cependant compliquée tout récemment, lorsque le ministre du commerce extérieur, M. Glaziev, l'a accusé d'avoir tenté de provoquer sa chute pour l'empêcher de mettre un terme à des pratiques particulièrement juteuses. M. Glaziev, en charge d'un ministère sensible entre tous, avait voulu « assainir » les procédures d'attribution des licences d'exportation, source privilégiée de corruption, et avait ainsi heurté, selon ses dires, de puissants intérêts. Le ministre, qui puit de la réputation d'un homme « propre », et dont l'avion avait été rappelé en plein vol alors qu'il se rendait en mission à l'étranger, avait présenté sa démission. Cette démission a finalement été refusée, et la suspension de M. Choumilko, même si elle paraît essentiellement destinée à contrebalancer celle du général Routskoï, peut aussi être considérée comme un épisode de la lutte qui fait rage au sein même de l'équipe présidentielle.

JAN KRAUZE

## A TRAVERS LE MONDE

## DJIBOUTI

## L'armée procède au « nettoyage » des anciennes régions rebelles

Les forces armées djiboutiennes conduisent depuis dimanche 29 août une opération de « nettoyage » dans les monts Habbé et leurs alentours, au nord-est du pays, selon des sources officielles. Cette opération « consiste à la fois à poursuivre le nettoyage de la zone en y recherchant en particulier des caches d'armes laissées par les éléments du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie » (FRUD, rébellion armée des Afars) et à prendre contact avec les populations de la région en vue d'évaluer leurs besoins », indique un communiqué de l'état-major de l'armée.

L'armée djiboutienne et les forces nationales de sécurité (police) avaient lancé, le 5 juillet, une offensive générale dont le ministre de la défense a affirmé, le 10 juillet, qu'elle s'était « soldée par la recouvrance totale de l'intégrité territoriale de la République de Djibouti ». Cette offensive avait provoqué un exode important de populations du Nord et de combattants du FRUD en territoire éthiopien. — (AFP).

## JAPON

## Les plus importantes manœuvres militaires de l'après-guerre

Les forces armées japonaises entreprendront le 29 septembre leurs plus importantes manœuvres de l'après-guerre, a-t-on appris à l'agence nipponne de la défense, mercredi 1<sup>er</sup> septembre. Ces exer-

cices, qui auront lieu dans l'île septentrionale de Hokkaido, dureront deux semaines et mobiliseront 90 000 hommes, dont une division d'infanterie, 120 bâtiments de guerre et navires de soutien logistique, ainsi que 760 avions. Le même jour, le *Japan Times* a publié le projet de budget de dépenses pour l'année fiscale 1994. Il prévoit une hausse des dépenses de 1,95 % par rapport à 1993 pour atteindre 4 730 milliards de yens (plus de 260 milliards de francs), soit l'augmentation la plus faible depuis 1981. Toutefois, les achats d'armement progresseront de 11,8 % en raison, en particulier, de la commande de deux avions-radar AWACS et de cinq chasseurs F-15 américains. — (Reuters, AFP).

## SOMALIE

## Les Républicains demandent à M. Clinton le retrait des forces américaines

Le chef de la minorité républicaine au Sénat, Bob Dole (Kansas), a demandé un retrait des troupes américaines de Somalie. Dans une lettre adressée au président Bill Clinton et rendue publique mercredi 1<sup>er</sup> septembre, M. Dole se déclare « profondément préoccupé » par la présence américaine en Somalie, où les Etats-Unis n'ont selon lui pas d'intérêts, au détriment de la Bosnie, « une zone où les intérêts américains sont en jeu ».

Par ailleurs, en Libye, le colonel Kadhafi a appelé, mercredi, le peuple somalien à « résister à toutes les forces étrangères déployées en Somalie » et à « soutenir le général Mohamed Feroh Aidid », qui s'oppose aux forces de l'ONU. — (AFP).

JAVICO 150



# AFRIQUE

## Centrafrique : Bokassa libéré, cadeau empoisonné

Profitant de ses derniers jours au pouvoir le général André Kolingba n'a pas manqué d'embarrasser son successeur et la France

Le général est certainement fier de son coup. En s'offrant la libération de Jean-Bedel Bokassa, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à l'occasion du douzième anniversaire de son arrivée au pouvoir – prétexte à une amnistie générale – André Kolingba vient de confirmer qu'il était capable d'avoir plus d'un tour dans son sac. Après le récent scrutin qui l'a élu président, le général n'a pas manqué d'embarrasser son successeur et la France.

### Sous le contrôle de la Garde présidentielle

Certains des jeunes gens qui ont été sa libération, mercredi, ont affirmé être « en quête d'une caution de 5 millions de francs CFA (100 000 francs) pour présenter sa candidature à l'élection présidentielle », rapporte l'AFP. Une preuve de leur ignorance de la vie publique, puisque le premier tour de cette élection a déjà eu lieu. Mais une preuve, aussi, du rôle de trublion que pourrait jouer M. Bokassa dans le processus électoral en cours. « Si on me demande de refaire de la politique, je veux ;

si le peuple le souhaite, je reviens », a-t-il déclaré dans un entretien publié jeudi par le Figaro, en déclinant quelques faiblesses. A chaque repas, raconte l'un de ceux qui l'ont le plus fréquemment pendant sa détention, il mettait de côté la petite bouteille de vin accompagnant le plateau-repas dont il bénéficiait en tant que prisonnier privilégié. Afin de pouvoir connaître l'ivresse en fin de semaine.

En prison, l'ex-empereur s'était mué en « serviteur du Christ ». Ce qui ne l'empêchait pas, pour la petite histoire, de s'abandonner à quelques faiblesses. A chaque repas, raconte l'un de ceux qui l'ont le plus fréquemment pendant sa détention, il mettait de côté la petite bouteille de vin accompagnant le plateau-repas dont il bénéficiait en tant que prisonnier privilégié. Afin de pouvoir connaître l'ivresse en fin de semaine.

En suspendant sa coopération, Paris a certes fait échouer cette tentative (le Monde du 31 août). Mais la libération de l'ex-empereur, étant donnée sa popularité, est intervenue comme un second élément perturbateur dans un processus encore bien fragile.

### Vote ethnique

Le second tour opposera donc M. Patassé – en froid avec M. Bokassa bien qu'étant l'un de ses anciens premiers ministres – à M. Goumba, un professeur agrégé de médecine, célèbre pour son opposition aux trois chefs d'Etat qui se sont succédés depuis l'indépendance en 1960 (David Dacko, Bokassa et Kolingba). La bataille s'annonce dure pour M. Goumba. Les résultats du premier tour ont en effet clairement confirmé l'aspect ethnique du vote des Centrafriens. Un phénomène dont M. Patassé, originaire des régions peuplées du Nord-Ouest, et grand manipulateur en la matière, devrait pleinement bénéficier. A moins que de nouvelles alliances, a priori contre nature, voient le jour.

MARIE-PIERRE SUTIL  
(1) Le Pouvoir et la Vie, tome 2, Valéry Giscard d'Estaing, éditions C12, diffusion Hachette, 1991.

### Du sacre à la prison

Né le 22 février 1921, engagé en 1939 dans l'armée française, Jean-Bedel Bokassa devient chef d'état-major de l'armée centrafricaine en 1964. Il destitue le président David Dacko en 1965, se nomme président à vie en 1972, et se fait couronner empereur, avec le plus grand faste, le 4 décembre 1977.

En septembre 1979, alors que l'empereur est en Libye, des troupes françaises le renversent au profit de David Dacko au cours de l'opération « Barracuda ». Refoulé de France dans un premier temps, il passera quatre années en exil en Côte d'Ivoire – pendant lesquelles il est condamné à mort par contumace, le 24 décembre 1980, à Bangui –, puis trois ans dans son château d'Hardicourt, dans les Yvelines, avant de rentrer inopinément dans son pays, où il est emprisonné en 1986.

Condamné à mort pour assassinats, le 12 juin 1987, au terme de sept mois de procès, il sera gracié par le président André Kolingba.

### Lutte au sein de l'équipe eltsin

L'autre « victime » du dossier Bokassa est le général Eltsin, dont il est l'objet, et même l'homme ambassadeur et nommé au gouvernement au temps 1992, d'une époque où l'équipe Eltsin était au pouvoir. M. Eltsin, ministre de l'Intérieur, a été nommé au gouvernement au temps 1992, d'une époque où l'équipe Eltsin était au pouvoir. M. Eltsin, ministre de l'Intérieur, a été nommé au gouvernement au temps 1992, d'une époque où l'équipe Eltsin était au pouvoir.

La situation de M. Chac s'est rapidement compliquée récemment, puisque le ministre du Commerce extérieur, M. de la Vallée, a été nommé au gouvernement au temps 1992, d'une époque où l'équipe Eltsin était au pouvoir.

### LIBERIA

#### Le gouvernement exprime son inquiétude après l'annonce du retrait des troupes nigérianes

Le gouvernement libérien a exprimé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, sa préoccupation après l'annonce, mardi, par les nouvelles autorités nigérianes, de leur souhait de rapatrier dans les six mois leur contingent au sein de la Force onct-africaine (ECOMOG) déployée dans le pays. « Si le Nigeria s'en va, nous sommes fichus », a déclaré le ministre de l'Information, Lamin Warley.

Fort d'environ six mille soldats, à son arrivée en août 1990, l'ECOMOG s'est progressivement renforcé pour atteindre aujourd'hui seize mille hommes. Le Nigeria a toujours fourni environ les trois quarts des effectifs et assuré l'essentiel du financement. La déclaration du nouveau chef de l'Etat nigérian, Ernest Shonekan, intervient au moment où le Libéria, après quarante-cinq mois de guerre civile, est engagé dans un processus de paix dont l'ECOMOG est la clé de voûte. Elle est en effet chargée de surveiller le cessez-le-feu en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août et de procéder au plus tôt au désarmement des belligérants. (AFP)

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

### EN BREF

ALGERIE : Amnesty International dénonce les exécutions d'islamistes. Dans un communiqué publié à Londres, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, Amnesty International a exprimé son « profond regret » après les exécutions, la veille, de sept islamistes (le Monde du 2 septembre). L'organisation humanitaire a rappelé qu'elle s'était récemment inquiétée, dans une lettre adressée au président du Haut Comité d'Etat (HCE), du nombre croissant de condamnations à mort : plus de 250 ont été prononcées depuis le début de l'année, la plupart par trois cours spéciales, à l'issue de procès qui ne répondent pas, selon Amnesty, aux critères internationaux de justice et d'équité. (AFP)

CHINE : rupture des discussions entre Pékin et Taipei. Les discussions sino-taiwanaises ont été rompues, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Pékin, ont rapporté les médias de Taipei. Le chef de la délégation taiwanaise, Hsu Hui-yu, a déclaré : « Nous n'avons fait aucun progrès. Nous voulons discuter de problèmes concrets qui nuisent à nos relations, mais ils ne l'ont pas voulu ». Dans ces conditions, sans concessions mutuelles, nous ne pouvons continuer à discuter. Selon M. Hsu, Pékin a voulu modifier l'ordre du jour de la réunion pour parler du récent détournement d'un avion chinois vers Taiwan. (Reuters, UPI)

HAITI : la CER reprend sa coopération. La Communauté européenne a décidé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, de lever les sanctions qu'elle avait décrétées contre Haïti, après qu'un nouveau premier ministre ait été investi, importante étape dans le processus de rétablissement de la démocratie. Le président en exil, Jean-Bernard Aristide, est attendu la semaine prochaine à Bruxelles, après une courte visite à Paris. Le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Duguy, a déclaré que la France « apportera son aide à Haïti pour parvenir à édifier un Etat démocratique et respectueux des droits de l'homme ». (AFP)

JAPON : l'empereur Akihito entreprend un voyage en Europe.

L'empereur du Japon quittera, vendredi 3 septembre, Tokyo pour une tournée de seize jours en Europe qui le mènera en Italie, au Vatican, en Belgique et en Allemagne. A cette occasion, l'empereur a déclaré à la presse que « l'Italie et l'Allemagne, alliées de la dernière guerre mondiale, ont suivi un chemin difficile pendant et après la guerre. Avec eux, le Japon doit se pencher sur le passé et se servir de cette expérience pour l'avenir ». (Reuters)

LIBYE : le colonel Kadhafi ne cédera pas aux « menaces » occidentales. Le colonel Mouammar Kadhafi a affirmé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, dans un discours diffusé à l'occasion du 24<sup>e</sup> anniversaire de sa prise de pouvoir, que son pays « ne reviendra pas sur sa position à l'égard de l'affaire de Lockerbie sous la menace ». « Toutes les négociations en cours avec l'Occident ont été suspendues en raison de l'arrestation » occidentale, a-t-il ajouté. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient de nouveau sommé Tripoli, le 13 août dernier, de livrer deux de ses citoyens, soupçonnés d'être impliqués dans l'explosion d'un Boeing-747 de la PanAm, en 1988, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, qui avait fait 270 morts. (AFP)

RWANDA : le président Habyarimana se rendra pour la première fois depuis trois ans. Le président Juvénal Habyarimana s'est rendu, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Kampala, pour une visite officielle d'une journée en Ouganda, la première depuis l'invasion du Rwanda, en octobre 1990, par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venant pour la plupart d'Ouganda. Les relations entre le Rwanda et l'Ouganda avaient souffert de l'invasion rebelle, Kigali accusant Kampala de la soutenir. Le président et les sept ministres qui l'accompagnent ont eu des entretiens avec leurs homologues ougandais sur la reprise de la coopération bilatérale. (AFP)

SRI-LANKA : l'aviation bombarde les Tamouls. L'aviation gouvernementale a fait plusieurs sorties contre des positions

tamoules dans le nord de l'île, ont annoncé, jeudi 2 septembre, des sources militaires sri-lankaises. L'objectif était de venger la mort de vingt et un marins tués, depuis le 26 août, par le LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul). Un camp des séparatistes a été pilonné, mercredi. Deux jours plus tôt, les bombardiers avaient visé un immeuble des rebelles dans Jaffna, leur capitale. Quelque quarante embarcations des « Tigres » ont également été harcelées, et un de leurs ports aurait été détruit. Les LTTE avaient coulé trois navires gouvernementaux. (Reuters)

TCHAD : bilan aggravé du massacre dans le Ouaddaï. A la suite d'une mission au Tchad, l'Organisation Médécine du monde a indiqué, dans un communiqué publié mardi 31 août à Paris, que le massacre commis le 4 août, à proximité d'Abéché, dans le Ouaddaï, a fait « 130 morts et plus de 100 blessés » (le Monde du 7 août), et que la répression d'une manifestation, quatre jours plus tard à N'Djamena, « a fait au moins 40 morts et 179 blessés, dont 31 sont morts des suites de leurs blessures ». « La Garde républicaine a assassiné de nombreux citoyens jusque dans leurs maisons », déclare l'organisation, qui « tient à souligner l'extraordinaire courage des médecins tchadiens qui se sont opposés à la Garde républicaine les empêchant ainsi de poursuivre leurs méfaits à l'intérieur de l'hôpital ».

Réunion des ambassadeurs de France. A l'occasion d'une réunion exceptionnelle de 160 ambassadeurs à Paris, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre, Alain Juppé devait présenter un projet de réforme du ministère des affaires étrangères visant à adapter l'outil diplomatique français aux grandes évolutions internationales. Recevant, mercredi, les diplomates à l'Elysée, François Mitterrand a indiqué qu'il approuvait « l'essentiel » de cette réforme. Il a rendu hommage au « courage » et à la « ténacité » de ces diplomates, qui, a-t-il dit, « ont su donner de la France l'image que j'en attends ».

# DIPLOMATIE

## La réduction des dépenses militaires américaines Le Pentagone veut pouvoir gagner « deux conflits et demi »

Bill Clinton a réussi à se faire une religion en matière de réduction des dépenses militaires pour les cinq années à venir. Le plan quinquennal d'économies dévoilé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre à Washington par le ministre de la défense Les Aspin flanqué du chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, constitue désormais la bible de la jeune administration démocrate sur ce sujet délicat. L'objectif premier est évidemment de réduire l'énorme déficit du budget fédéral dans les années qui viennent, mais il s'agit aussi de profiter de l'occasion pour remettre à jour l'ensemble de la doctrine militaire du pays.

Selon ce plan, l'armée de terre passera de quatorze divisions actives à dix et de huit divisions de réserve à cinq. La marine aura onze porte-avions au lieu de treize et 346 navires de combat au lieu de 443 actuellement. L'armée de l'air voit la fin de la construction du F 16 mais conserve le programme du chasseur « furtif » F 22 (par la firme Lockheed) auquel elle tenait beaucoup. Les bombardiers nucléaires B 1 et B 2 seront reconvertis pour transporter des armes « classiques ». La construction d'un troisième exemplaire du sous-marin nucléaire « sevré » par General Dynamics est enfin décidée.

M. Clinton, qui s'est beaucoup intéressé au sujet, avait donné son approbation globale lundi. Le document très détaillé rendu public mercredi représente, sans rupture et même sur de nombreux chapitres avec une remarquable continuité, la fin du long processus engagé par l'administration Bush visant à faire passer dans la réalité des dépenses militaires les deux événements majeurs que sont la fin de la guerre froide et l'apparition de nouveaux conflits régionaux.

Le Pentagone prévoit de maintenir en Europe 100 000 hommes et plus de 150 avions de combat. On mesure le chemin parcouru lorsqu'on se rappelle qu'il y a cinq ans les effectifs américains sur le vieux Continent étaient de 300 000 soldats, mais c'est aussi un peu plus que ce que l'administration Bush avait envisagé un moment lorsque le chiffre de 81 000 hommes avait été officiellement avancé. Un contingent équivalent (98 000 hommes très exactement) est prévu en Corée du Sud et au Japon.

L'URSS a disparu, et avec elle le menace qu'elle représentait. On peut donc renoncer à la « guerre des étoiles » et réduire massivement les effectifs qui passaient en cinq ans de 1,7 à 1,4 millions d'hommes. Mais comme on assiste simultanément à l'éclosion de nouveaux dangers, comme l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990 en a été la meilleure illustration, il faut rendre plus performant l'outil militaire ainsi « dégraissé ». Ce n'est pas par hasard que le corps des « marines », spécialisé dans les opérations lointaines, décidées et exécutées dans des délais très brefs, est celui qui souffre le moins des réductions annoncées. Passant de 182 000 à 174 000 hommes, il sera en effet proportionnellement moins touché que les trois armes traditionnelles.

La doctrine stratégique est celle dite des « deux conflits et demi ». Le Pentagone veut être en mesure de réagir à deux développements régionaux graves, par exemple une attaque de la Corée du Nord contre celle du Sud coïncidant avec un nouveau coup de main irakien contre le Koweït ou l'Arabie saoudite, tout en gardant encore assez de « gras » pour voir venir ailleurs dans des affaires de moindre importance. Les « têtes d'œuf » des divers instituts qui travaillent sous contrat pour le ministère de la défense étaient déjà parvenus, au temps de George Bush, à des chiffres à peu près comparables pour les trois armes.

La doctrine stratégique est celle dite des « deux conflits et demi ». Le Pentagone veut être en mesure de réagir à deux développements régionaux graves, par exemple une attaque de la Corée du Nord contre celle du Sud coïncidant avec un nouveau coup de main irakien contre le Koweït ou l'Arabie saoudite, tout en gardant encore assez de « gras » pour voir venir ailleurs dans des affaires de moindre importance. Les « têtes d'œuf » des divers instituts qui travaillent sous contrat pour le ministère de la défense étaient déjà parvenus, au temps de George Bush, à des chiffres à peu près comparables pour les trois armes.

La doctrine stratégique est celle dite des « deux conflits et demi ». Le Pentagone veut être en mesure de réagir à deux développements régionaux graves, par exemple une attaque de la Corée du Nord contre celle du Sud coïncidant avec un nouveau coup de main irakien contre le Koweït ou l'Arabie saoudite, tout en gardant encore assez de « gras » pour voir venir ailleurs dans des affaires de moindre importance. Les « têtes d'œuf » des divers instituts qui travaillent sous contrat pour le ministère de la défense étaient déjà parvenus, au temps de George Bush, à des chiffres à peu près comparables pour les trois armes.

## A l'initiative de la Croix-Rouge 159 pays s'engagent à respecter les conventions sur la protection des victimes de guerre

Les représentants de cent cinquante-neuf pays, parmi lesquels quarante ministres, ont participé, du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre, à une conférence sur la protection des victimes de guerre, convoquée à Genève conjointement par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le gouvernement suisse, dépositaire des conventions de Genève.

refusons d'accepter que des blessés soient achetés, des enfants massacrés, des femmes violées, des prisonniers torturés, des victimes privées d'assistance humanitaire élémentaire, que la famine soit utilisée comme méthode de guerre contre les civils (...). Nous refusons d'accepter que les populations civiles deviennent de plus en plus souvent les principales victimes des hostilités et des actes de violence perpétrés au cours des conflits armés, par exemple lorsqu'elles sont délibérément prises pour cibles ou utilisées comme bouclier humain, en particulier quand elles sont victimes de la pratique odieuse de la purification ethnique (...). Nous réaffirmons notre détermination à appliquer, à clarifier et à lorsque cela est jugé nécessaire, à envisager de développer davantage – le droit en vigueur relevant des conflits armés, notamment des conflits armés non internationaux, afin d'assurer une protection plus efficace de leurs victimes ».

De notre correspondante  
Cent quatre-vingt-un Etats ont adhéré aux conventions de Genève destinées à assurer la protection des soldats malades et blessés, des prisonniers de guerre et des populations civiles en temps de guerre. Mais rares sont ceux qui honorent leur signature. Alors que plus de trente conflits armés sévissent actuellement dans le monde et que 90 % des personnes qu'ils mettent en péril sont des civils, un rappel à l'ordre pour le respect des conventions internationales était urgent.

Dans de très nombreux cas par exemple, les civils réputés faire partie du camp adverse sont considérés comme prisonniers de guerre et les militaires comme criminels de guerre, en violation de ces textes. Le CICR est convaincu que si les Etats exerçaient la pression voulue sur leurs soldats et châtiaient ceux qui violent le droit international, bon nombre d'exactions pourraient être évitées.

Le but de la conférence était de faire en sorte que les Etats s'engagent solennellement à respecter les conventions et à les inscrire dans leurs programmes d'éducation nationale et de service aux armées. Les participants (Belgrade n'était pas représenté) ont fini par adopter par consensus la déclaration finale qui constitue un engagement solennel.

Le texte dit notamment : « Nous

ISABELLE VICHNIAC







# POLITIQUE

Jugeant médiocres les résultats électoraux du mouvement

## Bernard Bosson dispute à Pierre Méhaignerie la présidence du CDS

L'«université d'été» des Jeunes Démocrates-Sociaux (JDS), à Port-d'Albret (Landes), a donné l'occasion à Dominique Baudis, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, de réaffirmer les convictions européennes du CDS, alors que s'affrontent Pierre Méhaignerie, président du mouvement centriste, et Bernard Bosson, secrétaire général, pour la présidence du CDS, après les résultats médiocres enregistrés par cette formation aux élections législatives.

PORT-D'ALBRET

de notre envoyé spécial

A un sujet près, les centristes n'auraient que des motifs de satisfaction. Les voilà présents en force dans un gouvernement mené par un premier ministre qui les séduit et dont ils apprécient tant les façons que la politique. Après Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé (le Monde du 2 septembre), Jacques Barrot, Bernard Stasi et Pierre Méhaignerie sont revenus à la charge, mercredi, pour dire tout le bien possible d'Edouard Balladur. «Je ne vois pas, au sein de la majorité, qui ne pourrait pas sincèrement se réjouir de la confiance dont bénéficie M. Balladur», a assuré M. Stasi.

La date du congrès

Tout serait donc presque parfait s'il n'y avait, au CDS, une vieille querelle à vider, celle de «l'organisation de la famille», comme le dit Bernard Bosson, ministre de l'équipement et secrétaire général du parti. Depuis plus de deux ans, la présidence de Pierre Méhaignerie est contestée. Celui-ci, qui avait emporté face à M. Stasi, en 1992, en étant présenté par ses partisans comme un «présidentiable» pour les élections de 1995, avait failli perdre son siège, en 1991, au

congrès d'Angoulême. M. Méhaignerie n'avait dû son salut qu'à M. Bosson, dont il avait fait son secrétaire général, alors que M. Baudis profitait de l'incertitude pour glaner un poste de président exécutif.

Cet équilibre est maintenant remis en question par M. Bosson, qui fait campagne pour succéder à M. Méhaignerie en s'appuyant sur l'amertume provoquée par la quasi-saignée du CDS aux élections législatives, exceptionnelles pour toutes les autres formations de la majorité. Si la question n'est pas à l'ordre du jour officiellement, puis-que le congrès qui la tranchera n'est pas encore convoqué, elle est dans toutes les têtes. Pour l'instant, la querelle a glissé sur la date de ces assises, qui devraient se tenir à Rouen en hommage à Jean Lecanuet, disparu en février dernier.

M. Méhaignerie, qui souhaite conserver sa présidence le plus longtemps possible, ne voit aucune

urgence, même si, au terme des statuts, le congrès devrait se tenir en octobre, ce qui ne sera pas le cas. M. Bosson, au contraire, désire aller vite. Dans les couloirs, à Port-d'Albret, il a assuré qu'il demanderait au conseil politique ou au bureau politique du CDS de se prononcer, au début d'octobre, sur l'organisation du congrès en février prochain.

L'affaire, suivie de près par tous les responsables du mouvement, à commencer par René Monory, président du Sénat, devient embarrassante. M. Douste-Blazy avait invité, mardi, ses amis à ne pas «gâcher la chance historique qui leur a été offerte, en [se] livrant à des luttes intestines». Il est vrai qu'à moins d'un an des élections européennes le CDS ne peut sortir qu'affaibli de cette querelle qui n'est en rien — les deux adversaires en conviennent — une affaire d'idées.

GILLES PARIS

Devant le tribunal de Limoges

## L'élection contestée d'Alain Marsaud

LIMOGES

de notre correspondant

Alain Marsaud, député (RPR) de Haute-Vienne, habite le quinzième arrondissement de Paris, et non le Limousin. Ainsi a tranché, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, le tribunal de grande instance de Limoges. Ce jugement apporte un argument de poids à la thèse de la non-député du magistrat au siège de conseiller général de Limoges-Cité, qu'il avait enlevé au PS le 16 mai dernier à la faveur d'une élection partielle (le Monde daté 29-30 août). Il appartient maintenant au tribunal administratif de reprendre le

dossier qu'il avait confié à la justice civile et de régler le contentieux électoral. Il a un mois pour le faire.

«La procédure dont j'ai fait l'objet, a commenté M. Marsaud après la publication de la décision du tribunal de grande instance, me laisse l'impression qu'un certain nombre de personnes de ce département pratiquent l'exclusion et tentent d'éliminer ceux qui viennent troubler leur jeu politique. La saison des chasses pour les prochaines municipales serait-elle déjà ouverte?»

G. C.

Accusé par un ancien collaborateur

## Un député du Bas-Rhin est mis en examen pour concussion

STRASBOURG

de notre correspondant

André Durr, député (RPR) du Bas-Rhin, maire d'Ilkirk-Grafensteden, a été mis en examen pour concussion. Il est convoqué en citation directe au tribunal correctionnel de Strasbourg le 9 septembre. M. Durr est soupçonné d'avoir obligé son premier adjoint, Antoine Wach, qui, depuis, a mis fin à ses jours, à lui reverser une partie de ses indemnités.

La pièce principale de l'accusation est une lettre écrite par Antoine Wach peu avant son suicide, le 24 décembre 1992, au procureur de la République de Strasbourg. Le premier adjoint au maire expliquait dans cette lettre que, depuis 1983, M. Durr avait abandonné, comme la loi le prévoyait, une part de son indemnité de maire au premier adjoint, mais le député, alors également conseiller général du canton, lui aurait demandé de lui verser cette somme. M. Durr a nié ces faits.

Antoine Wach affirmait avoir viré sur le compte de M. Durr plus

de 320 000 francs entre 1983 et 1992. De fait, la concussion par fonctionnaire, c'est-à-dire la perception indue de salaires ou de traitements, ne porterait que sur 120 000 francs. Ce délit, selon l'article 174 du code pénal, est puni d'une peine d'emprisonnement de deux à dix ans qui peut être accompagnée d'une privation des droits civiques pouvant aller jusqu'à dix ans.

M. Durr n'a voulu faire aucune déclaration. Son défenseur, M<sup>e</sup> Gérard Alexandre, a indiqué que cet argent, reversé de son propre gré par Antoine Wach par virement permanent, avait été employé pour des activités politiques et n'avait donc pas servi à l'enrichissement personnel du député. L'ancien premier adjoint, également membre du RPR, avait été élu conseiller général du canton d'Ilkirk-Grafensteden en mars 1992 quand M. Durr avait dû abandonner son siège en raison de la loi sur le cumul des mandats.

André Durr a été élu député

## Mouvement préfectoral

Sur proposition de Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le conseil des ministres a procédé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, au mouvement préfectoral suivant :

YONNE

Jean-Pierre Marqué

Jean-Pierre Marqué, préfet de l'Ardèche, est nommé préfet de l'Yonne en remplacement de Jean Aribaud, nommé hors cadre.

[Né le 6 mai 1938 à Paris, ancien élève de l'ENA, Jean-Pierre Marqué a été nommé préfet de l'Yonne en 1983 puis nommé directeur du cabinet du préfet du Cantal en 1987. Sous-préfet de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime) en 1991, secrétaire général de l'Indre en 1994, il est affecté au ministère de l'Intérieur en 1997. D'avril 1980 à mai 1991, il est successivement secrétaire général du Var, puis de la Côte d'Or, sous-préfet de Palaiseau (Essonne) et préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon, avant d'être nommé préfet de l'Ardèche le 7 mai 1991.]

ARDECHE

François Fillard

François Fillard, préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet de l'Ardèche, en remplacement de Jean-Pierre Marqué, nommé préfet de l'Yonne.

[Né le 30 juin 1942 à Longuey (Meurthe-et-Moselle), licencié en droit, diplômé de l'IEP de Paris, ancien élève de l'ENA, François Fillard est nommé

Alain Gehin est nommé préfet adjoint pour la sécurité dans les Bouches-du-Rhône

Alain Gehin, sous-préfet du Havre, est nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, en remplacement de François Fillard, nommé préfet de l'Ardèche.

[Né le 6 décembre 1945 à Nice (Alpes-Maritimes), licencié en droit, Alain Gehin est successivement nommé, entre 1976 et 1982, directeur du cabinet du préfet de l'Yonne, puis du préfet du Morbihan, sous-préfet de Saint-Amand-Montrond (Cher), directeur du cabinet du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais. En 1983, il est nommé chef de la subdivision administrative Est de la Nouvelle-Calédonie. Revenu en 1986 au ministère de l'Intérieur, il devient, en 1989, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne. Il était sous-préfet du Havre (Seine-Maritime) depuis le 16 octobre 1991.]

## ÉTAT DES

Le texte transmis au Conseil d'Etat par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, prévoit que les préfets de l'Yonne, du Morbihan, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Marne, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis, de la Val-de-Mar



## SOCIÉTÉ

Alors que le gouvernement se prépare à faire un choix définitif

## Marne-la-Vallée, candidat de dernière minute au Grand Stade

La ville nouvelle de Sénart (Seine-et-Marne) doit présenter, vendredi 3 septembre, les deux projets retenus pour la construction du Grand Stade, nécessaire à la Coupe du monde de football de 1998, sur son site. A quelques jours d'une décision définitive, le choix de Sénart reste cependant menacé par sa fragilité financière et par la concurrence de nouveaux projets, dont celui de Marne-la-Vallée.

Depuis qu'il tourne autour de Paris à la recherche d'un site définitif, le Grand Stade a pris l'habitude de majestuer les délais et de se moquer des dates butoirs. Cette fois, pourtant, il devient urgent de ne plus attendre. Le 15 septembre, le Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde de 1998 clôturera la liste des villes candidates à l'accueil des rencontres de la compétition. Cette liste ne concerne que les villes de province, mais Michel Platini et Fernand Sastre, les deux coprésidents du CFO, seraient ravis d'enregistrer à cette occasion le lieu d'implantation du Grand Stade. Ils éviteraient ainsi de se présenter démunis à Zurich, où ils doivent rencontrer à la fin du mois des membres de la Fédération internationale de football (FIFA) pour faire le point sur leur dossier, et de s'entendre reprocher les mêmes «atermoiements» que ceux des instances du football français dans l'affaire du match «Anciens-ciens-OM (lire ci-dessous)».

Le temps presse, moins pour la construction du stade – un délai de cinq ans peut encore sembler largement suffisant – que pour en finir avec le ridicule d'une valse-hésitation qui dure depuis des années. Le ministre de la jeunesse et des sports, Michèle Alliot-Marie, a donc indiqué, mardi 31 août, que la décision sur l'implantation définitive de l'enceinte de 80 000 places serait prise «dans les deux prochains jours». «D'ici dix jours», précise-t-on dans son entourage.

Officiellement, le site de Sénart reste toujours l'«idéal» depuis qu'il a été choisi par Michel Rocard, en février 1991, puis confirmé par Pierre Bérégovoy, en décembre 1992, ces deux décisions

sont à peu près les seules bonnes surprises de Jean-Jacques Fournier, président du syndicat de l'agglomération nouvelle (SAN) de Sénart. Depuis plus de deux ans, M. Fournier aura lu dans la presse, à intervalles réguliers, l'annonce de l'abandon imminent du site de Sénart. Il aura vu se mouvoir un sportif lui apporter un soutien de façade et le critiquer en coulisses. Il aura assisté à l'émergence de multiples candidatures de sites rivaux, plus ou moins sérieuses, dont une – celle de Nanterre, aujourd'hui hors course – a failli le supplanter.

## Le temps joue pour Sénart

Depuis sa désignation, Sénart se heurte toujours au même handicap : son éloignement de Paris, qui ne convient pas aux sportifs et qui laisse présager de sérieuses difficultés d'amortissement. Les gestionnaires redoutent de voir le Grand Stade de Sénart se transformer en gouffre financier après la Coupe du monde. Trop loin, trop cher, le site de Seine-et-Marne ne dispose plus aujourd'hui que d'un seul atout : l'avancement de son étude. En présentant publiquement, vendredi 4 septembre, les grandes lignes des deux projets retenus pour son site, Jean-Jacques Fournier compte ainsi montrer que le manque de temps joue en sa faveur.

Car, contrairement aux prédictions pessimistes, la consultation internationale lancée auprès des entreprises privées pour «la conception, la construction et l'exploitation» du Grand Stade a débouché fin juillet sur la sélection de deux candidatures : celles du groupe Bouygues-Dumez-SGE et du consortium Spie-SAE-Fougerolles. Bonne surprise, les deux groupes ont réussi à faire tenir le coût de la construction dans les limites fixées à 1,4 milliard de francs.

Mais ils ont précisé, en rendant leur copie, que l'Etat devrait leur verser, à titre de subvention, une somme de 800 millions et 1 milliard de francs. Certes, plus personne n'espère pouvoir financer le Grand Stade uniquement grâce à des fonds privés. Mais, en période de restrictions budgétaires, la subvention demandée par Sénart semble d'autant plus importante qu'elle

pourrait être gonflée par de futurs déficits de fonctionnement. L'Etat seul supporterait ce coût, puisque le conseil général de Seine-et-Marne et la Ville de Paris ont fait savoir qu'ils ne dépenseraient pas un centime pour la ville nouvelle.

Des l'annonce des résultats de la consultation, Michèle Alliot-Marie a donc exprimé de nouvelles réserves sur l'avenir de Sénart. Elle se félicite d'avoir demandé au préfet Jacques Perillat d'étudier des solutions alternatives au site de la ville nouvelle. Depuis le mois de juin, l'ancien directeur des sports visite des nouveaux sites possibles dans la région parisienne et s'est à l'occasion des candidatures. Sans avoir déniché la solution miracle qui justifierait l'abandon définitif de Sénart.

Trois projets semblent cependant se détacher de ce lot : celui de Saint-Denis, qui répondrait mieux au souhait du mouvement sportif de disposer d'un stade très proche de Paris, et une candidature de dernière minute à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne).

«Saint-Denis. – Avant de devenir «M. Grand Stade», Jacques Perillat ne cachait pas sa préférence pour cet emplacement de 25 hectares situé à moins de cinq minutes de Paris, dans la Plaine Saint-Denis. Les terrains du site du Corailon, bien desservis par l'autoroute A1, appartiennent à la mairie de Paris, qui pourrait les céder sans difficulté. Mais la mairie communiste, qui ne s'est pas portée candidate mais semble s'être prise au jeu, n'accepterait un Grand Stade sur son site «idéal» qu'à des conditions.

Elle exige notamment que l'Etat s'engage à limiter au maximum les parkings de surface et à privilégier les transports en commun, avec un maillage complet train-métro-tramway à partir du potentiel existant, et qu'il procède à la couverture de l'autoroute A1. Le coût de ces travaux est estimé entre 2 et 3 milliards de francs, avant même que le premier coup de pioche ne soit donné pour la construction du Grand Stade. Un chiffre jugé exorbitant, même si les coûts devraient être réduits par un maillage communautaire des collectifs locaux. «Il s'agit toujours de l'argent des contribuables», fait remarquer Jean-Jacques Fournier, qui voit cependant en Saint-Denis le principal rival de Sénart.

«Rosny-sous-Bois. – Le site présenté dès le mois de mai (le Monde du 14 mai) par Jean-Claude Ferras (UDF), le maire de la commune, possède les mêmes avantages d'accessibilité que Saint-Denis (autoroutes, RER et future projet Eole de liaison rapide Est-Ouest). Il se situe sur un terrain à cheval entre les communes de Rosny et de Noisy-le-Sec, celle-ci dirigée par un maire communiste. Plus avancé que celui des rivaux de Seine-Saint-Denis et estimé à 1,75 milliard pour l'infrastructure et la construction du stade, le projet semble le plus économique.

Mais il reste soumis à une menace juridique. Les deux communes ne possèdent pas la totalité

des terrains et seraient obligées de procéder à des expropriations qui pourraient rallonger dangereusement les délais de construction. De plus, comme à Saint-Denis, le maire de Noisy a posé des conditions très précises pour l'accueil du Grand Stade.

«Marne-la-Vallée. – Dans les dossiers de Jacques Perillat figurent également deux autres projets. L'un, défendu par Gonesse (Val-d'Oise), a été présenté publiquement, mais ne semble pas posséder beaucoup de chances d'inquiéter ses grands rivaux. L'autre, officiel, est resté dans l'ombre jusqu'au jeudi 2 septembre, date à laquelle il devait être présenté au ministère de la jeunesse et des sports. Il se situe à Marne-la-Vallée, l'autre ville nouvelle de la Seine-et-Marne.

Selon ce dernier dossier monté par l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EPA Marne), le Grand Stade serait implanté sur la commune de Montévrain, à proximité immédiate d'Euro Disney. Ce projet peut surprendre à première vue : il se situe dans le même département que Sénart, où le conseil général n'a jamais caché ses réticences pour financer un tel équipement. Il serait presque aussi éloigné de Paris (25 kilomètres), ce qui ne manquerait pas de faire grincer les dents du mouvement sportif. Pourtant, selon plusieurs sources proches du dossier, ce projet semble pris au sérieux par les différents ministères appelés à intervenir dans la décision finale.

Marne-la-Vallée possède en effet un argument choc, qui ne convaincra pas les sportifs, mais séduit déjà les gestionnaires : son faible coût. La plupart des desservants déjà réalisés pour Euro Disney, le TGV devant arriver en 1994. Le Grand Stade, édifié sur des terrains qui appartiennent à l'EPA Marne, pourrait partager des parkings avec son voisin. Tout en respectant le rééquilibrage de la région parisienne vers l'Est, qui avait motivé le choix de Michel Rocard en faveur de Sénart, il permettrait en outre de relancer la zone est de la ville nouvelle de Marne, au moment où Euro Disney traverse de grosses difficultés. La société américaine ne serait d'ailleurs pas hostile à cette idée.

Ces arguments semblent avoir réussi à convaincre des collectivités locales, qui font état de la «bouche» devant le projet de Sénart. Le site de Marne-la-Vallée a obtenu le soutien du conseil régional d'Ile-de-France, qui est toujours resté dans une prudente réserve vis-à-vis de Sénart. Jacques Larché, le président (UDF) du conseil général de Seine-et-Marne, ne cachait pas non plus, mercredi, son intérêt pour un projet qui serait «le moins coûteux». Pour Sénart, ces ralliements ressemblent à l'ultime coup de poignard dans le dos d'un projet dont plus personne ne veut.

JÉRÔME FENOGLIO

## ENVIRONNEMENT

Selon le mensuel «Que choisir?»

## L'eau potable de plusieurs régions est fortement polluée par les nitrates

Dans nombre de régions françaises, l'eau du robinet est tellement chargée en nitrates qu'elle devient impropre à la consommation. C'est ce qu'affirme le mensuel «Que choisir?» dans son édition de septembre. Selon le magazine, vingt départements français distribuent une eau dont la teneur en nitrates dépasse le niveau guide européen de 25 milligrammes par litre retenu, taux au-delà duquel la reconquête de la qualité de l'eau devrait être considérée comme une priorité. L'Ouest, et notamment la Bretagne, le Nord et le Centre apparaissent comme les zones les plus touchées. Mais d'autres régions commencent à connaître quelques problèmes, comme l'Est et la vallée du Rhône (Drôme et Gard).

C'est ainsi que, selon le mensuel, les plus mauvais résultats auraient été relevés à Bourges (Cher), à Saint-Quentin (Aisne), à La Rochelle (Charente-Maritime), à Niort (Deux-Sèvres) et à Valence (Drôme), même si, reconnaît le magazine, en site urbain, la qualité de l'eau est généralement mieux surveillée. Pour dresser sa «carte de France» de la pollution par les nitrates, le mensuel de l'Union

fédérale des consommateurs (UFCV), qui accuse la course aux rendements (1), s'est fondé sur l'analyse des 30 000 bandelettes-tests qui avaient été incluses dans un numéro précédent et ont été depuis renvoyées par ses lecteurs. En outre, 300 analyses complémentaires ont été pratiquées par les soins du journal pour confirmer ces tests plus sommaires.

Même si sa méthode n'est pas d'une fiabilité absolue, le magazine souligne que, dans quatre départements (Finistère, Côte-d'Armor, Deux-Sèvres et Cher), plus de 50 % des réponses affichaient des teneurs en nitrates supérieures à 50 milligrammes par litre, seuil officiel de potabilité de l'eau, alors que pour les nourissons un seuil maximum de 10 mg/l est recommandé. «Face à ces problèmes, les principaux distributeurs d'eau ne restent pas inactifs», mais le journal regrette que, «en France, on parle seulement au plus pressé alors qu'il faudrait donner la priorité à la prévention».

(1) En dix ans, la consommation d'engrais azotés a connu une croissance impressionnante, passant de 1,47 à 2,56 millions de tonnes, dont une large partie est diffusée par les pluies jusqu'aux nappes phréatiques.

## Se montrant plus optimistes

## Des scientifiques suisses avouent s'être trompés sur «la mort des forêts»

BERNE

de notre correspondant

Alors que les Cassandres annoncent leur mort imminente il y a une dizaine d'années, les forêts suisses auraient-elles ressuscité comme par enchantement? Quitte à se déjuger, c'est un diagnostic plutôt rassurant sur l'état des bois helvétiques que portent aujourd'hui les scientifiques de l'Institut fédéral de recherche sylvestre de Birmensdorf. Leur revirement est d'autant plus spectaculaire qu'au début des années 80 leurs sombres prévisions avaient été à l'origine d'un vent de panique qui s'était abattu sur la Confédération.

Dissimulant mal son embarras, l'Institut de Birmensdorf a été amené à reconnaître qu'à ce jour «aucun lien de cause à effet n'a pu être établi entre la pollution et la mort des forêts», rapportait dimanche 29 août, le quotidien *Vingt-Quatre Heures* de Lausanne. Faisant son mea culpa, l'un des responsables de l'Institut, Fritz Schweinguber, qui enseigne l'analyse des cerises de croissance à l'université de Bâle, reconnaît maintenant avoir tiré à tort la sonnette d'alarme en affirmant à l'époque que la pollution avait entraîné un ralentissement de la croissance. Il admet que les scientifiques suisses ont peu à peu été gagnés par l'émotion provoquée en Allemagne par l'idée de la mort des forêts, le fameux «waldsterben».

«Nous avons cessé de travailler en sciences forestières, avons-t-ils. En temps normal, j'aurais attaché davantage de poids aux éléments contredisant nos conclusions.»

Se référant à l'étude des anneaux de croissance, il constate à présent que les arbres poussent jusqu'à 20 % plus vite qu'au début du siècle et que, parvenus à cinquante ans, leur taille est supérieure de 2 à 3 mètres. Et de rendre hommage aux ingénieurs forestiers, surtout de Suisse romande, qui ne s'étaient pas laissés convaincre par le pessimisme ambiant.

Ces propos apaisants contrastent avec l'aspect de psychose collective qui avait prévalu naguère. Au cours d'une session extraordinaire du Parlement, en février 1985, un membre du gouvernement fédéral n'était-il pas allé jusqu'à déclarer : «Le dépérissement des forêts menace l'existence même de la Suisse»? La forêt et ses mythes ayant toujours éveillé des réminiscences particulières dans le subconscient des peuples germaniques, la Suisse s'était distinguée en décrétant toute une série de mesures d'urgence pour lutter contre la pollution. Non sans irriter parfois les minorités francophones et de langue italienne, moins sensibles aux fantasmes véhiculés par une forêt. Ce qui ne devrait pas être une excuse pour tomber d'un extrême à l'autre.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## L'affaire Valenciennes-OM

## La Fédération internationale maintient sa pression sur les dirigeants du football

Un conseil fédéral exceptionnel doit se réunir à la Fédération française de football (FFF), vendredi 3 septembre, pour examiner les développements de l'affaire Valenciennes-OM. Il intervient trois jours avant une réunion du comité exécutif de l'Union européenne (UEFA), qui doit se prononcer sur la participation du club marseillais à la Coupe d'Europe des clubs champions.

Le même jour, toujours à Zurich, le président de la Fédération internationale (FIFA), Joao Havelange, recevra celui de la FFF, Jean Fournet-Fayard, qui devrait faire état des auditions des personnes impliquées dans l'affaire OM-Valenciennes. Bernard Tapie, président de l'OM, a demandé un report de son audition. La commission a refusé. «Il n'y a pas de volonté conflictuelle du tout, ni d'un côté ni de l'autre, indique le président de l'OM. On va tous essayer

de trouver un terrain d'entente sur le calendrier.»

Dans un entretien publié dans *L'Equipe* du 2 septembre, Sepp Blatter, secrétaire général de la FIFA, critique l'attitude de la FFF : «Dans ce dossier, on retarde les actes, on repousse les échéances et on renvoie toujours tout. (...) Depuis deux mois, la Fédération française ne met pas d'ordre dans sa maison. Elle se cache derrière des actions juridiques civiles. Mais il y a un droit sportif, et la France doit contrôler le football dans son propre pays quand il y a quelque chose qui ne va pas (...) Italie au désordre!» Après l'ultimatum et la menace d'exclusion formulées, mardi 31 août, par M. Havelange, M. Fournet-Fayard avait affirmé qu'il lui fallait respecter les délais imposés par les procédures judiciaires (le Monde du 2 septembre).

## Après les incidents lors du match PSG-Caen

## Le système de vidéo-surveillance du Parc des Princes sera renforcé

A la suite des incidents du Parc des Princes, au cours desquels dix policiers avaient été blessés lors d'échauffourées avec les hooligans du Paris SG (le Monde du 31 août), le préfet de police de Paris, Philippe Massoni, a pris une série de mesures destinées à renforcer la sécurité lors des matches de football (le Monde du 2 septembre). Ces mesures ont été précisées, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, après une réunion entre M. Massoni, le procureur de la République de Paris, Bruno Cotte, des responsables policiers et les dirigeants du club.

Des contrôles d'identité seront organisés, avec pour objet, selon la préfecture, de «rechercher toute personne susceptible de commettre

des infractions» hors et dans le stade. La «tribune Boulogne», lieu de rassemblement de supporters violents, va être réaménagée et divisée en plusieurs secteurs. Un règlement intérieur «à caractère contractuel» a été préparé par les dirigeants du PSG. Il s'agit d'une sorte de «code de bonne conduite» pour le détenteur d'un billet, qui s'exposera à une expulsion en cas de comportement violent. Le système de vidéo-surveillance déjà en place sera renforcé au sein du stade, mais aussi à ses abords extérieurs. Enfin, la police judiciaire animera une cellule chargée de «ordonner les structures de la préfecture de police dans la lutte contre les violences dans les stades».

## DÉFENSE

Au détriment d'une offre britannique

## Le sultanat d'Oman achète trois bateaux de guerre à la France

Le sultanat d'Oman, dans le Golfe, a choisi de signer avec les Constructions mécaniques de Normandie, à Cherbourg, un contrat pour l'achat de trois patrouilleurs du type P400, de préférence à une proposition rivale du groupe britannique Swan Hunter. Ce contrat porte sur 450 millions de francs et il pourrait être suivi d'une seconde commande pour cinq autres unités du même modèle. Le patrouilleur P400, dont la marine française a acquis dix exemplaires mis en service entre 1986 et 1988 pour des missions outre-mer, déplace 475 tonnes à pleine charge et il est principalement équipé de deux canons.

A l'origine, les chantiers de Cherbourg étaient, dans cette affaire, en concurrence avec un constructeur néerlandais, qui a été éliminé dès le début de la compétition, et avec deux chantiers britanniques, Vosper Thornycroft – qui n'a pas été davantage retenu – et Swan Hunter. Le sultanat d'Oman était jusqu'à présent une chasse gardée des chantiers britanniques, notamment de Vosper, auquel il a commandé, l'an dernier, pour 1,4 milliard de francs, deux corvettes ou seront montés des missiles anti-aériens Crotale de fabrication française.

Pour les Constructions mécaniques de Normandie, le contrat avec Oman

est important, car il marque la première «percée» commerciale des chantiers français dans un pays dont la marine est contrôlée par les Britanniques. Les chantiers de Cherbourg sont, d'autre part, engagés dans une négociation capitale avec l'émirat du Koweït pour la fourniture de huit patrouilleurs du type *La Combattante* 3, armés en France par la gendarmerie.

«Les Pays-Bas avaient un observateur à l'Etat-major. Les Pays-Bas ont décidé d'envoyer un officier supérieur de l'armée de terre néerlandaise en qualité d'observateur à l'Etat-major du corps d'armée européen à Strasbourg, selon un porte-parole du ministère néerlandais de la défense à La Haye. Pour l'instant, outre la France et l'Allemagne, qui ont formé cette unité de 40 000 hommes, seule la Belgique s'est ralliée à l'Eurocorps, et l'Espagne a détaché un officier de liaison. Interrogé sur la portée de cette démarche, le porte-parole néerlandais a indiqué que les Pays-Bas étaient «intéressés» par le corps européen et que cet intérêt était motivé par la volonté de «suivre les développements internationaux en matière de défense». Il a cependant ajouté que les Pays-Bas n'ont toujours pas l'intention d'y participer. – (AFP)

A Paris

## Cinquante-huit pays ont délégué des stagiaires au nouveau collège interarmées

Le ministre de la défense, François Léotard, a présidé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Paris, la séance de rentrée du nouveau collège interarmées de défense (CID), qui se substitue désormais aux écoles supérieures de guerre, à l'école supérieure de la gendarmerie nationale et au cours supérieur interarmées pour former des officiers supérieurs. Dirigé par le vice-amiral d'escadre Marc Merlo, le CID accueille, pour une année d'études en commun, cent soixante et onze officiers français (des grades de commandant et de lieutenant-colonel) et cent vingt et un stagiaires étrangers entre trente-cinq et quarante ans, appelés à être des officiers généraux dans une dizaine ou une quinzaine d'années.

M. Léotard a noté, pour sa plus grande satisfaction, que les stagiaires étrangers viennent de cinquante-huit pays différents, c'est-à-dire, pratiquement, «de tous les Etats membres de l'ONU». Parmi eux, des pays de l'ancien «bloc» communiste en Europe (Bélarus, Bulgarie, Hongrie, République tchèque, République slovaque, Roumanie ou Pologne), des Etats du Proche-Orient (Arabie saoudite,

Egypte, Israël, Jordanie et Liban) et les trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie). Les principaux alliés traditionnels – européens et nord-américains – de la France ont aussi délégué des stagiaires, de même que l'ont fait plusieurs Etats d'Afrique noire, d'Asie ou d'Amérique latine.

Le CID, qui est placé sous la responsabilité du chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a pour mission de préparer des officiers à assumer les tâches de commandement et de direction au sein de leurs armées d'origine ou au profit d'instances interalliées et internationales.

En présentant à M. Léotard cette création originale, dont l'initiative remonte à Jean-Pierre Chevènement du temps où il était ministre de la défense, le vice-amiral d'escadre Merlo a souligné qu'il restait bien des problèmes à régler. En particulier, le CID manque encore, à l'école militaire où il est installé, d'un grand amphithéâtre, capable d'accueillir jusqu'à six cents personnes, et d'un centre de simulation opérationnelle, digne des salles de «wargames» aux Etats-Unis.

JAVICO LTD







## CULTURE

## CINÉMA

VAL ABRAHAM, de Manoel De Oliveira

## Lignes de vie

D'une femme à la beauté de légende, naît un film-monde



Ema (Leonora Silva) et Narciso (Joaquim Nogueira)

«Madame Bovary, ce n'est pas moi», dit Ema. Et c'est vrai. L'héroïne de Flaubert n'est que l'une des lignes du destin de cette Ema-là. Le roman homonyme dont le film est adapté est une autre ligne directrice. Et encore : la courbe du fleuve qui traverse le val Abraham, les orbes irrégulières du splendide vignoble en terrasses du Douro, le tracé des regards des hommes vers cette femme trop belle pour eux, la circulation entre les mots de la voix off, ceux du dialogue et les images. Le troisième long métrage (178 minutes) de Manoel De Oliveira ne porte pas un nom de femme, mais un nom de lieu : il n'est pas un portrait, mais la création d'un monde — le présumé Abraham, et la citation biblique qui ouvre le film, balaye les derniers doutes à cet égard.

Ema est belle, c'est l'axiome du film. Elle est belle de la beauté singulière, non référencée, littéralement botteuse, de son interprète, Leonora Silva. Belle surtout de la beauté qu'Oliveira lui donne pour mieux la déconstruire. Est-ce l'usage du cinéma «moyen» qui met en relief ce phénomène, remarqué avec une gourmandise mêlée de surprise et de nostalgie : il est encore possible aujourd'hui de filmer un visage de femme (ou un visage, ou le ciel) comme on ne l'avait jamais vu sur un écran, dans cette fusion de la beauté et de l'évidence qu'il faut bien appeler la grâce ?

La beauté d'Ema est son tourment. Elle lui vaut d'être épousée par un médecin déjà âgé et qu'elle n'aime pas — Carlos, évidemment, — d'être courtisée et épilée par les Homais et les vicieuses, les Léon et les Rodolphe lusitaniens, envies et commentées par les femmes, craintes par tous. Même sans rien faire ni rien dire, Ema «fait des histoires», et à l'occasion déclenche des catastrophes : ce n'est pas tant que sa vie soit un roman (d'où la dénomination citée au début), plutôt qu'elle fabrique du roman, source ou fontaine dont sourdissent les récits, les légendes, les chroniques.

## Capable de tout

Comme Mme Bovary ? Mais c'est la seule matrice du cinéma qui engendre, ici, l'univers de fiction — et Oliveira non plus ne dirait pas «Ema c'est moi», tant le cinéma fabrique et se nourrit de cette distance et de cette alliance entre ces deux termes, auteur et personnage, quand la solitaire littérature rend possible leur fusion. Val Abraham est évidemment un «film d'auteur», pas du tout un film «autorisé», narcissique, il semble jaillir d'Ema, avec la violence inquiète qui frissonne sous le calme apparent de la réalisation, comme la chair en alerte de l'héroïne sous sa robe de bal.

Comme ce chat doucement caressé tandis qu'alentour les autres parlent d'elle et de n'importe quoi, et que le monde s'organise en fonction de sa place et de sa puissance d'attraction. Bientôt, elle n'est plus que de sa puissance vain et imposé qui lui est échappé, c'était, dans le registre politique, le sujet d'un précédent film de réalisation, *Non ou la Vaine Gloire de commander*. Elle jette le chat dans la caméra, sur le spectateur. Geste de cinéma parfaitement sidérant, parachevé d'un metteur en scène au sens strict capable de tout.

Ema aura trois amants, elle n'aura pas l'amour. Ce n'est pas pour autant une victime, ni des autres ni de ses propres illusions et rêveries. Ema est forte, extraordinairement. Est-ce sa beauté qui lui donne cette force, ou contre cette beauté qu'elle développe et l'entraîne, face à la déception du quotidien, à la lâcheté des hommes, à la médiocrité de ce qui leur tient lieu de pensée lorsqu'ils se tiennent de penser, à la superficialité de ce qui leur tient lieu d'actes lorsqu'ils s'avisent d'agir. Ema ne se suicidera pas au terme de sa défaite, elle disparaîtra, en un geste souverain d'indépendance et de volonté, lorsque l'histoire aura été dite.

## Trois voix pour dire l'histoire

Il ne faut pas moins de trois voix pour la dire, et deux personnages de femme. La première voix (par ordre d'apparition) est «off», elle tisse un étrange réseau de connivence, de variations et de redondances avec la deuxième, celle des dialogues. Cela suffit à faire un film en trois dimensions, à créer l'espace et la profondeur. Mais Val Abraham est un film en quatre dimensions, où le temps est un personnage influent. Ici inter-

vient la troisième «voix», celle, insaisissable (et pour cause : celle qui incarne est sourde-muette) et pourtant combien présente, de la servante, Rita (Isabel Ruth). C'est elle la deuxième «forte femme» du film, on la voit peu à l'écran mais elle porte, seule avec les éléments naturels, un «autre monde», fait d'Histoire et de matière. Elle était là avant le récit, elle sera là après, on le sait, et tout est remis en ordre selon une nouvelle perspective.

Les connaisseurs de l'œuvre d'Oliveira diront que ce film représente un épilogue somptueux à la «Tétralogie des amours déçues» (*Le Passé et le présent* en 1971, *Beauté ou la Vierge mère* en 1974, *Amour de perdrix* en 1978, *Francisco* en 1981). Mais il n'est nul besoin d'avoir fréquenté sa filmographie, nul besoin non plus d'être familier de Flaubert, pour en goûter la splendeur et l'émotion : Val Abraham est bien ce monde complet où il fait bon déambuler, monde accessible (par le fleuve, le train et la route), monde fertile où fleurissent la tristesse et le danger, où se vendent la beauté et l'intelligence. Oliveira en est à la fois l'accoucheur et le conteur.

JEAN-MICHEL FRODON

## MUSIQUES

10<sup>e</sup> FESTIVAL DE JAZZ à Mulhouse

## Le système Gladkowski

Le musicien polonais joue à la limite de l'absurde

## MULHOUSE

## de notre envoyé spécial

L'Espace Technic, de brique et de métal, est juste ce qu'il faut. L'heure, minuit. Le régal de Czesław Gladkowski, vieux compagnon de route du Festival de Mulhouse, est à lui tout seul un symbole, résumant dix ans d'activité dans le free-jazz, le paradoxal, la création et le bizarre. L'homme, en gilet de cuir et petit chapeau rond comme on en porte en Orient, a le sourire cout-chouteux d'un Garçimore, l'air d'un Raymond Devos blond et celui de l'innocent du village. Imposant ? Fausse naïveté concertée ? Folie douce ? La question n'est pas là. Devant lui, le dernier carré du public, aussi attentif qu'à l'audition de Glenn Gould, se retient, reste médusé ou se marre.

Gladkowski minauda, pouffait, raconte un peu de sa vie et joue. Il joue du synthétiseur. Il a sélectionné avec une patience de dentellière les sons les plus idiots. Il commente son jeu, tour à tour émerveillé du bruit qui lui échappe, ou alors abasourdi, parfois soucieux, toujours appliqué comme un enfant. Le tempo est breuvant, la mélodie chercheuse. On touche une limite. Les plus libres rouillent. Les autres sont noyés par la stupeur et l'admiration. Il est tard, le claviériste polonais prétend faire le tour des musiques du monde, de Vivaldi à la bourrée avarienne en s'approchant du jazz sans jamais y arriver.

C'est une des démonstrations les plus irrésistibles qu'on peut voir parce qu'elle est très plate, proprement ininterprétable ; ou alors, il faut se mettre dans le rôle de l'idiote supé-

rieur, ce qui est toujours un danger.

Un seul instant, Gladkowski s'abandonne à ce qui effondre son dispositif, le système Gladkowski : il se livre à un gag, il se prend pour un clown. Les festivaliers se contentent souvent aux pages : pas le truc de garçon de bain, cette connivence vieillotte qui fait un vif retour sur les scènes de variétés et du jazz ; non, le gag, le gag pur, le burlesque accidentel plus ou moins d'adolescent, ça peut lasser. Gladkowski pour sa part plaque, un instant, un accord «blues». Il fait des mines, se reprend et le fait sonner juste. C'est l'erreur, les saints ont toujours du mal avec la tentation. Quand on est Gladkowski, on ne cherche pas à faire rire, on laisse le rire advenir.

Le rire qu'induit plus qu'elle ne le provoque cette musique, est un rire beckettien vide de sens, hors mépris et complicité. L'euphorie est travaillée par le doute : est-ce qu'il s'agit que à jouer mal ? Peut-être-t-il l'art brut ? Quel rapport entretiennent-ils au juste avec la bêtise ? Son spectacle laisse très libre. A un moment où l'ensemble de spectacles auraient tendance à enchaîner, celui-ci laisse libre. Avec un rien de myopie, on dirait même de cette force qu'elle est «poétique». Non, non, rien du tout. Elle n'est rien. C'est bien le diable. Entre Han Bennink, Berre Phillips, Keith Tippett et les angosantes sœurs jumelles du fado et de la rumba japonaise (Marijke et Aki Takase), Gladkowski va jusqu'au bout. On peut chercher le sens de sa démarche à rebours : si l'on prend son «show» au pied de la lettre, on se dit qu'une femme du même âge ne pourrait pas l'exécuter ; elle en serait trop rabaisée, trop avilie. Un

foi ? Le malaise serait trop vrai. Un enfant ? On l'envierait à l'étude. Gladkowski touche un point unique et ne peut le faire qu'en public restreint. Le choix de la liberté à laquelle il abandonne est à ce prix, sans quoi son rejet serait immédiat.

Quel sens, quel non-sens à la free-music aujourd'hui ? Qui risque quoi en festival ? En quoi les quinze festivals français qui se sont fédérés à Mulhouse sous le sigle de l'AFJMA (Association des festivals innovants en jazz et musiques actuelles) travaillent une commune différence (1) ? En quoi cette commune différence déconstruit-elle la musique ? Ce qui se passe échappe au marché d'au profit d'une sorte de coopération parallèle. Contre-société ? Utopie ? Marché de dupes ? Les «Festivals innovants» ont une prétention de programmation mais aussi de diffusion différente. Gladkowski semble avoir les réponses. Rien n'est moins sûr.

FRANCIS MARMANDE

(1) AFJMA : Banlieues bleues, «Sons d'ivers» (Val-de-Marne), Festivals du Mans, de Grenoble, Rive-de-Gier, Paderborn, Nevers, Cluses, Mulhouse, Ugent, Assier, La Seyne-sur-Mer, Saint-Saturnin-d'Apt, Pézenas et Vandœuvre. Sites : Europa Jazz Festival de Mannheim. Tél. : 43-23-70-99.

Le 3 septembre : Omnibus, Macumba, Fantasia d'André Jaume, Montara, Viva la Mado de Loula Marçal, «Les trois dames» (Joliffe Leandre, Anielok Nozati, Irene Schweitzer). Rens. : 88-45-63-95.

LE FUGITIF, d'Andrew Davis

## L'honnêteté du hors-la-loi

Un film spectaculaire qui refuse les poncifs sanguinolents

En sortant d'une projection du *Fugitif*, on est aussi réjoui par ce qu'on a vu que par ce qu'on n'a pas vu. Il y a si longtemps qu'un film d'action hollywoodien nous avait épargné scènes de torture, mutilations et démonstrations d'armes à feu en tous genres qu'on reste comme ébahi par tant de fraîcheur.

Le feuilleton des années 60 dont s'inspire le film se nourrissait de l'air du temps, de la méfiance à l'égard des autorités, de cet axiome énoncé par Bob Dylan dans *Shut Inside of Mobile* : «To live outside the law, you've got to be honest» («Pour vivre hors la loi, il te faut être honnête»), et le film d'Andrew Davis retrouve cet idéalisme.

Le docteur Kimble (Harrison Ford) est accusé d'avoir tué sa femme. Mais la police refuse de le croire lorsqu'il affirme avoir vu un manchot sur le lieu du crime, et le

brillant chirurgien est condamné à mort. Sans trop le faire exprès, Kimble s'évade et entreprend de retrouver le manchot. Un policier tenace (Tommy Lee Jones) se lance à sa poursuite.

Au cinéma, Harrison Ford est fait pour avoir des ennus. Sa physionomie inquiète, comme s'il était perpétuellement au bord de la brûlure d'estomac, son maintien digne et ses ressources physiques en font une victime idéale, capable de tout encaisser pour mieux triompher. Mais il lui faut un méchant. Tommy Lee Jones était l'homme de la situation. Déjà, dans *Under Siege*, il jouait le film à Steven Seagal en incarnant un chef de commando hippie qui détournait un porte-avions. Mais voler un film à Steven Seagal, c'est un peu arracher son sac à main à une vieille dame. Harrison Ford est un acteur d'une

autre trempe et Tommy Lee Jones a adapté sa tactique, injectant un peu de chaleur humaine, de vulnérabilité, dans son personnage.

Tourné dans une campagne grise et à Chicago, le *Fugitif* garde un rythme constant jusqu'à la dernière demi-heure. L'armada de scénaristes ne s'est pas très bien tirée des acrobaties nécessaires pour expliquer le triste sort du docteur Kimble. Il ne faut pas non plus chercher dans le film une moderne version de l'affrontement Jarry-Valljean : technicien rigoureux, Andrew Davis n'a pas trouvé le passage mystérieux qui permettrait autrefois aux films hollywoodiens d'accéder à la grandeur. Reste un divertissement honnête, une rareté de nos jours.

THOMAS SOTINEL

## De la série B à la liste A

Rencontre avec Andrew Davis, le réalisateur du film

## LOS ANGELES

## correspondances

Succédant à *Jurassic Park*, de Steven Spielberg, le *Fugitif* occupe depuis plusieurs semaines la première place au box-office américain. Pour son réalisateur Andrew Davis, ce succès aura des conséquences immédiates. Spécialisé jusqu'ici dans le film d'action, dont le dernier exemple fut *Under Siege*, avec Steven Seagal et — déjà — Tommy Lee Jones, Davis est désormais inscrit sur la «liste A», celle des réalisateurs dont les cachets approchent ceux des stars, à qui l'on confie des budgets astronomiques, qui ont leur mot à dire sur le scénario et la distribution.

«Une poursuite ne fonctionne que si vous vous souciez autant du chasseur que de sa proie, dit Andrew Davis, qui, en compagnie d'Harrison Ford, reçoit la presse dans le salon d'un appartement de Los Angeles. La partie action proprement dite est presque ce qu'il y a de plus facile à faire. Il est plus difficile de camper des personnages crédibles et attachants, de filer une intrigue solide».

Dans les années 60, Ford et Davis n'ont pas suivi les tribulations du *Fugitif* à la télévision. Ford parce

qu'il lui préférait une émission pesante à la même heure sur une autre chaîne ; Davis parce qu'entre 1963 et 1967, «enfant des années 60, j'étais pris par l'activisme dans le mouvement des droits civiques, Jimi Hendrix et les Beatles».

Fils d'acteur, né à Chicago, dont Harrison Ford est originaire, et où fut tourné le *Fugitif*, Andrew Davis, diplômé de l'université de l'Illinois, se destina d'abord au journalisme. Reporter pour la chaîne PBS, il devient l'assistant du documentariste Haskell Wexler lorsque celui-ci rédigea *Medium Cool*, sur la convention démocrate de 1968. Pendant quinze ans, Davis sera directeur de la photographie.

Passant enfin à la mise en scène, il réalise un premier long-métrage, *Stony Island*, un film jazz sur le jazz. Mais, au fil des années 80, il se spécialise dans le film d'action. Dirigeant Chuck Norris ou Steven Seagal, Andrew Davis connaît le succès avec *Code du silence* et récemment *Under Siege*. Entre temps, l'échec commercial de *The Package*, avec Gene Hackman, le confine dans le film d'action.

## Tourner vite et efficacement

C'est après avoir vu *Under Siege* que Harrison Ford suggère au producteur Arnold Koppelson de confier le *Fugitif* à Davis. Premier pas vers la «liste A». Raison déterminante de ce choix, Davis tourne vite, efficacement, et le calendrier est impitoyable. Nous sommes en automne 1992, le film doit impérativement sortir à l'été 1993. Le planning sera tenu : tourné entre février et mai 1993, le *Fugitif* est projeté dans le cadre d'une preview mi-juin et sort en salle le 6 août.

Avant le premier tour de manivelle, Harrison Ford rejette les quatre premières versions d'un script sur lequel ont travaillé sept scénaristes. On y voit le fugitif errer de ville en ville ; Andrew Davis suggère de concentrer l'action à Chicago, ville qui servit souvent de cadre à ses films. Le studio renchérit. Harrison Ford prend le parti de Davis. Ford a également son combat à livrer. Il a déjà incarné des médecins et des avocats, il lui faut trouver un angle inédit. Rencontrant à Chicago un docteur ami de Davis, il lui «emprunte» son appartement, sa collection de tableaux... et sa barbe. «L'action du film se déroule sur trois semaines à peine, explique l'acteur. Avec cette barbe, je voulais établir d'entrée que Kimble est en marge de sa profession ce qui renforcerait par la suite son isolement».

La Warner proteste : on le paie assez cher pour être Harrison Ford. «On finit toujours par aboutir à un compromis, pardon, un accord, pourvu que ce dernier, un brin ironique, porte la barbe pendant tout le premier acte. Je sentais que quand, pour me «déguiser», je serais amené à la raser, cela aurait d'autant plus d'impact... Le vrai défi consistait à trouver l'équilibre entre mon personnage et celui de Tommy Lee Jones. Nous avons très peu de scènes ensemble. Et le premier rôle ne permet pas autant de fantaisie que celui du «méchant».

Deuxième atout de Davis : l'ac-

teur Tommy Lee Jones. Révélé à la fin des années 70 par *Jackson County Jail*, de Michael Müller (sort en France sous le titre *La Prison à viol*), il n'est pas devenu une star malgré des performances remarquables dans *Coalminer's Daughter* (Nashville Lady), de Michael Apted ou *JFK*, d'Olivier Stone. Ce dernier film lui avait d'ailleurs permis d'accéder à la première division.

«C'est un des acteurs les plus doués aux États-Unis à l'heure actuelle, dit Davis. Un cancéron, à des milliers de dollars, il a pour lui fait Harvard. Il a écrit ou importé 90 % de son dialogue. Comme Harrison, il connaît bien et comprend le processus de fabrication d'un film. D'une certaine manière, ce sont ces réalisateur, capables d'apporter une vraie idée de mise en scène».

Reste que le test suprême pour un réalisateur est sa capacité à tourner les grandes scènes d'action en respectant le budget. «On en a peut-être une réalisation, une toutes les dix minutes», dit Davis. La plus difficile fut sans doute celle où le fougon cellulaire qui emmène le condamné à la prison est percé de plein fouet par un train. (Ce qui permettra à Kimble de l'évader) : «C'est même que nous avions voulu nous servir d'un vrai navire de guerre dans *Under Siege*, nous rêvions d'un vrai accident, avec un vrai train. Un complice privé de chemin de fer en Caroline du Nord nous a permis de bricoler la voie ferrée à moins de 100 mètres d'une rivière — et nous avons tourné la scène grandeur nature, avec treize caméras».

Cet accident, l'un des plus spectaculaires dans l'histoire récente du cinéma, fut mis en boîte en quatre jours, avec deux équipes, sans même dépasser la totalité du budget prévu (sur un budget total d'environ 4 millions de dollars).

«Quand vous faites un film qui marche aussi fort, avec une star du calibre de Harrison Ford, ça vous ouvre toutes sortes de portes, poursuit Andrew Davis. Bien que mon premier film ait été un film musical, j'ai été considéré comme un scénariste d'action, parce que ce que j'ai fait, c'est ce qui a le mieux marché. Aujourd'hui, je peux diversifier, aborder certains genres qui m'intéressent, reprendre certains sujets qui m'intéressent depuis longtemps, mais pour lesquels il n'était impossible de trouver un financement». Son prochain film, *Steel Dawn*, sera «une comédie joyeusement dure, entre Robin des bois et Tom Jones».

Propos recueillis par HENRI BÉHAR

Le Cabaret-Restaurant Russe  
**RASPOUTINE**  
88, rue de Bassano - 75008 PARIS  
Tél. : 47.20.04.31 - 05.58  
50 artistes et musiciens  
Légendes et balalaïkas

La liste des adresses périodiques  
ou sont projetés les films sortis  
le mercredi 1<sup>er</sup> septembre figure page 20  
Sauf dans votre édition Rhône-Alpes

## CULTURE

POUR LA CREATIVITE

## L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle

L'homme du siècle







## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 1<sup>er</sup> septembre 1993, sous la présidence de François Mitterrand. À l'issue de la réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant.

## Coopération entre les ports de Strasbourg et de Kehl

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le Land de Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl.

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme a présenté un projet de loi portant approbation d'un quinquennale relatif à la convention intervenant le 20 mai 1993 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port.

La convention conclue avec le Land de Bade-Wurtemberg adapte les modalités de la coopération entre les deux ports aux nouvelles conditions juridiques résultant du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne. Chacun des deux ports sera représenté au conseil d'administration du port de Kehl. Les ports de Strasbourg et de Kehl pourront conclure des arrangements administratifs ou techniques en vue de développer leur coopération.

Le quatrième avenant à la convention du 20 mai 1993 entre l'Etat et la ville de Strasbourg prévoit en conséquence l'entrée de trois représentants du port de Kehl au sein du conseil d'administration du port de Strasbourg.

## La politique de la consommation

Le ministre de l'économie a présenté une communication sur la politique de la consommation.

L'information des consommateurs et le respect de leurs droits sont des objectifs essentiels. Le code de la consommation, récemment adopté par le Parlement, offre au public et aux professionnels une référence complète sur le droit de la consommation. Le rétablissement à une heure de grande écoute des émissions de télévision des organisations régionales de consommateurs, sur France 3, contribue à améliorer l'information du public.

Les pouvoirs publics continueront d'être très vigilants en matière de sécurité des produits, en particulier en ce qui concerne la prévention. Le ministre a réuni le conseil national de la consommation en juin dernier. Il l'a chargé à cette occasion de préparer des propositions précises en matière de services aux consommateurs et de qualité des produits et des services. Des groupes de travail ont été mis en place à cette fin au sein du conseil.

Dans le même but, le gouvernement mettra au point un projet de loi pour améliorer les procédures de certification des produits et mettre en place de telles procédures dans le domaine des services.

Une réflexion a été engagée en vue de lever certains obstacles au développement des emplois contribuant à améliorer l'offre des services dans le secteur marchand.

La transposition des directives européennes. Le ministre délégué aux affaires européennes a présenté une communication sur la transposition des directives européennes.

La transposition des directives communautaires adoptées pour la mise en œuvre de l'acte unique de 1993 est aujourd'hui faite à 94 % dans l'ensemble des Etats membres. Le gouvernement entend mener à bien dans les meilleurs délais la préparation des textes législatifs et réglementaires nécessaires pour achever cette transposition dans notre pays.

## Plusieurs projets de loi ayant été déposés devant le Parlement au cours de la session d'automne.

Comme le premier ministre l'avait indiqué dans une communication faite au conseil des ministres du 21 avril 1993, le gouvernement est décidé à associer étroitement le Parlement à l'élaboration de la législation communautaire, par l'application de l'article 88-4 de la Constitution. Ce dernier vise à assurer l'information du Parlement sur les propositions d'actes communautaires contenant des dispositions de nature législative et lui permet de voter des résolutions sur ces propositions.

Dans plusieurs cas, les travaux du Parlement ont aidé le gouvernement à faire prévaloir son point de vue vis-à-vis de ses partenaires. Le gouvernement entend donner au Parlement, dès qu'il en dispose lui-même, toutes les informations nécessaires à l'exercice par le Parlement de ces prérogatives nouvelles en la matière. Il continuera de participer activement aux débats parlementaires portant sur les projets de résolution relatifs à des textes communautaires importants pour la France.

Le rapprochement entre la Communauté européenne et les citoyens est un des objectifs prioritaires de la politique européenne du gouvernement. La traduction rapide des décisions communautaires dans notre législation interne et l'association de la représentation nationale à l'élaboration de ces décisions contribuent à cet objectif.

Dissolution. Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de Mers-les-Bains (Somme).

## CARNET DU Monde

## Naissances

Le professeur Hervé CASSAN et M<sup>me</sup>, née Pascale Richard, ont la joie d'annoncer la naissance de

Clara,

le 29 août 1993.

330 E. 34th Street 30P, New York, NY 10016 (USA).

Sophie et David COLIN, ses parents, ses cousins et cousines, sont heureux d'annoncer la naissance de

Renaud, Alexis, Thierry,

le 1<sup>er</sup> août 1993.

## Décès

Il a plu au Seigneur de disposer de son serviteur

M<sup>gr</sup> Maxime CHARLES, recteur émérite de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, fondateur du Centre Richelieu, prêtre d'honneur de la paroisse de la Madeleine, chanoine honoraire de Notre-Dame de Paris et du Saint-Sépulchre de Jérusalem, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 29 août 1993, dans la quatre-vingt-dixième année de son âge et la cinquante-neuvième année de son sacerdoce.

Prirez pour lui.

De la part de M. le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, Du recteur de la basilique du Sacré-Cœur, Des chapelains anciens et actuels.

Vous êtes invités à la messe de funérailles célébrée par le cardinal Lustiger en la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, le samedi 4 septembre, à 9 heures.

Après la célébration, le corps sera inhumé dans un des caveaux de la crypte de la même basilique.

(Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre.)

M<sup>me</sup> J.-F. Delvallet, son épouse, Le docteur et M<sup>me</sup> J.-M. André Delvallet, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> S. Maréchal-Delvallet et leurs fils, M. et M<sup>me</sup> J.-C. Giblin-Delvallet et leurs fils, ont le regret de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 30 août 1993, de

docteur Jean-François DELVALLET, gastro-entérologue, président honoraire de la MACSF, ancien vice-président de la CARMF.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Chantebelle », 30, avenue Carpentier, 92152 Harfleur, 15, rue des Soupirants, 62100 Calais, 3, rue A.-Angelier, 93000 Lila, 33, rue Combarbe, 75013 Paris.

Nadine et Nils Perrin, Anne et Pierre Joliet, ses enfants, Antoine et Monique Perrin, Maxime, Alexandre et Valentin, Florence et Roland Lemoine, Camille,

Armand Perrin et Aurick Peiller, et leurs enfants, Alain Joliet et Marie-Odile Krebs, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Georges GRICOUROFF, chevalier de la Légion d'honneur, ancien chef du service d'anatomie-pathologie de l'Institut Curie,

survenu le 31 août 1993, en son domicile, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu le 2 septembre, au cimetière parisien de Bagneux, dans l'intimité familiale.

2, rue Emile-Faguet, 75014 Paris, 116, avenue Saint-Exupéry, 92160 Antony.

Elisabeth, son épouse, Monique, François, Jean, Pascal, ses enfants, Avec leurs conjoints, Nathalie et Jean-Paul, Thomas, Sophie et Michel, Eléonore, Cédric, ses petits-enfants, Et leurs conjoints, Lucas, Aïda, ses arrière-petits-enfants, Les familles parentes et alliées, Mathiot, Thonon, Locheur, Guisnard, Ricœur, Lachenaud, Nicollet, Boudot, ont l'immense peine d'annoncer le décès de

Etienne MATHIOT,

le 11 août 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu à Lion-sur-Mer, le 16 août.

« Ce que l'on n'a pas vu, ce que l'on n'a pas entendu, ce qui n'est pas monté au cœur de l'homme... Dieu l'a préparé pour ceux qui l'aiment... » I. Cor. II, 9.

35, boulevard Carnot, 14780 Boulogne-sur-Mer.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1993,

Henri MEYNADIER, ingénieur ECP,

nous a quittés.

Il laisse dans la peine sa femme, Alice Coquerel, ses deux neveux Meynadier, Jeanne, Coquerel, ses petits-neveux et arrière-petits-neveux.

inhumation dans l'enceinte familiale, à Boulogne (Calvados).

« L'homme dont le regard est bienveillant sera béni. » Prov. XXII, v. 9.

Paul Silvani, Jules et Paulette Rosucci, Paulette Mathon, née Rosucci, Joseph et Maria Silvani, Jean-Dominique et Félida Silvani, Jean et Maguy Brunet, née Silvani, leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Rose SILVANI, née Rosucci,

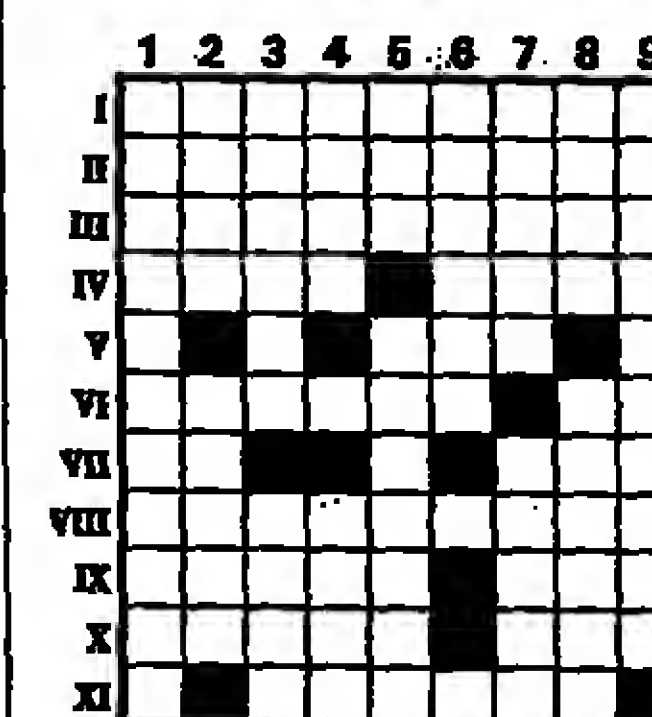
survenue à Ajaccio, le samedi 28 août 1993.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à l'église Saint-Jacques (Corte-du-Sud).

9, boulevard du Général-Ledoux, 20000 Ajaccio.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 6119



## HORIZONTALEMENT

I. Certains sont mis au piquet. — II. Une farfouille très strimante. — III. Un spécialiste qui collectionne les timbres. — IV. Qui a été dépassé. Éléphant d'une échelle. — V. Sur l'ouest du même nom. — VI. Faire des relations. Abréviation précédant une addition. — VII. Dans une série d'interdictions. Est parfois sans fin. — VIII. Fit plus que sauter. — IX. Devient parfois bonhomme. Est couvert de cailloux. — X. Repas pris à la source. Ville des Pays-Bas. — XI. Mis à sec.

## VERTICALEMENT

I. Qui commencent à avoir de l'argent de côté. — 2. Guide pour grimper. Qui n'a pas besoin de compter. — 3. Faire tomber les têtes. On veut souvent le voir quand il est classé. — 4. Quand il est bloqué, on ne discute pas. Pas nés d'hier. — 5. Ville du Nigeria. Ne se donnent pas sans fondement. — 6. Nom d'un chien. — 7. Descendues. Changer de ton. — 8. Demandait des sacrifices humains. On peut y voir des paraisols. — 9. Comprend la pose de la première pierre.

## Solution du problème n° 6118

## Horizontalement

I. Fataliste. — II. Animateur. — III. Utricules. — IV. Vis. Ers. — V. Ecus. — VI. Strémitens. — VII. Madré. — VIII. Généreuse. — IX. Ila. — X. Etef. Liée. — XI. Curé. Othe.

## Verticalement

1. Fauves. Grec. — 2. Antipode. Tu. — 3. Tireur. Nier. — 4. Ami. Semelle. — 5. Laca. Nara. — 6. Irbide. Lâ. — 7. Sels. Erudit. — 8. Tus. Anes. Ehl. — 9. Erse. Epée.

GUY BROUTY

## PHILATÉLIE

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération de la Corse

La Poste mettra en vente générale, lundi 13 septembre, un timbre à 2,80 F, 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération de la Corse.

Zone libre du 22 juin 1940 au 10 novembre 1942, la Corse fut occupée du 11 novembre 1942 au 8 septembre 1943.

L'annonce, à cette date, de l'armistice des alliés avec l'Italie provoqua les premiers affrontements entre troupes hitlériennes et patriotes corse appuyés par une partie des troupes italiennes.



Le sous-marin Casabianca représenté sur le timbre, dépose en Corse, en décembre 1942, une première mission de renseignement préparée par le général Cluad. On le retrouve en septembre 1943.

La restauration ferroviaire d'hier et d'aujourd'hui. — La livraison estivale (en vente jusqu'à fin septembre) de la très sérieuse Revue générale des chemins de fer est consacrée à un sujet qui n'intéressera pas que les spécialistes. « La restauration ferroviaire ». Au menu de ce numéro : les buffets de gare, les wagons-restaurants, l'adaptation du service aux nouveaux goûts de la clientèle et aux contraintes engendrées par l'accélération des trains.

Revue générale des chemins de fer. Centrale des revues, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge, tél. : (1) 46-56-52-58, 72 pp. 65 F.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde SANS VISA

débarquant à Ajaccio des renforts nécessaires à la libération de l'île, le 4 octobre suivant.

A noter qu'un timbre à l'effigie de Fred Scamaroni (1914-1943), a été émis en 1993. Envoyé du général de Gaulle, il avait pris contact avec la résistance corse avant d'être arrêté et de se suicider.

Le timbre, au format vertical 22 x 36 mm, dessiné et gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

Vente anticipée à Ajaccio, le jeudi 9 septembre, de 8 heures à 18 h 30, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert dans le hall du Palais des congrès, boulevard Pascal-Rossini, ainsi qu'au bureau de poste d'Ajaccio-RP ; à

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-René-Méry 94853 Ivry-en-Seine Cedex. Spécimens reçus sur demande contre 15 F en timbres.

## En filigrane

Le Monde des philatélistes de septembre. — Fossile d'Asie et d'Afrique, animal symbole au Laos, l'épave est en couverture du Monde des philatélistes de septembre. Autres sujets au sommaire de ce numéro : l'île de Sainte-Hélène (quatre cents lettres adressées à Napoléon I<sup>er</sup> parvenant chaque année à Longwood, dernière demeure de l'empereur) ; le courrier corse de 1943 à 1945 ; cartes postales gastronomiques ; le point sur les nouvelles émissions — une dizaine de timbres — prévues en France d'ici au 9 octobre (Le Monde des philatélistes, 88 pages, en vente en kiosque, 25 F).

Meilleur souvenir de Montbéliard. — Pierre Béquet, auteur du timbre Montbéliard qui paraîtra le 13 septembre, vient de réaliser une gravure (en taille-douce sur cuivre) en noir et blanc, gaufrée, qui représente le château de Montbéliard. Au format 25 x 22,5 cm, tirée à cent exemplaires numérotés et datés, elle est disponible auprès de l'auteur (350 F, port recommandé en sus 27,50 F), Pierre Béquet, 6, rue Deroisin, 78000 Versailles.

Marie Curie à l'étranger.



Emission d'un timbre à l'effigie de Marie Curie, le 10 mars, en Tanzanie, dans une série consacrée à des femmes célèbres du vingtième siècle ; le 26 juillet, en Guyana, en compagnie de Pasteur, dans une série sur des médecins et hommes de science.

Vente. — Vente sur offres Soluphil (Paris, tél. : (1) 48-01-61-00) clôturée le 17 septembre. Au catalogue, plus de deux mille lots, dont 20 c noir Cérès sur lettre datée de Paris 2 janvier 1949 (départ 50 000 F, 1 F vernisillon sur enveloppe (85 000 F), bureaux français à l'étranger, Luxembourg.

## ÉCON

Les médias

## Le directeur général du tout renégociation

Le directeur général du tout renégociation, M. Albert MONOSSOHN, Grand Maître honoraire en la Cour de la G.I.L.D.A.F.,

Sei obsèques auront lieu le vendredi 3 septembre 1993, à 9 h 15, au cimetière parisien de Bagneux, porte pelée, où les honneurs maçonniques lui seront rendus.

« Générations, Générations, Générations... mais Égypte... »

Mario-Dominique Monossohn, son épouse, M. Boris Tcherkinsky, Sa famille, Et ses amis, font part avec douleur du décès, le 31 août 1993, de

Albert MONOSSOHN, avocat à la Cour.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le vendredi 3 septembre, à 9 h 15.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière.

## Errata

Dans l'annonce du décès de

M. François-Xavier BOUCHART,

parue le 2 septembre 1993, l'adresse des dons est erronée, il s'agit de

l'Association ACC, 35, rue Jouffroy-d'Abbans, 75017 Paris.

## Remerciements

Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime). Paris (Seine).

M<sup>me</sup> Sylvie Assire, M. Stéphane Assire, ses enfants,

Ainsi que tous les membres de la famille, profondément touchés de la sympathie que vous leur avez témoignée lors du décès de

M. Pierre ASSIRE,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

PPG No. 76230 Bois-Guillaume, Tél. : 35-60-55-26.

M. et M<sup>me</sup> David Anas, M. Rely Bedy, M. Daniel Anas, M. et M<sup>me</sup> Paul Fribourg, M. et M<sup>me</sup> José Boniche, M. John David Cohen, M<sup>me</sup> Fortune Chouzaqui, remercient très sincèrement leurs parents et amis des marques d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de leur chère et regrettée

Annie-Claude EDERY-AMAR.

Les prières du mois auront lieu le dimanche 5 septembre 1993, à 19 heures, à la synagogue Chasseloup-Laubat, Paris-13<sup>e</sup>, et jusqu'à 10 heures, au cimetière de Versailles.

## Anniversaires

Il y a un an, le 3 septembre 1992, naquit,

M<sup>me</sup> Henri BOURDELAT, née Raymonde Jeanne Fischer,

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée associent à son souvenir celui de son père,

M. Henri BOURDELAT,

qui nous a quittés le 30 septembre 1993.

Leur fille Denise Mongrédien.

En ce dixième anniversaire de la mort de

Pierre JOIN-LAMBERT,

conseiller d'Etat,

le 3 septembre 1983,

ceux qui l'ont connu, estimé, aimé auront pour lui une pensée ou une prière.

M<sup>me</sup> P. J.L., 18, rue N. Besson, 75016 Paris.

M. et M<sup>me</sup> C. J.L., 13, rue de Polisy, 75005 Paris.

M. et M<sup>me</sup> E. J.L., 313, rue Lecourbe, 75015 Paris.

## Pompes Funébres

## Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11



BILLET

Les missions de la DATAR

Après le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), réuni le 12 juillet à Mende, un journaliste demanda à Edouard Balladur s'il gardait toute sa confiance aux responsables de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ou s'il jugeait nécessaire, au moment où était lancée une nouvelle politique, de les remplacer par des hommes nouveaux. Après un bref aparté avec Charles Pasqua, le premier ministre eut, sur un ton pincé, cette réponse : « Je n'ai pas l'habitude de répondre à de telles questions dans de telles circonstances ».

En fait, le sort de Jean-Pierre Dupont, nommé en 1989 par Michel Rocard et Jacques Chirac à la tête de la DATAR, était scellé depuis la fin du printemps. Homme de foi et de rigueur, ce haut fonctionnaire, passé par le Plan et le ministère de l'équipement, n'a jamais caché ses antipathies pour la gauche, même si ses relations avec les gouvernements Cresson et Bérégovoy ne furent pas toujours radieuses, notamment à propos de la délocalisation des administrations. M. Cresson et Michel Delabarre avaient d'ailleurs décidé d'expédier la DATAR à la Plaine-Saint-Denis, ce qui provoqua, pour la première fois depuis sa création en 1963, une grave crise chez les chargés de mission de la délégation.

Géné par les initiatives intempestives d'un de ses adjoints, Jean-Louis Guigou, époux de l'ancien ministre des affaires européennes, Jean-Pierre Dupont n'aura pas eu la tâche facile. Le bilan qu'il laisse derrière lui, mieux que les sarcasmes et pamphlets de ceux qui, à droite comme à gauche, aiment répéter qu'il n'y a pas de politique d'aménagement digne de ce nom depuis dix ans, c'est-à-dire depuis la décentralisation. Qu'il s'agisse de la procédure des contrats de plan État-régions, de la politique des réseaux de villes, de la négociation des crédits européens, de la relance des travaux de prospective, les résultats sont tangibles et, à Mende, le nouveau gouvernement a, sur ces questions, embobiné le pas à ses prédécesseurs. Au passif, en revanche, on notera l'incapacité de la DATAR à enrayer le déclin de plus de quatre cents cantons ruraux au bord de l'agonie, la croissance excessive et désordonnée de l'Île-de-France et l'aggravation des difficultés des bassins de reconversion industrielle, notamment dans le Nord et l'Est.

Le nouveau patron de la DATAR, Pierre-Henri Paillet, est un homme lige de Charles Pasqua. Il aura la place de premier violon dans le grand débat annoncé sur l'aménagement du territoire, dont Charles Pasqua se veut le chef d'orchestre. Il s'agit moins, sur le plan économique, de rééquilibrer le pays que, dans une perspective politique, de renforcer la cohésion de la communauté nationale menacée, souligne-t-on à Matignon, d'exclusions de pans entiers du territoire et de déchirures du tissu social.

Comme avant le 2 août, les principales monnaies de l'ex-mécanisme de change du SME continuèrent à s'accrocher au deutschemark, devise autour de laquelle un serpent s'est reconstitué, avec le florin néerlandais, le franc belge, la couronne danoise et le franc français. La devise française a ainsi, semble-t-il, retrouvé une nouvelle fourchette de fluctuation, le DM variant entre 3,45 F et 3,55 F, alors qu'en vertu du compromis de Bruxelles, le DM peut naviguer entre 2,88 F et 3,89 F.

D'une manière toute symbolique, après comme avant le 2 août, l'Europe économique et monétaire continue ainsi à scruter les moindres faits et gestes de la Bundesbank, à rechercher dans les propos de ses dirigeants les signes d'un prochain assouplissement de la politique monétaire allemande. Après la déception du 26 août - le conseil de la «Buba» a décidé, ce jour-là, de ne baisser aucun de ses taux d'intervention - elle est déjà dans l'attente de la réunion du 9 septembre ! La politique des petits pas menée par les autres banques centrales - la Banque de France notamment - a permis de ramener le taux d'intérêt à court terme pratiquement à leur niveau d'avant la crise. Bref, une grave crise des changes, un psychodrame européen ravivant les blessures franco-allemandes et franco-françaises, que les spéculateurs anglosaxons et un compromis labo-

Le directeur général du GATT écarte toute renégociation agricole

«Le drapeau est maintenant amené.» C'est en ces termes que Peter Sutherland, le directeur général du GATT, a expliqué, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Bonn, au sortir d'une réunion avec le chancelier Kohl et plusieurs de ses ministres, qu'il estimait impossible, pour des raisons de temps, toute renégociation de l'accord agricole de Blair House. M. Sutherland a, une nouvelle fois, fixé le délai du 15 décembre pour une conclusion générale au GATT, faute de quoi les éléments déjà enragés pourraient tout valoir. D'ici là, et alors que beaucoup d'autres pays, à commencer par les États-Unis, refusent de rouvrir le dossier, il ne voit pas la possibilité de renégocier, comme le souhaite le gouvernement français. M. Sutherland s'est également déclaré sceptique sur le résultat des discussions franco-allemandes engagées sur le sujet, d'ici au 20 septembre. Il voit le rôle des Allemands comme déterminant : à eux de convaincre les Français de

l'importance d'une conclusion générale du GATT. M. Sutherland doit se rendre bientôt à Paris pour rencontrer le premier ministre français. Le chancelier Kohl a répondu à ses visiteurs, selon son porte-parole Dieter Vogel, que l'Allemagne accepte toujours l'accord de Blair House. Sa position est inchangée. Mais M. Kohl a ajouté qu'une solution ne sera possible que si «un compromis est trouvé entre toutes les parties». A ses yeux, «une position du tout ou rien ne fait pas avancer les choses». La semaine passée, le chancelier Kohl, recevant Edouard Balladur à Bonn, avait paru soutenir la demande française de renégociation de l'accord de Blair House. Cet accord, avait déclaré M. Kohl, «pose aussi des problèmes» à l'Allemagne. Cette déclaration avait créé la surprise au sein même du gouvernement allemand et plusieurs ministres avaient tenu à s'en démarquer et à affirmer que l'Allemagne tenait au compromis de Blair House.

Dans une interview aux Echos du 2 septembre, M. Sutherland déclare : «Si l'Uruguay Round n'est pas bouclé d'ici le 15 décembre, alors le monde tout entier est promis à la désorganisation et aux conflits. (...) L'enjeu du Round, c'est la survie d'une économie mondiale fondée sur les règles objectives respectées par tous. C'est un peu plus d'ordre contre un chaos prévisible». A Bruxelles, le porte-parole de la Commission européenne a expliqué, mercredi, que celle-ci avait accepté en novembre 1992 le compromis de Blair House qui venait d'être conclu avec les Américains. Il a rappelé ensuite qu'après examen, la Commission avait conclu en mars que ce compromis était compatible avec la réforme de la politique agricole commune. La France estime, quant à elle, et c'est la base de son argumentation, que le compromis va au-delà des sacrifices acceptés dans cette réforme.

La France veut améliorer la politique commerciale de la Communauté

«La Communauté existe : on doit reconnaître son identité (...). Le marché européen n'est pas ouvert à tous les vents» : les propos de M. Lamassoure, ministre des affaires européennes, et Gérard Lesguet, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, qui présentaient, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, le nouveau mémorandum français sur la politique extérieure de la Communauté, résumant l'esprit du document de quatre pages, daté du 24 août, rendu public cette semaine. Il s'agit pour les deux ministres de doter la Communauté de moyens plus efficaces et plus rapides pour se défendre contre les pratiques déloyales de certains pays. Le mémorandum comprend deux parties. Des instruments de politiques commerciales efficaces. «Il est aujourd'hui indispensable que la Communauté européenne, dans le cadre des accords internationaux, améliore et renforce le fonctionnement des instruments de politique commerciale afin de mieux s'opposer aux pratiques illicites du commerce mondial et de permettre l'ouverture des marchés tiers encore trop pro-

gés», note le mémorandum, qui propose, d'une part, de mieux utiliser le «nouvel instrument de politique commerciale (1)», notamment pour prendre des mesures de contre-rétorsion, d'autre part, de lutter plus efficacement à l'aide de procédures anti-dumping et anti-subsventions. «Le nouvel instrument de politique commerciale (...) n'a été utilisé que deux fois depuis sa création. Il doit évoluer pour jouer un rôle plus offensif et répondre à toutes les pratiques déloyales ou discriminatoires ayant pour objet de restreindre le commerce des pays de la Communauté avec les pays tiers. Le NIPC doit être un moyen de pression efficace, à la disposition de la Communauté, pour négocier avec les pays dont les marchés sont fermés des conditions d'accès effectif pour les entreprises européennes (...). Le NIPC devrait par ailleurs permettre à la Communauté de prendre des mesures de contre-rétorsion, permettant une réaction rapide, lorsqu'un de ses partenaires commerciaux met en place des sanctions commerciales unilatérales non autorisées par le GATT». Le mémorandum poursuit : «L'allongement considérable de la durée des procédures anti-dumping et anti-subsventions ces dernières années rend indispensable la mise en place rapide de moyens propres à en accélérer le déroulement». Le mémorandum propose donc de faire «obligation à la Commission de statuer sur la recevabilité de la plainte dans les trente jours de son dépôt (...) et, en cas de recevabilité, d'imposer des mesures provisoires dans les six mois suivant l'avis d'ouverture de l'enquête (...) et de limiter la durée de l'enquête (...) à neuf mois». La Commission doit pouvoir prendre «des décisions immédiatement exécutoires sous le contrôle du Conseil, qui pourra toujours, par une décision à la majorité qualifiée, [les] infirmer».

«L'institutionnalisation des relations commerciales internationales dans une véritable organisation mondiale du commerce (OMC)». Le mémorandum souligne que «l'existence d'une organisation mondiale du commerce est essentielle pour le bon fonctionnement du système commercial multilatéral (...)». L'OMC sera le cadre institutionnel commun pour la conduite des négociations commerciales entre ses membres. Elle permettra la multilatéralisation réelle des modes de règlement des différends. La rédaction actuelle du projet d'accord final sur l'OMC n'est pas suffisamment ambitieuse et doit donc être renforcée.

Le mémorandum conclut : «La France souhaite que, sur l'ensemble de ces thèmes, la Commission lui fasse des propositions précises. La politique commerciale de la Communauté est un tout. La qualité des instruments de politique commerciale de la Communauté sera un critère d'appréciation important lors de l'examen global, en vue de leur approbation, des résultats du cycle d'Uruguay».

(1) En 1984, la Communauté avait lancé un nouvel instrument de politique commerciale, dont les objectifs étaient de «défendre vigoureusement les intérêts légitimes de la Communauté dans les échanges commerciaux, notamment le GATT, et de faire le nécessaire pour que la Communauté, dans la gestion de sa politique commerciale, agisse avec une rapidité et d'efficacité que ses partenaires commerciaux».

L'illusoire survie du SME

Quatre semaines après le compromis du 2 août, certains s'interrogent. Lorsque les négociateurs de Bruxelles s'étaient vantés d'avoir «préservé le SME», ils avaient en tout cas fait sourire. Le diagnostic le plus commun affirmait alors que l'élargissement des bandes de fluctuation faisait passer l'Europe d'un système de taux de change fixes mais ajustables - le SME - à un quasi-système de taux de change flottants. C'était la fin de la stabilité monétaire, la disparition des contraintes de discipline au sein de la Communauté et celle des mécanismes de solidarité. Chaque pays retrouvait, de fait, sa liberté en matière de taux de change et de taux d'intérêt. Le SME était mort.

Un mois après, qu'en est-il ? Avec le maintien en l'état de la grille des parités, des mécanismes d'intervention et la poursuite affichée des objectifs de convergence, l'«ossature» du système a été conservée. A la différence de ce qui s'était passé après les crises de septembre et de janvier, il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de véritable dévaluation compétitive. Août a même été marqué par une grande stabilité entre les monnaies européennes. Les variations par rapport aux parités d'avant la crise ont été très modestes - des dévaluations de 3 % (pour le franc français) à 7 % environ (pour la couronne danoise) vis-à-vis du deutschemark. Les grands pays ont tous maintenu, en paroles au moins, leurs engagements en faveur d'un régime de change flottant à long terme devant contribuer à la convergence des différentes économies.

Comme avant le 2 août, les principales monnaies de l'ex-mécanisme de change du SME continuèrent à s'accrocher au deutschemark, devise autour de laquelle un serpent s'est reconstitué, avec le florin néerlandais, le franc belge, la couronne danoise et le franc français. La devise française a ainsi, semble-t-il, retrouvé une nouvelle fourchette de fluctuation, le DM variant entre 3,45 F et 3,55 F, alors qu'en vertu du compromis de Bruxelles, le DM peut naviguer entre 2,88 F et 3,89 F.

D'une manière toute symbolique, après comme avant le 2 août, l'Europe économique et monétaire continue ainsi à scruter les moindres faits et gestes de la Bundesbank, à rechercher dans les propos de ses dirigeants les signes d'un prochain assouplissement de la politique monétaire allemande. Après la déception du 26 août - le conseil de la «Buba» a décidé, ce jour-là, de ne baisser aucun de ses taux d'intervention - elle est déjà dans l'attente de la réunion du 9 septembre ! La politique des petits pas menée par les autres banques centrales - la Banque de France notamment - a permis de ramener le taux d'intérêt à court terme pratiquement à leur niveau d'avant la crise. Bref, une grave crise des changes, un psychodrame européen ravivant les blessures franco-allemandes et franco-françaises, que les spéculateurs anglosaxons et un compromis labo-

rieux, tout cela n'aurait donc servi à rien ? Voire. Quelques signes rappellent, en France notamment, qu'avec la «mise en congé» du SME les choses ont en fait aujourd'hui bien différentes de celles d'avant l'été. Tout d'abord, les caisses de la Banque de France sont vides. Ses comptes révèlent même une situation négative, ce qui signifie que l'institut d'émission a dû emprunter massivement pour défendre le franc - notamment auprès de la «Buba». La Banque de France aurait mobilisé en juin-juillet au total quelque 330 milliards de francs ! Elle a aujourd'hui bien du mal à reconstituer ses réserves, les «spéculateurs» cherchant à réaliser leurs gains aux meilleures conditions. Le coût de la défense du franc au mois de juillet, encore difficile à évaluer, pourra atteindre près de 10 milliards.

Le retour du risque de change Un pays peut-il vivre sans réserves de change ? Après la crise du franc de septembre 1992, les autorités monétaires françaises s'étaient réjouies de la rapidité avec laquelle celles-ci avaient pu être reconstituées - à l'époque, la Banque encaissait un bénéfice aux dépens des spéculateurs. Elles n'avaient pas manqué d'en informer presque au jour le jour les marchés, avec quelques cocoricos au passage. Aujourd'hui, ces mêmes autorités, beaucoup plus discrètes, expliquent qu'en régime de change flottant les réserves n'ont plus guère d'importance et que, comme d'autres pays - l'Italie et la Grande-Bretagne à l'époque, - la France peut vivre plusieurs mois sans réserves.

Pour les entreprises, ensuite, l'élargissement des marges de fluctuation des devises européennes crée une situation nouvelle. Depuis plus de cinq ans, elles s'étaient habituées à une quasi-stabilité des taux de change en Europe. Elles vont redécouvrir le risque de change sur le dollar ou sur le yen. Avec le risque, elles vont aussi se trouver confrontées à la nécessité de se couvrir. Ce sont là de nouveaux coûts, mais surtout une incertitude supplémentaire peu favorable aux initiatives, et en définitive à la croissance et à l'emploi.

Pourtant, un autre signe du changement révèle un certain optimisme chez les gestionnaires internationaux vis-à-vis de l'Europe : alors que le nombre des chômeurs continue à augmenter, les marchés financiers européens, ceux des actions comme ceux des obligations, vivent depuis un mois une euphorie spectaculaire. Les Bourses - celle de Paris notamment - pulvérisent régulièrement de nouveaux records d'altitude. Avec la montée des obligations, les taux d'intérêt sur les titres à revenus fixes sont en baisse sensible, tant à Paris qu'à Bruxelles et à Copenhague. Edouard Balladur n'avait pas tort de souligner, lors de sa conférence de presse de «rentrée», que les taux (nominiaux) à long terme (à

deux ans et plus) étaient désormais en France à des niveaux très bas. Cet engouement sur les titres européens des opérateurs financiers - notamment des fameux «spéculateurs anglo-saxons» coupables, selon François Mitterrand et Edouard Balladur, d'avoir cassé le SME - a une explication simple : tous ces «spéculateurs» sont convaincus que les pays en récession vont profiter de leur liberté retrouvée pour réduire rapidement le loyer de l'argent et redonner ainsi de l'oxygène à leurs économies nationales.

S'ils devaient être déçus, cela pourrait avoir de graves conséquences. Four l'instant, le premier mois de flottement quasi-généralisé des monnaies européennes semble démontrer une chose. Un seul acteur a montré son intention d'utiliser pleinement la liberté retrouvée : la Bundesbank. Les autorités monétaires des autres pays continuent à vouloir lier leurs monnaies au mark et leurs taux d'intérêt au Lombard - l'un des taux directeurs de la «Buba» - et cela alors même qu'ils se trouvent confrontés à des conjonctures économiques bien différentes.

Y ayant activement contribué, la «Buba» s'est largement réjouie de la crise de fin juillet et du compromis du 2 août. Hans Tietmeyer, le président désigné de la Banque - il doit succéder à Helmut Schlesinger le 1<sup>er</sup> octobre - a confirmé, lors des négociations de Bruxelles, qu'il ne serait pas un président plus européen que son prédécesseur. La mission - constitutionnelle - de la «Buba» n'est pas de construire l'Europe, elle est de défendre la stabilité monétaire, c'est-à-dire de lutter contre l'inflation et de protéger le deutschemark.

M. Balladur et l'art des inflexions Lorsqu'un lendemain du compromis de Bruxelles, le grand quotidien populaire Bild Zeitung (daté du 3 août) titrait sur trois colonnes à la une : «Hourra ! le mark est sauvé», avec en surtitre, «L'écu est mort hier», il traduisait sans doute un sentiment largement partagé à Francfort, au siège de la «Buba». Le même jour, Helmut Schlesinger faisait ostensiblement état de sa satisfaction devant la presse à Paris sur le fait de n'avoir plus à défendre les monnaies faibles de l'Europe. Un peu plus tard, la «Buba» confirmait, dans une analyse sur la crise publiée dans sa revue mensuelle d'août, que, désormais, elle n'aurait plus à tenir compte de critères externes dans la définition de sa propre politique monétaire. Elle suggère d'ailleurs aux autorités monétaires des autres pays européens de reprendre, elles aussi, leur liberté.

Paradoxalement, préoccupées de sauver Maastricht et d'éviter une dévaluation de la Banque de Belgique qui chuter le franc belge. En annonçant devant des journalistes qu'il n'interviendrait pas sur les marchés monétaires pour soutenir le franc belge, François Verplaetse, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, a fait chuter la devise belge, mercredi 1<sup>er</sup> septembre. La publication de cette déclaration a aussitôt entraîné une nouvelle aggravation de la dépréciation de cette monnaie, qui était cotée à 21,65 francs belges pour 1 mark à la mi-journée, contre 21,33 la veille.

course à la dévaluation compétitive, celles-ci ont jusqu'à présent refusé d'utiliser cette liberté retrouvée. Les pressions en faveur d'un relâchement de la politique monétaire se font cependant de plus en plus fortes dans ces pays en récession menacés d'ailleurs par la déflation que par l'inflation. Après les Prix Nobel américains d'économie, ce sont quatre professeurs de l'université flamande de Louvain qui ont lancé, le 25 août, un appel dans ce sens. Une concertation entre les pays concernés permettrait, selon eux, d'éviter la guerre redoutée.

En France, Edouard Balladur n'est peut-être pas aussi insensible qu'on a bien voulu le croire à ces appels. C'est en tout cas ce que les marchés ont retenu de ses propos récents. La poursuite de la baisse prudente des taux d'intérêt menée par la Banque de France depuis un mois va ainsi bientôt se heurter à un seuil intéressant. Alors qu'à Paris a déjà des taux d'intérêt à long terme nominaux (à deux ans et plus) inférieurs aux taux allemands, la France pourra-t-elle avoir sur les échéances plus courtes des taux inférieurs à ceux en vigueur outre-Rhin ? Les deux expériences passées ne furent pas concluantes. M. Balladur prendra-t-il le risque ?

Le problème, pour lui, n'est pas seulement économique, il est aussi politique. Après avoir dû accepter un éclatement du SME et une mini-dévaluation - de facto - du franc, est-il prêt à baisser avec quelque volontarisme les taux à court terme, à endosser la stratégie monétaire de certains de ses «amis» politiques - Alain Madelin ou Philippe Séguin, cette «autre politique» à laquelle il s'était déclaré jusqu'à présent opposé. Le premier ministre, qui a fort bien géré l'impact de la crise monétaire dans l'opinion, a aussi démontré qu'il savait infléchir sa politique sans donner l'impression de se dédire. Il en a une occasion supplémentaire.

ERIK IZRAELEWICZ

**EDC**  
SECONDE SESSION  
**CONCOURS D'ENTRÉE**  
EN 1<sup>re</sup> ET 2<sup>de</sup> ANNÉES  
**10 ET 11 SEPTEMBRE 1993**  
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AU 47 73 63 41  
UN DIPLOME BAC + 4  
VISÉ PAR L'ÉDUCATION NATIONALE  
DONNANT L'ÉQUIVALENCE DE LA MAÎTRISE  
ET L'ACCÈS AUX DEA ET DES  
PLUS DE 10 000 NOUVEAUX ÉLÈVES  
L'ÉCOLE DES ENTREPRISES  
POUR EN SAVOIR PLUS : 3615 EDC  
ÉCOLES DES CADRES  
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1  
92400 COURBEVOIE  
TEL : (1) 47 73 63 41 - MINTEL : 3615 EDC  
MÉTRO : PARIS - LA DÉFENSE ESPLANADE  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

La Grand Maître de la Grande Loge de France et le Conseil Fédéral ont le tristesse de faire part du décès de l'Éminent Éternel du Très Respectable Père

Albert MONOSSOHN, Grand Maître honoraire de la G.L.L.D.F.F.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 3 septembre 1993, à 9 h 15, en la chapelle funéraire de Bagneux, porte de la Chapelle, où les honneurs maçonniques seront rendus.

«Gémissons, Gémissons, Gémissons, mais Espérons»

Mario-Dominique Monossou, son épouse, M. Boris Tchekinsky, sa famille, et ses amis, font part avec douleur du décès, le 31 août 1993, de

Albert MONOSSOHN, avocat à la Cour

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le vendredi 3 septembre, à 9 h 15.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière.

— Dans l'annonce du décès de M. François-Xavier BOUCHARD, parue le 2 septembre 1993, l'année des décès est erronée, il s'agit de 1994.

L'Association ACC, 35, rue Joffroy d'Abbeville, 75017 Paris

Remerciements

— Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), Paris (Seine)

M. Sylvie Assire, M. Stéphane Assire, ses enfants, ainsi que tous les membres de la famille, profondément touchés de la venue, que vous leur avez témoignée lors du décès de

M. Pierre ASSIRE, vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

PPD No. 16230 Bona-Guillaume TEL : 33-60-55-26

— M. et M<sup>me</sup> David Amar, M. Remy Edery, M. et M<sup>me</sup> Daniel Amar, M. et M<sup>me</sup> Paul Enchevres, M. et M<sup>me</sup> José Boeche, M. John David Cohen, M<sup>me</sup> Fortune Chourau, remercient très sincèrement les parents et amis des marques d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de leur chère et regrettée

Annie-Christine EDERY-AMAR

Les proches du mois auront leur dimanche 5 septembre 1993, à 19 heures, à la synagogue Chasselant-Laubert, Paris-15<sup>e</sup>, et jusqu'à 10 heures au cimetière de Vernier.

Anniversaires

— Il y a un an, le 5 septembre 1992, meurt

M. Henri BOURDELAU, née Raymond Jeanne Fiecht, nous quitte

Que tous ceux qui l'ont connu soient associés à son souvenir dans mon prière.

M. Henri BOURDELAU, qui nous a quittés le 30 septembre 1992

Leur fille Denise Mongredien

— Faite dixième anniversaire mort de

Pierre JOIN-LAMBERT, conseiller d'État

le 3 septembre 1993.

ceux qui l'ont connu estime, et surtout pour lui une pensée de

M. P. J. L., 16, rue Morébeau, 75016 Paris M. et M<sup>me</sup> C. L., 13, rue de Provins, 75005 Paris M. et M<sup>me</sup> J. L., 312, rue Leconte, 75015 Paris

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C<sup>o</sup> 43-20-74-52 MINITEL par le 11



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Avant l'examen de la loi quinquennale sur l'emploi

## M. Giraud demande « des efforts » aux partenaires sociaux

Quelques jours avant la réunion, prévue le 6 septembre, entre Édouard Balladur et les partenaires sociaux autour de l'avant-projet de loi quinquennale sur l'emploi, Michel Giraud, ministre du Travail, s'efforce à la fois de rassurer ses interlocuteurs syndicaux et d'éviter de placer le gouvernement dans une position trop défensive.

Alors que les centrales syndicales entendent profiter de l'occasion pour exprimer une nouvelle fois les vives critiques que leur inspire l'avant-projet de loi, M. Giraud a assuré, mercredi 1<sup>er</sup> septembre au micro de France-Inter, que cette rencontre «devrait permettre de faire évoluer le texte sur un certain nombre de points», sans pour autant préciser dans quels domaines des modifications pourraient intervenir. Le ministre — qui

s'est déclaré «prêt» à soumettre le projet de loi au Parlement lors d'une éventuelle session extraordinaire qui débuterait le 27 ou 28 septembre — juge toutefois nécessaires «des efforts d'adaptation de la part des syndicats et du patronat». «Éliminons le terme, l'hypothèse de cadeaux. Je souhaiterais que l'on retienne celui d'efforts», a poursuivi M. Giraud, visiblement soucieux de répondre par avance aux critiques syndicales portant sur l'absence de contreparties réclamées aux entreprises en matière d'emploi.

Toutefois, la confirmation, par le ministre du travail de la prochaine parution, après une large concertation, d'un décret élargissant les possibilités d'aménagement du temps de travail dans certains secteurs n'est sans doute pas de

nature à satisfaire les syndicats. Ce décret, qui ne concernera ni les transports ni l'agriculture, aboutit à faire revenir dans le droit commun plusieurs professions — banques, assurances, commerces — où le deuxième jour de repos hebdomadaire devait obligatoirement être soit le samedi soit le lundi.

Reçu mercredi par M. Giraud, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, n'a pas caché son mécontentement. Le premier ministre «nous condamne à une

position de contestation permanente», a-t-il affirmé. «Un jour ou l'autre, nous provoquerons la réaction», a ajouté le leader de FO qui exige des garanties en échange des exonérations de charges accordées aux entreprises et demande que la formation professionnelle soit «dissociée» de l'ensemble du texte. Sur ce dernier point, M. Giraud n'a pas répondu affirmativement, a indiqué M. Blondel.

JEAN-MICHEL NORMAND

La déclaration préalable à l'embauche est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> septembre. — La déclaration préalable à l'embauche des salariés par l'employeur, formalité destinée à lutter contre le travail clandestin, est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Aucun salarié ne pourra être recruté sans avoir auparavant été enregistré auprès de l'URSSAF, organisme chargé de percevoir les

cotisations de Sécurité sociale. Cette mesure vise à faciliter le contrôle des inspecteurs du travail, qui pourront se référer à un document infalsifiable et non plus uniquement au registre tenu par l'employeur.

Début du boycottage du port de Marseille. — La première journée de l'appel du Conseil national des usagers des transports (CNUUT) à boycotter le port de Marseille en raison de son «mauvais fonctionnement», dû aux conflits sociaux à répétition, a été marquée, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, par le départ d'un consortium international représentant 20 % du trafic conteneurs de Fos. La Compagnie générale maritime (CGM), qui compose le consortium Tonnage Sharing Agreement (TSA) avec le néerlandais Nedlloyd et le malaisien MISC, a ainsi annoncé un départ collectif pour un semestre à destination du port italien de La Spezia, «en raison des conditions de travail déplorablement à Fos».

## FINANCES

Avant le lancement des premières privatisations

## Le CBV a examiné les conditions d'entrée des actionnaires stables

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a examiné dans sa séance du mercredi 1<sup>er</sup> septembre les conditions d'entrée dans le groupe des actionnaires stables de la BNP et de Rhône-Poulenc qui seront très prochainement privatisés. Des cahiers des charges vont lier l'Etat et les groupes d'actionnaires stables et ont été soumis au CBV par le ministre des finances afin qu'ils échappent à la qualification d'action de concert. Elle pourrait trouver son origine dans la clause d'inaliénabilité totale puis partielle des titres détenus par les actionnaires stables.

Pour la BNP, les actions devaient être conservées pendant au moins deux ans, voire cinq. Dans un premier temps, les membres du groupe d'actionnaires devront garder la totalité des titres acquis lors de la procédure de gré à gré pendant trois mois. Les vingt et un mois suivants, ils seront tenus de conserver au moins

80 % de leurs titres. A l'issue de ces deux années, ils seront théoriquement libérés de leurs obligations. Mais l'Etat conservera un droit de préemption vis-à-vis des membres du groupe d'actionnaires pour une durée supplémentaire de trois ans.

Ce délai d'inaliénabilité, plus important que celui constaté lors des précédentes privatisations — deux ans — est en partie justifié par l'importance de la banque et devant être inférieur pour les autres privatisations. Ainsi, dans le cas de Rhône-Poulenc, la première étape devrait être de trois mois, mais la période suivante serait ramenée de vingt et un à quinze mois. Au terme de la séance, le Conseil a estimé que la procédure adoptée par l'Etat pour les privatisations ne relevait pas de l'action de concert, introduite dans le droit boursier par la loi du 2 août 1989.

F. Bn.

## Nouveau record d'activité sur le MONEP

Le marché des options négociables de Paris (MONEP) a enregistré au mois d'août un nouveau record d'activité mensuel avec 678 956 contrats négociés (dont 449 709 options d'achat et 229 257 options de vente) pour un montant de près de 3 milliards de francs. Le précédent record d'activité remontait au mois de septembre 1992 avec 674 675 lots échangés.

Les options longues sur indices (PX1) ont, avec 249 304 lots échangés au cours du mois d'août et plus

de 1 milliard de francs de primes, largement battu leurs précédents records d'activité, qui avaient été établis au mois de juillet avec 147 632 contrats et, en mars, avec 841,7 millions de francs de primes. Sur les huit premiers mois de l'année, le volume d'activité cumulé atteint 4 416 252 contrats et 16,8 milliards de francs de primes. Ces chiffres s'inscrivent respectivement en hausse de 13,9 % et de 4,4 % par rapport à ceux enregistrés sur les huit premiers mois de l'année 1992.

Préférant recourir au chômage partiel et à une réduction des salaires

## La direction des chantiers Bénéteau suspend 150 licenciements

Plutôt que de procéder à 150 suppressions d'emplois, les chantiers Bénéteau (navigation de plaisance), à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée), vont recourir à des formules de chômage partiel et de réduction des salaires. «Compte tenu des déclarations et propositions contradictoires des représentants syndicaux», la direction a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à l'issue d'une réunion du comité d'entre-

prise, son intention de revenir au plan d'économies qu'elle avait initialement proposé, mais que la CGT et la CFDT avaient contesté. Engagée en juillet, la procédure visant à supprimer 150 emplois a été annulée. Les mesures de chômage partiel interviendront alors que les quelque 100 salariés touchés par cette mesure subiront une réduction de salaire.

Le Monde ÉDITIONS

Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1993) sous la direction d'Alain Gélédan

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ELF: COMPTES CONSOLIDÉS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1993

MBA STABLE: 32,1 MILLIARDS DE FRANCS

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT DÉPRÉCIATION EXCEPTIONNELLE: -24 %

Le résultat net consolidé du Groupe ELF s'élève à 1,4 milliard de francs pour le premier semestre 1993 contre 3,3 milliards de francs pour la même période de 1992.

Ce résultat tient compte de différents éléments:

- la constatation de dépréciations exceptionnelles sur certains actifs pétroliers pour 2.300 millions de francs;
- une plus-value nette de 375 millions de francs, résultant de la réduction de la participation de la SNEA dans ELF SANOFI de 61 à 52 %, suite à l'acquisition d'YVES SAINT LAURENT;
- un effet positif global de 333 millions de francs relatif à deux changements de méthode comptable.

Le résultat net par action passe ainsi de 13 francs au 30 juin 1992 à 5,3 francs au 30 juin 1993. Avant dépréciations et effet des changements de méthode, le résultat net par action est de 10,0 francs. L'effet des changements de méthode est de 1,3 francs/action.

(en millions de francs)	Premier semestre 1993	Premier semestre 1992	Année 1992
Chiffre d'affaires	102 674	98 860	200 563
MBA	12 116	12 566	23 981
Résultat opérationnel	3 688	7 910	11 999
• Exploration - Production	1 638	5 065	7 573
• Raffinage Distribution-Commerce International et Transports Maritimes	782	580	896
• Chimie	176	1306	1 567
• Santé	1 088	916	1 928
• Éliminations	4	43	35
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	190	128	788
Cotisations opérationnelles et autres charges	(681)	(654)	(1 782)
Différences de change	97	116	376
Charges et produits financiers nets	(488)	(172)	(606)
Impôts sur les bénéfices	(2 048)	(3 511)	(3 636)
Intérêts minoritaires	277	(477)	(962)
Résultat net avant effet cumulé au 1.1.93 des changements de méthode	1 033	3 340	6 177
Effet cumulé au 1.1.93 des changements de méthode	333		
Résultat net consolidé	1 366	3 340	6 177
Résultat net par action avant changements de méthode (en francs)	4,0	13,0	24,4
Résultat net consolidé par action (en francs)	5,3	13,0	24,4

Le résultat opérationnel au 30 juin 1993 est de 3.688 millions de francs. Hors dépréciations exceptionnelles d'actifs pétroliers, son recul est de 24 % par rapport au 30 juin 1992.

### EXPLORATION - PRODUCTION

Le léger accroissement des quantités commercialisées (dû à l'huile, les volumes de gaz ayant baissé de 3 %) n'a pas permis de compenser la chute des prix, aussi bien du brut (cours du Brent en francs en repli de 3,5 %), que du gaz en Europe (baisse du prix moyen unitaire de 13 %). Avant éléments exceptionnels, la baisse du résultat opérationnel est donc de 22 %.

Au regard de l'environnement pétrolier et des perspectives de rentabilité à court terme de certains actifs miniers, ELF a été conduit à constater des dépréciations exceptionnelles d'un montant brut de 2.300 millions de francs. Cette écriture, qui est sans conséquence sur les volumes des productions à venir, a un effet sur le résultat net du Groupe de 1.533 millions de francs.

RAFFINAGE - DISTRIBUTION, COMMERCE INTERNATIONAL ET TRANSPORTS MARITIMES

Les quantités commercialisées ont augmenté de 19 % en raison d'acquisitions en Allemagne (Minol) et en Afrique. À périmètre constant, les ventes ont régressé de 6 % en raison de la douceur de l'hiver, notamment en France. Le résultat opérationnel de l'ensemble raffinage, distribution, commerce international et transports maritimes, progressé de 35 %, passant de 580 millions de francs à 782 millions de francs entre le 30 juin 1992 et le 30 juin 1993.

CHIMIE

Malgré la dégradation de l'environnement de la chimie mondiale au 1<sup>er</sup> semestre 1993 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1992, la chimie du Groupe a maintenu un volume d'activité soutenu, son chiffre d'affaires se repliant de seulement 6 %.

Malgré le maintien d'un effort rigoureux de gestion, l'écrasement des marges a provoqué une baisse importante du résultat opérationnel qui passe de 1.306 millions de francs à 1.033 millions de francs entre le 30 juin 1992 et le 30 juin 1993, le premier semestre 1993 s'inscrivant de ce fait dans la lignée du deuxième semestre 1992.

### SANTÉ

Le premier semestre 1993 a également été marqué par l'acquisition d'YVES SAINT LAURENT qui place ELF SANOFI au troisième rang mondial des parfums et produits de beauté de luxe. Cette opération prend effet au 30 juin 1993.

Avant éléments exceptionnels, le résultat opérationnel de la branche santé est de 713 millions de francs au premier semestre 1993, en retrait de 22 % par rapport à celui de 916 millions de francs du premier semestre 1992. Compte tenu des éléments exceptionnels enregistrés au niveau du Groupe, le résultat opérationnel de la branche est de 1.088 millions de francs.

La bonne performance des sociétés en équivalences permet de compenser ce recul.

### EXPLORATION ET INVESTISSEMENTS

L'effort d'exploration est en baisse sensible passant de 1.919 millions de francs au premier semestre 1992 à 1.713 millions de francs au premier semestre 1993. Cette baisse est la conséquence, d'une part de la décision de réduire le budget 1993 de l'exploration, d'autre part de décalages de travaux observés notamment pour la Russie.

Le montant des investissements reste élevé particulièrement en exploration-production où le rythme des développements de champs est soutenu aussi bien en Afrique qu'en Mer du Nord.

### FINANCEMENT ET ENDETTEMENT

Dans cet environnement difficile, la capacité d'auto-financement du Groupe reste cependant quasiment intacte avec une marge brute d'auto-financement de 12.116 millions de francs au 30 juin 1993 contre 12.566 millions de francs au 30 juin 1992, soit une baisse de 4 % seulement.

Les investissements ont été financés pour l'essentiel par émission d'actions de préférence pour 2.498 millions de francs. Le ratio d'endettement au 30 juin 1993 est de 37 %; il était de 31,6 % au 30 juin 1992 et de 39,3 % au 31 décembre 1992.

Le 4 août 1993, Monsieur Philippe JAFFRE a été nommé Président Directeur Général d'ELF AQUITAINE.

Pour toute information sur la société MINITEL 36.16 CLIFF



## LOGEMENT

En injectant 3 milliards de francs supplémentaires

## Le gouvernement relance l'accession sociale à la propriété

Un accord, intervenu le 1<sup>er</sup> septembre, permettra d'affecter une somme comprise entre 2 et 3 milliards de francs à l'effort pour l'accession sociale à la propriété dans le cadre du plan d'action gouvernemental en faveur du logement. Cette convention, conclue entre le ministre du logement, Hervé de Charette, et les membres de la commission paritaire nationale des emplois du 1<sup>er</sup> logement, vient en renfort de la possibilité de transférer, en déduction des plus-values des sciv monétaires vers le secteur immobilier et de la hausse du nombre des prêts à l'accession à la propriété (PAP).

Par ailleurs, cette contribution débloquée sur les fonds de trésorerie des comités interprofessionnels du logement (CIL), organismes collecteurs du 1<sup>er</sup> logement auprès des entreprises de plus de dix salariés, viendra s'ajouter aux 12 milliards dont ils bénéficient.

Le dispositif mis en place prévoit une augmentation du montant moyen des prêts accordés par les CIL et un assouplissement de la réglementation applicable. A titre d'exemple, pour des salariés éligibles à des PAP ou à des PAS et habitant en zone urbaine, les CIL pourront octroyer des prêts d'un montant de 110 000 francs alors que, durant l'année 1992, la

somme moyenne allouée ne dépassait pas 55 000 francs. En outre, ces personnes pourront disposer d'un complément de prêt à hauteur de 50 000 francs ou bénéficier d'une prime de 25 000 francs non remboursable pour la constitution de leur apport personnel. Ce dernier, fixé par la convention à 10 % de la valeur totale du logement, pourra ainsi être abaissé d'un tiers. Enfin, selon les services du ministère du logement, le coût de ces prêts devrait diminuer de 5 à 15 % en raison de la suppression de la quotité maximale applicable aux PAP et de la fixation d'un taux inférieur à 2,5 % sur une durée de quinze ans.

Qualifiant globalement cet accord de positif, les syndicats signataires (CFDT, CFTE, FO, CGC) n'ont pas caché leurs craintes concernant la disparité des traitements en fonction des CIL (une péréquation pouvant y remédier, selon la CFDT) et le sort réservé aux jeunes salariés désirant accéder à la propriété, en raison du seuil d'apport prévu par le texte. Ils ont réaffirmé la nécessité de garantir la solvabilité des emprunteurs afin d'éviter les emplacements rencontrés durant la décennie précédente.

A partir de sa filiale de Saint-Petersbourg

## Le Crédit lyonnais va opérer en Russie sur le marché des changes

La Banque centrale de Russie a autorisé le Crédit lyonnais à opérer sur le marché des changes, permettant ainsi à la banque française de devenir le premier opérateur étranger sur le marché des devises en Russie. La filiale du Crédit lyonnais va devenir membre du St-Petersburg Interbank Currency Exchange (SPICEX). Le SPICEX, de taille modeste, est une émanation du Moscow Interbank Currency Exchange (MICEX). Son volume quotidien d'affaires est de l'ordre de 5 à 9 millions de dollars, contre 60 à 80 millions pour le MICEX.

L'entrée des banques étrangères sur le marché des changes russe devrait permettre à celui-ci de s'étoffer, mais la prudence reste de mise en l'absence d'un système de règlement centralisé et de tout marché interbancaire. Les banques étrangères sont également sous la menace d'une réforme de la législation à laquelle le président Boris Eltsine a opposé son veto. Le texte de loi projeté d'appliquer aux banques étrangères des règles de fonctionnement d'extraterritorialité et prévoit de reconsidérer les licences déjà accordées au Crédit lyonnais, à la Société générale, à la Banque nationale de Paris associée à la Dresdner Bank AG, à la Bank Austria et à la Banque de Chine.

## Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

### appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt  
3 P, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> P, d. l., 1<sup>er</sup> sur jardin, état. Rénov. par M. Marcadet.  
1 300 000 - 43-20-77-47

### 14<sup>e</sup> arrdt

3 P., rue Bayard-Saint. Sur. bel. immeuble. P. d. l. à rénover.  
530 000 P. - 43-20-77-47

### 16<sup>e</sup> arrdt

Ensemble 75 m<sup>2</sup> 1 800 000 F.

Inter. p. du C. A. P. 11 confort.

M. MARCADET 42-51-51-51

### 18<sup>e</sup> arrdt

M. J. Joffin, 3 pièces, cuisine, séjour, 2 chambres + 2 mezzanines 550 000 F.

M. MARCADET 42-51-51-51

### appartements achats

IMMO MARCADET, professeur FNAAL, recherche acquiescement par. surfaces min. à rénover. Tél. : 42-51-51-51  
Fax 42-51-51-51

### maisons de campagne

Dans les Deux-Sèvres, à 23 km de Niort à 18 km de Fontenay-le-Comte, à 100 km de la mer, sur un terrain de 500 m<sup>2</sup>, une maison de 100 m<sup>2</sup> de 1920, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

ARRONDISSEMENT, CONTACTER DANIEL RAZE

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

### terrains

KAUFMAN & BROAD

### PROMOTEUR CONSTRUCTEUR DES TERRAINS DANS PARIS

12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

ARRONDISSEMENT, CONTACTER DANIEL RAZE

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-15-15

49-00-1



# ÉCONOMIE

## La déconfiture de Sud-Marine incombe à ses dirigeants

Bourses de valeurs dans la séance du mardi 2 septembre. Les conditions de la déconfiture de Sud-Marine, la filiale de la BNP et de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la région de la Seine-Saint-Denis, ont été examinées par le conseil d'administration de la BNP. Les dirigeants de la filiale ont été accusés de ne pas avoir fait tout ce qu'il fallait pour éviter la déconfiture. Les conditions de la déconfiture ont été examinées par le conseil d'administration de la BNP. Les dirigeants de la filiale ont été accusés de ne pas avoir fait tout ce qu'il fallait pour éviter la déconfiture.

## Le recyclage des emballages est menacé de faillite en Allemagne

FRANCFORT. L'été a vu fleurir, devant les maisons et les immeubles d'Allemagne, de nouvelles poubelles à couvercle jaune vif. Les ménages doivent y jeter les emballages marqués d'un «point vert», normalisés par le Dual System Deutschland (DSD). Ces récipients s'ajoutent aux contenants qui, depuis plusieurs années, recueillent déjà les vieux papiers et le verre (trois compartiments séparés selon les couleurs). Ce qui soulève d'autant la poubelle sous l'œil, qui ne reçoit plus qu'un volume réduit d'ordures ménagères.

## Le Crédit lyonnais va opérer en Russie

La Banque centrale de Russie, autorisée le Crédit lyonnais à ouvrir un bureau à Moscou, a permis au Crédit lyonnais d'opérer en Russie. Le Crédit lyonnais va opérer en Russie. La Banque centrale de Russie, autorisée le Crédit lyonnais à ouvrir un bureau à Moscou, a permis au Crédit lyonnais d'opérer en Russie.

## Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités

Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités.

## Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités

Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités.

## Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités

Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités.

## ÉTRANGER

Victime de son propre succès

## Le recyclage des emballages est menacé de faillite en Allemagne

FRANCFORT. L'été a vu fleurir, devant les maisons et les immeubles d'Allemagne, de nouvelles poubelles à couvercle jaune vif. Les ménages doivent y jeter les emballages marqués d'un «point vert», normalisés par le Dual System Deutschland (DSD). Ces récipients s'ajoutent aux contenants qui, depuis plusieurs années, recueillent déjà les vieux papiers et le verre (trois compartiments séparés selon les couleurs). Ce qui soulève d'autant la poubelle sous l'œil, qui ne reçoit plus qu'un volume réduit d'ordures ménagères.

Ce travail de tri, les consommateurs allemands l'ont accepté de bonne grâce en vertu de leur souci bien connu pour l'environnement. Les industriels ont approuvé le fameux «point vert» sur 90 % des produits. En avril, les responsables s'attendaient à enlever 500 000 tonnes d'emballages à recycler. Or les poubelles au toit jaune en contiennent finalement 350 000 tonnes ! Ce succès, mal anticipé, a pour conséquence... de menacer le système de faillite.

AFIN de prouver que l'environnement pouvait aussi être organisé sur le mode de l'économie de marché, le système a été entièrement pris en charge par l'entreprise privée. Une société anonyme, DSD GmbH, a été créée, qui autorise les industriels à apposer le «point vert» sur leurs emballages, à

En ex-RDA

## La Treubhand accuse Elf de bloquer la privatisation d'un concurrent

L'office public des privatisations dans l'ex-RDA, la Treubhandanstalt, a accusé le 1<sup>er</sup> septembre Elf Aquitaine de faire pression pour empêcher la vente d'un concurrent potentiel dans l'ex-RDA à des investisseurs russes. «Elf utilise actuellement toute une série de moyens pour nous contraindre à renoncer à privatiser la société allemande Addinol Mineralöl GmbH», a déclaré un des directeurs de la Treubhand, Ludwig Trusenker, à l'AFP. «Elf est allé ces derniers temps jusqu'à faire jouer des appuis politiques à Moscou afin de tenter de faire capoter le projet de vente», a-t-il ajouté, avant d'appeler la firme française à mettre rapidement un terme à sa stratégie de blocage.

Au mois de juin, la Treubhand a conclu un pré-accord en vue de la vente d'Addinol, le plus grand producteur d'huile de moteurs et de lubrifiants de l'ex-RDA, à un groupe pétrolier russe, Bachurski, propriété de la République autonome de Bachkirie. Le contrat doit être conclu dans les prochains mois. Elf, qui a acheté l'an dernier deux des plus grandes raffineries de l'ex-RDA, à Leuna et à Zeitz, et qui envisage d'en construire une nouvelle, a catégoriquement démenti ces accusations. Il affirme ne bloquer en rien la vente d'Addinol.

ÉRIC LE BOUCHER

## INDUSTRIE

Selon Gérard Longuet

## La déconfiture de Sud-Marine incombe à ses dirigeants

Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, s'est exprimé sur le dépôt de bilan inéluctable de Sud-Marine. Il a estimé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, que la «vocation» de son ministère «n'est pas d'assurer le chiffre d'affaires d'entreprises mal gérées», répondant ainsi au PDG de Sud-Marine, Guy Larue, qui accusait le ministère de l'avoir «lâché».

«Si nous soutenons trop une entreprise, nous la faisons au détriment d'entreprises françaises qui sont techniquement et commercialement plus compétitives, a estimé le ministre. Il y a plusieurs mois que Sud-Marine aurait dû adapter ses effectifs à son carnet de commandes. Le président de la société n'a pas senti qu'il devait le faire : c'est son problème.» «J'ai la satisfaction de constater que 500 000 heures de travail ont été réalisées par le port de Marseille pour construire une barge, parce que Bouygues Offshore a su être compétitif et a choisi d'appuyer son travail à Marseille», a-t-il conclu.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

## INDICATEURS

### ÉTATS-UNIS

● Croissance économique : 2 % en 1993. - La croissance économique américaine ne devrait pas dépasser 2 % en 1993, selon les dernières prévisions de l'administration. Jusqu'ici, la Maison Blanche tablait sur une croissance de 2,8 %. Pour 1994, l'administration prévoit qu'elle atteindra 3 %, contre 3,3 % dans les précédentes prévisions.

● Consommation : + 0,4 % en juillet. - Les dépenses de consommation ont augmenté de 0,4 % en juillet, alors que les revenus des ménages ont diminué de 0,2 %, en partie à cause des inondations dans le Middle West. Par ailleurs, le chiffre de la progression des dépenses de consommation en juin a été révisé, il est passé de 0,6 % à 0,7 %.

● Indices des directeurs d'achat : - 0,2 % en août. - L'indice des directeurs d'achat aux États-Unis s'est établi à 48,3 % en août contre 49,5 % en juillet. C'est le troisième mois consécutif où l'indice est inférieur à 50 %, ce qui traduit un ralentissement de l'économie manufacturière, tandis qu'un indice supérieur à 44,5 % traduit une amélioration de l'ensemble de l'économie. Depuis le début de l'année, l'indice s'est établi en moyenne à 51,9 %, ce qui - s'il reste à ce niveau pour l'ensemble de 1993 - indiquerait une croissance annuelle de 2,6 %.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 21 octobre 1991 la cour d'appel de DOUAI a confirmé partiellement le jugement à la requête de la FÉDÉRATION DES MUTUELLES DE FRANCE et de l'UNION DES MUTUELLES DU NORD qui condamne la compagnie LLOYD CONTINENTAL au paiement notamment de la somme de 3 000 F ainsi qu'aux dépens et à trois insertions dans la presse en constatant : Que dans un prospectus, la compagnie LLOYD se présente comme une super-mutuelle et que la publicité litigieuse, par la confusion qu'elle crée dans l'esprit du public, est un moyen de détourner la clientèle qu'elle est bien constitutive de concurrence déloyale vis-à-vis des groupements mutualistes.

Fait défense à la société LLOYD CONTINENTAL de poursuivre la publicité reproduisant la mention «Ayez-vous une super-mutuelle qui ne se contente pas de...» sous peine d'une astreinte de 1 000 F par infraction constatée.

Déclare la MUTUELLE NATIONALE DE LA PRESSE, DU LIVRE ET DES INDUSTRIES ANNEXES recevable en son intervention. Condamne la société LLOYD CONTINENTAL à payer à chacun des trois groupements mutualistes la somme symbolique de 10 F à titre de dommages-intérêts.

FÉDÉRATION DES MUTUELLES DE FRANCE ; L'UNION DES MUTUELLES DU NORD ; MUTUELLE NATIONALE DE LA PRESSE, DU LIVRE ET DES INDUSTRIES ANNEXES. Ayant pour avocat M<sup>re</sup> Philippe CHAULET, du Barreau de PARIS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE BNP

Résultats au 30 juin 1993

Le Conseil d'Administration de la BNP, réuni le 25 août sous la présidence de M. Michel PEBEREAU, a pris connaissance des résultats consolidés du premier semestre 1993. Ces résultats confirment qu'en dépit d'une importante progression du résultat d'exploitation, le bénéfice net enregistre la forte baisse dont la perspective avait été rendue publique fin juin.

(Montants en MF)	30 juin 1993	30 juin 1992	Demi-année 1993
Produit net bancaire	22.229	19.485	19.958
Frais de gestion	14.251	13.880	14.051
Résultat d'exploitation	8.978	5.605	5.907
Provisions pour créances	5.824	4.114	4.189
Résultat net d'ensemble	3.154	1.533	1.193
Résultat net par part de groupe	522	1.333	1.084

Le produit net bancaire a connu une évolution contrastée selon les activités. Sur le métier principal de la BNP, la banque de proximité en France, la progression a été modeste du fait d'une véritable stagnation de l'encours des crédits à la clientèle malgré un bon développement des activités de collecte de l'épargne. En revanche, l'activité financière a connu un très fort développement en France comme à l'étranger; de plus, les recettes du réseau international comme celles des filiales françaises ont fortement augmenté. De ce fait, le produit net bancaire a globalement crû de 9 % au niveau du groupe et atteint 21,2 Mds F, niveau sensiblement supérieur à celui espéré en juin.

Les frais de gestion ont évolué en ligne avec les prévisions, de 3,4 % au total. Cela a permis une forte progression (22,7 %) du

résultat d'exploitation après amortissements, en termes consolidés, à 6.878 MF.

Les provisions pour créances et risques généraux sont en augmentation de 41,6 % par rapport au niveau déjà très élevé atteint en 1992. Elles représentent 5.824 MF contre 4.114 MF au premier semestre 1992. Cette progression provient, pour l'essentiel, des besoins résultant des difficultés rencontrées par les entreprises petites et moyennes en France du fait de la détérioration de la situation économique, les risques immobiliers suscitant en outre des provisions supplémentaires : pour la seule BNP S.A., les dotations nettes aux provisions pour risques de clientèle augmentent de plus de 50 %, passant de 2.408 MF à 3.625 MF. Une certaine amélioration est enregistrée dans le réseau international où les provisions diminuent de 21,5 % par rapport à 1992, tout en restant à un niveau élevé (1.382 MF). Les provisions pour risques souverains et assimilés donnent lieu, comme prévu, à une petite dotation (19 MF) alors qu'il avait été procédé à une reprise nette à ce titre de 935 MF au premier semestre 1992 à la suite notamment de la réalisation d'un important programme de cession de créances sur les marchés secondaires.

Après provisions diverses, moins-values sur titres et immobilisations (424 MF) et provisions pour impôt sur les sociétés (503 MF), le résultat net d'ensemble s'établit à 590 MF, en baisse de 61,5 % par rapport au premier semestre 1992 et de 50,5 % par rapport à la demi-année 1992.

Le bénéfice net, part du groupe, est de 522 MF, en baisse de 60,8 % par rapport au premier semestre 1992 et de 51,8 % par rapport à la demi-année 1992.

La BNP va constituer, en application de la réglementation bancaire, un Fonds pour risques bancaires généraux, dans lequel, par souci de prudence, elle va notamment enregistrer, par prélèvement sur les réserves, une dotation tenant compte du risque général lié à la démographie relative des populations active et retraitée de la Banque. Après cette opération, la situation nette comptable part du groupe s'établirait à un peu moins de 37 Mds F au 30 juin 1993.

Le Président a informé le Conseil d'un projet de cession par l'Etat, préalablement à la privatisation de la BNP, de la participation de 49,9 % que l'Etat détient dans le capital de la FINANCIERE BNP, société qui possède 20 % du capital de l'UAP et dont la BNP est déjà actionnaire à 50,1 %. Cette opération a été envisagée en plein accord avec l'UAP et s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et des liens en capital entre les deux entreprises.

Pour réaliser cette opération, il serait procédé à une augmentation de capital par voie d'attribution gratuite de bons de souscription, dont une partie du produit serait utilisée à financer cette acquisition. Cette attribution gratuite de bons de souscription aux actionnaires et aux porteurs de certificats d'investissement est subordonnée à l'autorisation de prochaines assemblées générales des porteurs de certificats d'investissement et des actionnaires.

Les conditions et modalités de ce projet, qui a été approuvé par le Conseil, seront soumises à la Commission de la Privatisation et au Ministre de l'Economie.



**KAUFMAN & BROAD**  
PROMOTEUR  
CONSTRUCTEUR  
RECHERCHE  
DES  
TERREAINS  
PARIS

**IMMOBILIER**

**villas**

**bureaux**

**DOMICILIATIONS**

**automobiles**

40 00 15 15

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 2 septembre 1993 :

### DES DÉCRETS

- N° 93-1029 du 31 août 1993 modifiant le décret n° 91-987 du 26 septembre 1991 portant création à titre expérimental de trois directions régionales et inter-départementales de la santé et de la solidarité;

- N° 93-1034 du 31 août 1993 relatif au sport de haut niveau et aux normes des équipements sportifs;

- N° 93-1035 du 31 août 1993 relatif au contrôle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives.

### DES ARRÊTÉS

- Du 18 août 1993 relatif aux réseaux de familles d'accueil pour toxicomanes gérés par des centres de soins conventionnés spécialisés pour toxicomanes;

- Du 23 avril 1993 portant agrément pour l'élimination des huiles usagées.



## VIE DES ENTREPRISES

Report de la deuxième phase de développement

## Euro Disney cherche des capitaux

Ouvert le 12 avril 1992 avec tambours et trompettes, le parc Euro Disney de Marne-la-Vallée passe un cap difficile. Alors que l'objectif du nombre de visiteurs a été atteint - 11 millions sur un an -, une perte de plus de 2 milliards de francs est attendue pour l'exercice 1992-1993. Ces résultats retardent la deuxième phase des travaux, qui comprend un second parc consacré au cinéma. Prévu pour 1996, ce second parc, d'un investissement de 9 milliards de francs, permettrait pourtant une meilleure rentabilité de l'ensemble.

Lorsque Walt Disney créa le premier parc à thème en 1955, à Anaheim (Californie), il n'avait pas imaginé que près de quarante ans plus tard, la gestion de base de Disney, les représentations des hôtels et les activités de villégiature allaient devenir le cœur de base de Disney. Ils représentent 60 % de son chiffre d'affaires, loin devant la production cinématographique et les franchises sur les produits dérivés. Au moment de l'ouverture des parcs suivants, Disney World (1971) et Epcot (1982), en Floride, Disney n'avait pas soupçonné leur effet d'entraînement. Malgré l'acquisition de vastes terrains, le développement était largement échappé au contrôle de la société. De même, l'ouverture du premier parc à l'étranger, à Tokyo, en 1983, s'est faite sous la forme de la franchise, l'entreprise ne disposant pas à l'époque de moyens financiers suffisants.

d'Ile-de-France, n'atteint pas les 80 % attendus. Le vent de récession qui a soufflé sur l'Europe n'a pas épargné Euro Disney. Selon Philippe Bourguignon, PDG d'Euro Disney, depuis le mois de mars trois raisons expliquent les résultats décevants du parc : « Une montée en croisière plus lente que prévu du marché immobilier qui n'est pas au rendez-vous et un montage financier inadéquat en raison du retournement de conjoncture ».

Sur l'année en cours, l'endettement d'Euro Disney a grimpé de 18,5 à 21 milliards de francs. Les frais financiers qui pèsent sur les comptes de la société sont évalués à 2 milliards de francs par an. Les hypothèses sur lesquelles la société Disney avait pu dégaucher un bénéfice dès la première année ne se sont pas réalisées : elles reposaient sur un taux d'inflation supérieur à celui que la France a connu et sur des taux d'intérêt moins élevés.

L'exploitation du parc - négative la première année - devait être compensée par les produits d'opérations immobilières (cession d'un hôtel au moins). La stagnation du marché immobilier en Ile-de-France n'a pas rendu possible le désempolement par ce biais et la décision de séparer d'un ou de plusieurs hôtels a été reportée à des jours meilleurs. C'est ce contexte qui explique aussi le choix de différer la deuxième phase d'investissement de 9 milliards de francs qui doit comprendre un parc consacré au cinéma et un centre de congrès.

La montée en puissance du parc plus lente que prévu incombe aux effets de saisonnalité et à la récession. Suivant les jours, le parc a accueilli entre 90 000 et 5 000 visiteurs. Les fluctuations monétaires et

l'appréciation du franc par rapport aux autres monnaies européennes ont dissuadé une partie de la clientèle européenne, et notamment les Anglais, les Italiens et les Espagnols, qui représentent un peu plus de la moitié des visiteurs.

Ces handicaps cumulés font que le cours de l'action Euro Disney à la Bourse de Paris a fondu de 165 francs, cours atteint en mars 1992, jusqu'à l'ouverture du parc à 59 francs aujourd'hui, soit ce qui se situait à 72 francs. Toutefois, Philippe Bourguignon se dit confiant en l'avenir et balaise d'un revers de main toute fermeture partielle ou totale. Euro Disney et sa maison mère, la Walt Disney Company, qui détiennent 49 % des parts, se sont donnés jusqu'au printemps 1994 pour parvenir à une reorganisation financière. Au cas où Euro Disney manquerait de liquidités, la maison mère se tient prête à appuyer le soutien financier voulu. Une période critique pourrait, en effet, s'ouvrir à partir du mois de novembre, avec la baisse probable de fréquentation du parc.

## Pas de fermeture

D'ici là, une injection de liquidités, sous forme d'émission d'actions, ou une ouverture du capital à un investisseur étranger pourraient être envisagées. Dans un entretien au *Financial Times* paru le 1<sup>er</sup> septembre, Michael Eisner a confirmé que ces deux scénarios sont à l'étude.

Parallèlement à la reorganisation financière, la direction d'Euro Disney travaille à un redéploiement stratégique du parc, qui passe par de vastes restructurations internes et par des réductions de coûts. Une

flexibilité accrue est requise à tous les niveaux. Elle implique une meilleure adaptation de la capacité hôtelière à la demande de la clientèle et un rapprochement de la gestion des hôtels et du parc. Elle se traduit par le non-remplacement des cast members démissionnaires, soit 317 sur le premier semestre 1993.

Une plus grande flexibilité a été introduite dans les prix pour mieux tenir compte de la forte saisonnalité. Trois tarifs sont proposés suivant les périodes de haute, intermédiaire et basse saison, qui s'échelonnent de 175 francs à 250 francs pour un adulte et de 100 francs à 175 francs pour un enfant. Les prix de la nourriture et des articles vendus sur le parc ont été diminués. Un redéploiement du marketing, avec un meilleur ciblage des campagnes publicitaires sur les plus importants marchés par pays est en cours (bassin de Londres, Italie du Nord, province de Barcelone, région parisienne).

Dans la tourmente, Euro Disney reste toutefois un parc unique en Europe, notamment par l'importance de l'investissement de départ (23 milliards de francs), dont le potentiel de développement est intact. Il est adossé à un puissant groupe de communication et de loisirs familiaux, The Walt Disney Company. Celui-ci a dégagé un bénéfice de 1,45 milliard de dollars sur un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de dollars en 1991-1992. Sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours, le bénéfice de la compagnie atteint déjà 1,38 milliard de dollars pour un chiffre d'affaires de 6,35 milliards de dollars. De quoi subvenir aux parties les plus fragiles de l'édifice.

ALAIN BEUVE-MÉRY

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## DÉPART

Gilbert Trigano va quitter la présidence du Club Méditerranée à la fin de l'année. - Gilbert Trigano, PDG du groupe français de tourisme Club Méditerranée, quittera ses fonctions d'ici la fin de l'année et passera la main à son fils Serge, actuel numéro deux du Club. « Le conseil d'administration se réunira courant octobre au moment et avisera la date de départ de Gilbert Trigano qui devait se situer à la fin de l'année », indique-t-on au siège du groupe. Gilbert Trigano qui a aujourd'hui soixante-trois ans préside depuis trente ans le Club Méditerranée.

## CONCURRENCE

Eastman Kodak demande au gouvernement américain de taxer Fuji Photo Film qu'il accuse de dumping. - Eastman Kodak a demandé au gouvernement américain, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, de surtaxer les produits de Fuji Photo Film, accusant

le fabricant japonais de pratiquer des prix de dumping aux Etats-Unis. Dans sa requête au département du commerce et à la commission du commerce international à Washington, Kodak affirme que Fuji et sa filiale néerlandaise ont exporté aux Etats-Unis du papier photo couleur et des produits chimiques à des prix quatre fois plus bas que ceux proposés au Japon et aux Pays-Bas. Si le gouvernement américain acceptait les accusations de Kodak, il pourrait imposer des surtaxes d'au moins 275 % sur les produits Fuji. L'an dernier, Fuji a vendu aux Etats-Unis pour 487 millions de dollars (2,8 milliards de francs) en papier photo importé et en produits chimiques.

## LICENCIEMENTS

Steelcase-Strafor (mobiliers de bureau) : fermeture d'usine et suppression d'emplois. - Le fabricant de mobilier de bureau Steelcase-Strafor va fermer son usine de Fécamp en Seine-Maritime (54 sala-

riés) et procéder à 73 suppressions d'emplois sur son site de Strasbourg, a-t-on appris, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, de sources syndicales. Sans confirmer ces informations, la direction a précisé que ces points figureraient à l'ordre du jour de la réunion du comité central d'entreprise, le 7 septembre à Strasbourg. En janvier, la société avait déjà supprimé 80 emplois sur son site strasbourgeois. Les effectifs totaux de la société sont passés de 6 150 personnes au début de 1991 à 4 750 fin 1992. Steelcase-Strafor est une société contrôlée à parts égales par la française Strafor-Facom et l'américain Steelcase Inc, numéro un mondial du mobilier de bureau. Avec 16 sites de production en Europe, l'entreprise a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs.

## ACHAT

CarnaudMetalbox (emballage) rachète le groupe allemand Zeller Plastik. - CarnaudMetalbox, 25 milliards de francs de chiffre d'affaires et 160 usines, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, avoir repris la société allemande Zeller Plastik, spécialisée dans le bouchage plastique. Zeller réalise un chiffre d'affaires de 600 millions de francs dans la fabrication de bouchons très spécifiques destinés aux produits de nettoyage des vitrages, aux produits d'entretien, aux médicaments ou aux cosmétiques. Cette acquisition permettra à CarnaudMetalbox d'élargir son portefeuille de clients sur le marché allemand, et de renforcer sa position en Amérique du Nord où Zeller est implanté.

## CRISE

La famille Ferruzzi exclue du nouveau conseil d'administration de Ferruzzi. - Le nouveau conseil d'administration du holding financier Ferruzzi, contrôlant le groupe Ferruzzi, ne comprend plus depuis mardi 31 août la famille Ferruzzi. Sur proposition de Guido Rossi, le nouveau directeur général, ont été nommés membres du conseil d'administration Guido Rossi, Enrico Bondi, Giorgio Rossi, Francesco Ghiglione et Umberto Tracanna. Le nouveau conseil a été élu pour trois ans. Alessandra Ferruzzi, une des filles du fondateur du groupe Ferruzzi, et Carlo Sama, gendre d'une autre fille Ferruzzi et ex-administrateur de Montedison, actuellement interrogé par la justice, sont ainsi exclus de la direction de la Ferruzzi. M. Sama a confirmé dans la journée aux actionnaires que les pertes du groupe pourraient être supérieures à celles annoncées fin mai. A la mi-août, les estimations évaluèrent le déficit sur les cinq premiers mois à 1 165 milliards de lire (4,3 milliards de francs), soit trois fois plus qu'attendu (le Monde du 12 août).

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS, 2 septembre ↓ Prises de bénéfices

Pour la deuxième séance consécutive, l'heure était aux prises de bénéfices à la Bourse de Paris après la vive séance de ces derniers vendredis. En effet, le CAC 40 a perdu 17,65 points, soit 0,72 % à 2 176,052 points. Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel atteignait les 900 millions de francs.

Sans remettre en cause le mouvement de fond, les investisseurs ont commencé à effectuer des prises de bénéfices après un mois de hautes quasi ininterrompues qui a fait monter l'indice de 11 %. Un mouvement similaire a été constaté sur le MATIF depuis deux jours. L'opération qui s'empare à nouveau du CAC laisse de la couronne aux investisseurs et du franc belge invite également les opérateurs à la prudence.

Judi la Banque de France a lancé un appel d'offres au taux inchangé à 6,75 % pour l'émission à terme de 1,4 milliard de francs du marché monétaire.

taire, en allouant 187,9 milliards de francs en regard d'une tombée de 189,3 milliards.

Un total de 18,536 milliards de francs d'obligations assimilables du Trésor (OAT) à dix et quinze ans a été adjudiqué par le Trésor à l'occasion de la neuvième adjudication de l'année, qui a consacré une nouvelle débite des rendements, atteignant l'actuel d'indemnité. Ainsi, sur la ligne à 10 ans, le 6,75 % octobre 2003 lancé au printemps, un total de 13,138 milliards de francs a été adjudiqué pour des demandes de 26,108 milliards de francs. Le taux de rendement annuel est ressorti à 6,17 %, soit une débite de 28 points de base par rapport à la précédente opération, le 5 août (6,45 %), et de 85 points par rapport à celle du 1<sup>er</sup> juillet (6,72 %).

Sur le marché à règlement mensuel, parmi les valeurs en baisse figuraient : le SAT, le Club Méditerranée et la Compagnie Benetton. En hausse, on notait l'industrielle et la Scia.

NEW-YORK, 1<sup>er</sup> septembre ↓ Léger repli

Wall Street s'est légèrement repliée, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, dans un marché parvenant à son long week-end de la fête de l'indépendance (Labor Day), le 6 septembre. A l'issue des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vendues a terminé à 8 946,10 points, en baisse de 6,15 points, soit un repli de 0,17 %. Quelques 245 millions de titres ont été échangés. Les titres en hausse ont toutefois dépassé les valeurs en baisse : 1 010 contre 320, alors que 682 actions sont restées inchangées.

Selon des analystes, une révision en baisse de la croissance en 1993 par le National Bureau of Economic Research, relèvent des analystes. Pour ces derniers, Wall Street devrait évoluer dans une fourchette étroite jusqu'en fin de semaine.

La faiblesse des taux d'intérêt sur le marché obligataire continue cependant de soutenir les valeurs boursières, relèvent des analystes. Pour ces derniers, Wall Street devrait évoluer dans une fourchette étroite jusqu'en fin de semaine.

LONDRES, 1<sup>er</sup> septembre ↓ Baisse

Les valeurs ont terminé en baisse, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, au Stock Exchange, affaiblies par des prévisions moroses de plusieurs groupes et par une vague de prises de bénéfices après les fortes hausses antérieures. L'indice Footsie est retombé sous le seuil des 3 100 points, terminant en baisse de 14,9 points à 3 085,1 points. Le volume des échanges s'est élevé à 908,4 millions de titres contre 478,1 millions la veille. Les titres les plus importants ont été vendus sur les titres bancaires, pétroliers et sur les assurances. Seules les valeurs pharmaceutiques, soutenues par des achats de fonds d'investissement américains, ont réussi à tirer leur épingle du jeu. Mais la tendance générale est restée assombrie par les prévisions moroses du groupe suédois Tetra and

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les Bons du Trésor à trois ans, principale référence, a reculé à 6,08 % contre 6,10 % mardi soir.

VALEURS	COURS DU 31 août	COURS DU 1 <sup>er</sup> sept.
Alcatel	75 1/8	75 1/8
AT&T	62 1/2	62 1/2
Banque Paribas	38 1/8	38 1/8
Chemical Bank	34 1/4	34 1/4
De Post de la Poste	48 1/8	48 1/8
Electricité de France	81	80 7/8
Enx	88 1/2	88 1/4
Imperial Chemical	58 1/4	58 1/4
Imperial Motors	49 7/8	49 7/8
Imperial Oil	42 1/2	42 1/2
Imperial Chemical	45 3/4	45 3/4
Imperial Chemical	72 1/2	72 1/2
Imperial Chemical	63 1/2	63 1/2
Imperial Chemical	148 1/2	148 1/2
Imperial Chemical	19 1/2	19 1/2
Imperial Chemical	58 1/8	58 1/8
Imperial Chemical	18 1/2	18 1/2
Imperial Chemical	10 1/2	10 1/2

## TOKYO, 2 septembre ↑ Petite hausse

Sur sa lancée des derniers séances, la Bourse de Tokyo était à nouveau en légère hausse jeudi 2 septembre soutenue notamment par des achats d'investisseurs étrangers. Mais des prises de bénéfices ont ralenti le mouvement. Les institutions n'ont pas permis à l'indice Nikkei de franchir la barre des 21 000 points.

Le Nikkei gagne tout de même en clôture 28,50 points, soit 0,14 %, à 20 985,20 points, dans un volume de transactions de 350 millions de titres.

Si le marché continue à être dopé

per l'impact d'une baisse des taux, le Nikkei pourrait bientôt atteindre son plus haut niveau de l'année, estime l'analyste japonais de Yamashita Securities.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 2 sept.
Alcatel	6,28	6,28
B.P.	4,18	4,18
B.T.A.	4	4
Deutsche	12,80	12,80
Enx	30,75	30,75
Imperial	7,13	7,13
Imperial	7,40	7,40
Imperial	1,72	1,72
Imperial	1,72	1,72
Imperial	1,72	1,72

## CHANGES

Dollar : 5,81 F ↓

Le deutschemark était ferme à 3,5175 F, jeudi matin 2 septembre, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,5090 F dans les échanges interbancaires de mercredi soir (11,525 F). Le franc suisse se situait à 1,4815 F contre 1,4810 F le mercredi soir (1,4810 F) contre Banque de France.

FRANCOFRONT 1<sup>er</sup> sept. 2 sept.  
Dollar (en Dm) 1,675 1,681  
TOKYO 1<sup>er</sup> sept. 2 sept.  
Dollar (en yen) 16,54 16,58

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)  
Paris (2 sept.) 7,716-7,916 %  
New-York (1<sup>er</sup> sept.) 3,716 %

## BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 600,51 600,39  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 2.176,05 2.191,93

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
Industriel 3.651,25 3.645,30  
Londres (indice Financial Times)

100 valeurs 3.180 3.085,10  
30 valeurs 2.414,20 2.403,10  
Mines d'or 124,60 123,70  
Fonds d'Etat 102,49 102,56

FRANCOFRONT 1<sup>er</sup> sept. 2 sept.  
Dollar 1,675 1,681  
TOKYO 1<sup>er</sup> sept. 2 sept.  
Dollar 16,54 16,58

Paris (2 sept.) 7,716-7,916 %  
New-York (1<sup>er</sup> sept.) 3,716 %

Nikkei Dow Jones 20.985,20 20.985,20  
Indice général 1.689,41 1.693,98

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,8100	5,8100	5,8100	5,8100
Yen (100)	165,00	165,00	165,00	165,00
DM	3,5175	3,5175	3,5175	3,5175
Deutschemark	3,5175	3,5175	3,5175	3,5175
Franc suisse (100)	1,4815	1,4815	1,4815	1,4815
Lira italienne (1000)	3,6000	3,6000	3,6000	3,6000
Livre sterling	1,7000	1,7000	1,7000	1,7000
Peseta (100)	165,00	165,00	165,00	165,00

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
DM	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Deutschemark	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Franc suisse (1000)	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
Lira italienne	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Peseta (100)	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8
Franc suisse	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## MAINTIEN DES RÉSULTATS AU PREMIER SEMESTRE

Les résultats d'Eif Sanofi au premier semestre 1993 progressent de 0,9 %.

Dans un contexte économique et monétaire adverse, cette performance reflète la bonne complémentarité des différentes activités dans la formation du résultat net. Elle intègre notamment cette année la forte progression des filiales Yves Rocher et Chivoin.

Résultats consolidés (millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1993	1 <sup>er</sup> semestre 1992
Ventes	10.583	10.880
Marge opérationnelle	900	1.082
Contribution des sociétés en équivalence	84	(4)
Résultat net	456	452

Sur le plan opérationnel, l'activité pharmaceutique est parvenue à limiter l'impact en résultat, important au premier trimestre, des mesures gouvernementales prises en Allemagne et en Italie où Sanofi Winthrop est fortement implantée.

Sanofi sur Minitel : 36 16 CLIFF

NOTRE MÉTIER C'EST VOTRE SANTÉ

Journal 1993



**Liquidation : 23 septembre**  
**Taux de report : 7,25**

**Cours relevés à 13 h 30**  
**CAC 40 : - 0,84 % (2173,46)**

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINTEL	Matif (Marché à terme international de France) 1 <sup>er</sup> septembre 1993							
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 01/09	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 01/09	36-15 TAPEZ LE MONDE  PUBLICITE FINANCIERE ☎ 46-62-72-67	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 165 353				CAC 40 A TERME Volume : 18 154			
			achat	vente					Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93
									Dernier.....	126,84	123,56	123,26	Dernier.....	2210	2219	---
									Précédent.....	126,90	123,80	123,50	Précédent.....	2230	2243	---
Dats (Unité 1 usd)	5,0275	5,0415	5,00	6,10	Or fin (gale en bar)	69000	68500									
Ecu.....	8,8755	8,8755			Or fin (en lingot)	70000	70000									
Allemagne (100 dm)	346,1800	350,2500	336	359	Napoléon (20f)	338	400									
Belgique (100 f)	16,2680	16,3285	15,85	16,85	Pièce F (10 f)	336	400									
Pays-Bas (100 fl)	310,7400	311,7300	288	310	Pièce Suisse (20 f)	336	400									
France (1000 frs)	5,0255	5,0255	5,37	5,82	Pièce Livre (20 f)	336	395									
Danemark (100 kr)	85,0700	85,0300	80	88	Souverain	490	590									
Irlande (100 p)	8,1750	8,1710	7,90	8,35	Pièce 20 dollars	2590	2795									
Ecu-Bretagne (1 l)	6,7240	6,7125	6,35	6,15	Pièce 10 dollars	1212,50	1217,50									
Grèce (1000 drachmes)	20,4740	2,4810	2,49	3,05	Pièce 5 dollars	740	740									
Suisse (100 f)	396,3700	396,4400	363	405	Pièce 20 pesos	2550	2600									
Italie (100 lire)	71,4600	71,6300	67	76	Pièce 10 florins	415	410									
Norvège (100 k)	80,3400	80,5200	75	84												
Autriche (100 sch)	49,6120	48,7700	48	49												
Espagne (100 pes)	4,3480	4,3590	4	4,55												
Portugal (100 esc)	3,4250	3,4300	3,05	3,20												
Canada (1 \$ can)	4,4055	4,4331	4,20	4,65												
Japon (100 yen)	5,5910	5,5422	5,40	5,75												
RÈGLEMENT MENSUEL (1) Lundi date mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant du coupon - Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date vendredi : compensation - Vendredi date samedi : quotité de négociation								ABRÉVIATIONS B = Bordeaux    Li = Lille Ly = Lyon    M = Marseille Ny = Nancy    Ns = Nantes								
SYMBOLES 1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 : * valeur éligible au PEA ■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent a = offert - d = demandé - j offre réduite - j demande réduite - / contrat d'animation																

100



# EXPOSITIONS

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J., sf. mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**ACQUISITIONS DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Photographies, Galerie du forum, Jusqu'au 13 septembre.

**DOMINIQUE BOZO.** Un regard. Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 novembre.

**LES FAUTEUILS DE MATISSE.** Atelier des enfants. Jusqu'au 5 septembre.

**ICI PARIS (EUROPE).** Espace consultation vidéo. Jusqu'au 30 septembre.

**MARTIN KIPPENBERGER, CLOSKY, WOLFGANG STAHL.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 septembre.

**MEUBLES ET IMMEUBLES.** Design et architecture, les nouvelles acquisitions. Forum, Jusqu'au 13 septembre.

**MALCOLM MORLEY.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.

**NOIR DESSIN.** Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 28 septembre.

**ON CONNAIT LA MUSIQUE.** Michel Bouvier, Fauchère, Corbin, Anelick Orléans. Centre d'information du CCI. Jusqu'au 6 septembre.

**REVUE VIRTUELLE N° 7, LE VIRTUEL EN QUESTIONS.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 septembre.

**GERRIT THOMAS RIETVELD.** Petit foyer. Jusqu'au 27 septembre.

**TRAITS D'IMPETUENCE.** Le dessin d'honneur de 1914 à nos jours. Salle d'actualité. Jusqu'au 6 septembre.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J., sf. lun. et sf. mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h.

**ROBERT COMBAS.** Du simple au double. Jusqu'au 12 septembre.

**NIKI DE SAINT PHALLE.** Jusqu'au 12 septembre.

## Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Ésionier.

**EN ROUTE M. LARTIGUE.** (44-13-17-17). T.J., sf. mar. et sf. mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 septembre.

## Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-68-68). T.J., sf. lun. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.

**TAKIS.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 octobre.

## MUSÉES

**ALBUM DE VOYAGE.** Des artistes en expédition au pays du Levant. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-22-54). T.J., sf. mar. de 12 h 30 à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 27 septembre.

**L'AQUARELLE AUJOURD'HUI.** Elie Abraham, David Levine, Gottfried Salzman, Sam Stalman. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.J., sf. dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

**LES ARDENNES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.** Musée de l'Histoire de France, archives nationales, hôtel de Soubise, 80, rue des Francs-Bourgeois (40-77-60-00). T.J., sf. mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 octobre.

**ARMES ET ARMURES DES MONTMORENCY.** Musée de l'Armée, Hôtel national des Invalides, salle de l'Arsenal, place des Invalides (44-42-37-72). T.J., de 10 h à 18 h. Entrée : 32 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

**LES ATELIER DE PASCIN ET DE SES AMIS.** Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (45-06-61-11). T.J., sf. lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 12 septembre.

**CHAGALL ET SES TOILES.** Jardin d'Acclimatation, Musée en herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-87-86). T.J., de 10 h à 18 h. Ateliers T.J., de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mars 1994.

**CROIX ET TOTÈMES.** Musée d'art naïf Max-Fourny - salle Saint-Pierre - galerie, 2, rue Roussier (42-58-72-53). T.J., sf. lun. de 10 h à 22 h, mar. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 12 septembre.

**DE BELLEVILLE A MARSEILLE. VISA-VILLES.** Parcours sonore Cécile La Prade - Maison de la Ville, 30, av. Corneille-Carlier (40-03-75-10). T.J., sf. lun. de 13 h à 18 h. Projection de Belleville Lumière et En remontant la rue Vill, du mar. au dim. et mar. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 26 septembre.

**DE PISSARRO A PICASSO.** Bibliothèque nationale, galeries Mamey, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J., de

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 septembre.

**KREMEGNE.** Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J., sf. lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 septembre.

**OBJETS D'USAGE ET DE GOUT DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU XIX<sup>e</sup>.** Un album de dessins. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 septembre.

**PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS.** Pavillon de l'Arsenal, rue-de-chasse, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.J., sf. lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 décembre.

**PEINTURE DES ABORIGÈNES D'Australie.** Musée national des arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (44-74-84-50). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

**LES ROIS SCULPTEURS.** Art et pouvoir dans le Grand Sud canariens. Musée national des arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (44-74-84-50). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LE SALON DE LA PHOTOGRAPHIE.** Les écoles pictorielles en Europe et aux États-Unis vers 1900. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J., sf. lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 28 F. Jusqu'au 28 septembre.

**SYMMÉTRIES.** Palais de la découverte, salle 12, av. Franklin-Roosevelt (40-74-60-00). T.J., sf. lun. de 9 h 30 à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 25 septembre.

## CENTRES CULTURELS

**LES ANIMAUX SONT ROIS.** Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.J., sf. lun. et sf. mar. de 11 h à 19 h. Réserv. groupes : 42.97.27.20. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

**ARCHITECTURE ET PAYSAGE.** Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-85). T.J., sf. dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 25 septembre.

**PIERRE BURAGLIO, COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS.** Pour la chapelle Saint-Symphorien.

Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés (42-78-67-00). Ouverture permanente de la chapelle les mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

**JEAN COCTEAU ET LE MYSTÈRE.** Hôtel de Ville - salon d'accueil, 29, rue de Rivoli (42-78-40-68). T.J., sf. lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 octobre.

**LES COULISSES DE L'OPÉRA.** Opéra de Paris Garnier, bibliothèque-musée, place de l'Opéra (40-01-23-38). T.J., de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F (comportant le visite du théâtre). Jusqu'au 7 novembre.

**DESPATIN, GOSSEL.** Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carné - 4 à 6, grande galerie (40-26-97-12). T.J., sf. lun. de 15 h à 18 h, sam., dim. Jusqu'au 19 h. Entrée : 10 F. Du 8 septembre au 10 octobre.

**DO NOT DISTURB, RÊVES D'HOTELS.** Photographies, Polaroids et dessins de Charlotte Couture. FNAC Forum des halles, espace multimédia, niveau -1, porte Lescot (40-26-27-45). T.J., sf. dim. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 11 septembre.

**L'EGYPTE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., sf. lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 septembre.

**SEAMUS FARRELL.** Décor de chant. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-05-75-82). T.J., sf. lun. et mar. de 11 h à 18 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 5 F (prix d'entrée du parc). Jusqu'au 5 septembre.

**FORMES ET COULEURS.** Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-60). T.J., sf. lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 26 octobre.

**GERMINATIONS VII.** Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-18). T.J., sf. lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 septembre.

**SORO IVANIG.** Paris Art Center, 38, rue Fiquet (43-22-39-47). T.J., sf. dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

**MARSEILLE-MARSEILLES.** Maison de la Ville, 30, av. Corneille-Carlier (40-03-75-10). T.J., sf. lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 20 septembre.

**LE TROU DE COPIENHAGUE.** Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Élysées (44-31-21-21). T.J., de 13 h à 18 h, dim. et fêtes de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

## GALERIES

**ACCROCHAGE ESTIVAL.** Galerie du Jour Agnès, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 18 septembre.

**BROTO, CAMPANO, PLENSA, SICALIA.** Galerie Barbaro et Cie, 74, rue Quincampoix (42-72-67-38). Jusqu'au 30 septembre.

**GUEHWA CHOI.** Galerie du Haut-Paré, 3, quai de Montebello (43-54-58-79). Du 7 septembre au 18 septembre.

**CLUB DU TONNERRE, TONNERRE ART ET FÊTE.** Galerie Gérard Fitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-90-07). Du 3 septembre au 5 septembre.

**ARSHILE GORKY.** Quarante dessins inédits de 1931 à 1947. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-98). Jusqu'au 20 octobre.

**MASS PRODUCTION.** Projets de mobilier de collectivité. Galerie Vis, 4-6, cour du Commerce-Saint-André (43-29-39-38). Du 2 septembre au 11 septembre.

**JEAN NOUVEL.** Quelques meubles. Plan Venise, 28, rue de Venise (42-77-84-88). Jusqu'au 30 septembre.

**JEAN-CHRISTOPHE ROBERT.** Galerie Alain Gutharc, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Du 4 septembre au 16 octobre.

**YAMINA SALEMY.** Galerie Point rouge, 45, rue de Pontbarré (42-56-10-80). Du 7 septembre au 18 septembre.

**CY THOMAS.** Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Dabollay (42-77-19-37). Jusqu'au 8 septembre.

## PÉRIPHÉRIE

**BIÈVRES.** Art nouveau et photographie. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (89-41-10-80). T.J., de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 6 septembre.

**CLAMART-MEUDON.** Paris, Absalon. Fondation Jean-Arp, 21-23, rue des Chénies (45-94-22-53). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 septembre.

**LA COURNEUVE.** Art grandeur nature. Coville, Eckart, Goldeworth, Luy, O'Laughlin. Parc départemental de La Courneuve, entrée Tapis vert - ave-

nue Waldeck-Rocher. Jusqu'au 31 octobre.

**LA DÉFENSE.** Différentes notions. Vision de l'art contemporain. Galerie de l'Esplanade, place de la Défense (48-00-17-13). Jusqu'au 28 septembre.

**ELANCOURT.** Architecture rurale à Saint-Ouen-sur-Yvelines. Les grandes fermes du plateau au 1900. Centre culturel de la Commanderie des Templiers de la Villard, CD 58 (30-50-82-21). T.J., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

**FONTAINEBLEAU.** Tapisseries des Gobelins au château de Fontainebleau. Musée national du château de Fontainebleau (54-22-27-40). T.J., sf. mar. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 septembre.

**FONTENAY-SOUS-BOIS.** Stèles selon de l'éphémère. Place Maurice-David, parc et dalle de l'hôtel de ville. Jusqu'au 5 septembre.

**JOUY-EN-JOSAS.** Azur. Fondation Cardier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-48). T.J., sf. lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

**LEVALLOIS.** Franciscan Infante-Arena. La Base, Centre d'art contemporain, 6 bis, rue Vergnaud (47-58-48-58). T.J., sf. dim. et lun. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 11 septembre.

**LEVALLOIS-PERRET.** Christophe Colomb. Et les possesseurs de Lavallois. Hôtel de ville, place de la République (47-39-20-04). T.J., de 12 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h. Du 3 septembre au 12 septembre.

**MEAUX.** Jochen Gerz. Musée Boscay, palais épiscopal (84-34-84-45). T.J., sf. mar. et jours fériés de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 septembre.

**MONTREUIL.** Le Mouvement populaire, de la Révolution française à aujourd'hui. Musée de l'histoire vivante, 21, boulevard Théophile-Gaut (49-70-61-62). T.J., sf. lun. de 14 h à 17 h, sam. de 14 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 octobre.

**SAINT-OUEN-L'AUMONE.** Dîtable. Salon de sculpture : l'arbre. Abbaye de Maubuisson, rue Richard-de-Tour (34-84-36-10). Mer., ven., sam. de 10 h à 18 h, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

**VERSAILLES.** Routes touristiques en Yvelines. Maison des Yvelines, 19, rue Georges-Clemenceau (30-21-79-78). T.J., sf. dim. de 9 h à 18 h. Jusqu'au 30 octobre.

## CINÉMA

### LES FILMS NOUVEAUX

**LE FUGITIF.** Film américain d'Andrew Davis, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-06-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont, 2<sup>e</sup> (45-06-57-57) ; Cinéma de la Ville, 3<sup>e</sup> (45-06-57-57) ; UGC Odéon, 4<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; 36-65-70-72 ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; 36-65-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; UGC Normandie, 9<sup>e</sup> (45-83-16-18) ; 36-65-70-82 ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-80) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-78-78) ; Gaumont Kinopanorama, 16<sup>e</sup> (43-08-50-50) ; 36-68-75-65 ; UGC Bistrot, 17<sup>e</sup> (40-68-00-18) ; 36-68-70-81 ; v.f. : Rue de la Gare, 2<sup>e</sup> (42-36-93-93) ; 36-65-70-23 ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (46-74-94-94) ; 36-65-70-14 ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-86-31) ; 36-65-70-18 ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; 36-68-71-33 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; 36-68-70-84 ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-01-94-95) ; 36-68-70-48 ; Gaumont Alala, 14<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Gaumont Convention,

15<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Pathe Wapier, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-98) ; 36-65-71-44.

**SI LOIN, SI PROCHE.** Film allemand de Wim Wenders, v.o. : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-65) ; L'Arlequin, 8<sup>e</sup> (45-44-29-80) ; Saint-André, 9<sup>e</sup> (45-44-29-80) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Georges V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-48) ; 36-65-70-74 ; Max Under Panorama, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 11<sup>e</sup> (43-07-80-81) ; Gaumont Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Gaumont Alala, 14<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-78-78) ; v.f. : Gaumont Opéra Française, 9<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Gaumont Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-75-65) ; Mémor, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39).

**VAL ABRAHAM.** Film portugais de Manoel de Oliveira, v.o. : Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G, de Beaugrenelle, 8<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (45-81-10-80) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-80) ; Eclair, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04).

### PARIS EN VISITES

#### VENREDI 3 SEPTEMBRE

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (Première promenade), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris intra-muros). »

« Les plus célèbres femmes du Père Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, entrée principale, boulevard Mémorial (V. de Langlois).

« Hôtels du Pré-aux-Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris intra-muros).

« Fêtes et mystères de l'Opéra Garnier », 14 h 30, à l'intérieur (Connaisseurs de Paris).

« La place Dauphine d'Henri IV à Scarron », 14 h 30, Pont-Neuf, au pied de la statue (Europ exilé).

« Saint-Etienne du Mont rénovée », 15 heures, façade de l'église, derrière la Pensée (Monuments historiques).

« La Musée de la batellerie et l'église Saint-Maclou - Confiance Sainte-Honorine », 15 heures, devant

l'église Saint-Maclou (écabé par train gare Saint-Lazare, descendre à Confiance Sainte-Honorine, départ 14 h 16) (Monuments historiques).

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Excursion et dépaysement assurés » (deuxième promenade), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris intra-muros).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Butte aux Cailles, la cité Floréal et la ville Dauphine », 15 heures, angle de la rue Gérard et de la rue Simonet (D. Bouchard).

« L'Hôtel-Dieu de Paris, du Moyen Âge à nos jours, et le quartier des chanciers », 15 heures, 1, place du Parvis Notre-Dame (Paris et son histoire).

LOTTO MERCHER 1 <sup>er</sup> SEPTEMBRE 1993									
1	7	12	14	25	38	40			
6							410 255 F		
2							50 326 F		
3							2 853 F		
4							8 F		
5							1 348 228		
20E35									
8	19	28	29	40	44	50			
6							3 661 215 F		
7							74 186 F		
8							7 892 F		
9							8 F		

LOTOSPORTS									
LISTE OFFICIELLE									
MATCHS DU JOUR									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40







## La popularité d'Edouard Balladur

## Deux sondages confirment le crédit du chef du gouvernement auprès des Français

Selon un sondage de l'institut BVA, dont les résultats sont publiés dans *Paris-Match* (daté 9 septembre), réalisé du 27 au 29 août auprès de 936 personnes âgées de dix-huit ans et plus, 70 % des Français (contre 56 % au mois de juin) pensent que le premier ministre « réussira à rétablir la situation de l'économie française ». 77 % d'entre eux estiment que M. Balladur aborde la rentrée « plutôt renforcé ». Un autre sondage vient confirmer la « cote » du chef du gouvernement : selon l'institut Louis-Harris, pour *Profession Politique*, à paraître vendredi 3 septembre (enquête effectuée les 27 et 28 août auprès de 949 personnes), 64 % des Français estiment que le gouvernement Balladur « va dans la bonne direction » (ce chiffre était de 63 % en juin dernier).

Consolidé par sa gestion de la crise monétaire (selon BVA, 80 % des Français lui font confiance pour la défense du franc), le premier ministre bénéficie d'un crédit pour mener sa politique économi-

que, mais la morosité l'empêche dans l'esprit des Français : 72 % des personnes interrogées ne croient pas à une reprise économique dans les mois qui viennent. Ils sont même 49 % à penser qu'une autre politique que celle menée par le gouvernement est possible, cette appréciation ne profitant pas, cependant, aux détracteurs du premier ministre.

Si la popularité d'Edouard Balladur est en hausse, il n'en va pas de même pour celle de ses ministres, qui subissent tous un recul selon BVA, à l'exception de Charles Pasqua (60 % des sondés estiment qu'il sort renforcé après l'été). En outre, François Mitterrand est considéré comme « plutôt affaibli » par 61 % des sondés, tout comme Valéry Giscard d'Estaing (58 %), Jacques Chirac (56 %), Philippe Séguin (43 %) et Michel Rocard (73 %). La tendance est la même dans l'étude Louis-Harris, où seul Alain Juppé garde, en août, le même nombre d'avis positifs qu'en juin (54 %).

## A la suite de traitements contre la stérilité et d'interventions neurochirurgicales

## De nouveaux cas de la maladie de Creutzfeldt-Jakob sont apparus en Grande-Bretagne

Le département britannique de la santé a ouvert, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, une enquête, après le décès d'une femme atteinte de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie dégénérative du système nerveux extrêmement grave, et ayant subi précédemment un traitement contre la stérilité.

Selon les spécialistes anglais, environ trois cents femmes ayant reçu ce traitement à base de gonadotrophines hypophysaires (destinées à stimuler l'ovulation) entre 1956 et 1985 dans six hôpitaux anglais et écossais seraient concernées.

L'hebdomadaire médical *The British Medical Journal* fait état cette semaine de quatre cas similaires de maladie de Creutzfeldt-Jakob survenus en Australie à la suite d'un tel traitement hormonal. Selon les spécialistes français que nous avons interrogés, de

tels extraits hypophysaires destinés à lutter contre la stérilité féminine n'ont pas été commercialisés officiellement en France.

Dans l'immédiat, les autorités sanitaires anglaises ont mis en place un numéro rouge d'appel téléphonique de manière que toutes les femmes qui se sentent concernées par ce problème prennent contact avec elles.

Une autre information, relative elle aussi à une possible transmission de maladie de Creutzfeldt-Jakob par l'intermédiaire d'extraits de tissus humains, est révélée jeudi 2 septembre par le quotidien anglais *The Independent*. Selon ce journal, une dizaine de personnes ayant, à la suite d'une intervention neurochirurgicale, reçu des extraits de dure-mère de la marque Lyodura, ont contracté une maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Le père de l'une de ces per-

sonnes, décédée en 1989 quinze ans après avoir été opérée (l'une des caractéristiques de cette maladie est sa durée d'incubation très longue, d'au moins dix ans), a décidé de poursuivre le fabricant de Lyodura, la firme B Braun Melsungen AG basée à Melsungen en Allemagne.

## Les conditions du prélèvement

Selon des neurochirurgiens français, le Lyodura a été également couramment utilisé en France. Il s'agit de dure-mère (ménage externe entourant la boîte crânienne) humaine lyophilisée utilisée sous forme d'implant à la suite d'une intervention neurochirurgicale. En d'autres termes, il s'agit d'une greffe de dure-mère destinée à refermer la boîte crânienne après une intervention, par exemple,

sur le cerveau. Le fabricant précise sur les emballages commercialisés actuellement que en 1987, à la suite de la survenue de quelques cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob vraisemblablement liés à l'utilisation de dure-mère autologue, il a été décidé d'améliorer les procédures de fabrication et de stérilisation au moyen d'une stérilisation aux rayons gamma et d'un traitement à la lessive de soude. Malgré cela, ajoute le fabricant, on ne peut assurer avec une garantie absolue qu'une transmission de Creutzfeldt-Jakob est impossible avec ce produit.

Actuellement, en France, du fait de ce risque de contamination, ce produit est utilisé le moins souvent possible. « Changez-vous qu'on le peut, on privilégie le tissu propre du patient et on essaye de refermer avec sa propre dure-mère », nous a ainsi expliqué un neurochirurgien de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris).

Pour sa part, le professeur Patrick Derome, chef du service de neurochirurgie de l'hôpital Foch (Suresnes), ajoute que, le plus souvent possible, il utilise la période crânienne de l'opéré pour refermer la boîte crânienne.

Il n'existe, en France, aucune directive officielle réglementant l'utilisation de ce produit. Dans le rapport sur les encéphalopathies bovines spongiformes (ou maladie des vaches folles, elle aussi transmise par le même agent infectieux que la maladie de Creutzfeldt-Jakob, le prion) établi l'an dernier par le professeur Dominique Dormont (chef du groupe mixte du service de santé des armées et du Commissariat à l'énergie atomique), il est simplement fait état de quelques cas de contamination accidentelle survenue à la suite de greffes de corne et de greffes de dure-mère.

En Grande-Bretagne comme en France, de nombreux cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob survenus chez des personnes traitées par une hormone de croissance humaine ont été rapportés. A cette occasion, ont été mis en cause les conditions dans lesquelles étaient prélevées les hypophyses humaines sur des cadavres et les méthodes d'inactivation mises en œuvre.

FRANCK NOUCH

## EN BREF

AFGHANISTAN : cessez-le-feu entre deux factions à Kaboul. Deux factions moudjahidines qui s'affrontaient depuis huit mois pour la maîtrise des quartiers occidentaux de la capitale afghane ont signé un « cessez-le-feu permanent » à Kaboul, mardi 31 août, a-t-on appris de source officielle. Les protagonistes sont l'Alliance Wahdat, qui représente les chéites (un tiers de la population de la ville), et le Ittihad du sunnite pro-sooudien Rasul Sayyaf, jusque-là le seul des partis islamistes afghans allié à l'ex-ministre de la défense Ahmed Chah Massoud et au Jamiat du président Rabbani. Wahdat et Ittihad se sont opposés, depuis janvier, en des duels d'artillerie presque ininterrompus, qui ont fait plusieurs milliers de morts parmi les habitants de la capitale. (AFP)

BRESIL : le bilan du massacre des Yanomamis ramené à seize morts. La police brésilienne a déclaré, mardi 31 août, que seize Indiens Yanomamis avaient été tués par des chercheurs d'or au début du mois à l'accord des deux co-premiers ministres, le prince Ranariddh et Hun Sen, pour une table ronde après l'adoption de la nouvelle Constitution, prévue le 15 septembre. Les Khmers rouges n'ont toutefois pas mis fin à leurs attaques : leurs bombardements de la ville-frontière de Poipet, à proximité de la Thaïlande, mardi et mercredi, ont fait sept morts et une quinzaine de blessés. (AFP, Reuters, UPI)

CHINE : le dalaï-lama regrette l'absence de « progrès concrets » dans ses contacts avec Pékin. De passage en Suisse, le dalaï-lama, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, que la visite en juillet à Pékin d'une délégation de son gouvernement en exil n'ait pas abouti à des « progrès concrets ». Il attend une réponse à la lettre qu'il avait fait transmettre à Deng Xiaoping par son frère Gyalo Thondup, qui maintient, depuis 1979, des contacts avec la Chine. Mais il reste ouvert à tout dialogue sans condition préalable sur la base des déclarations de M. Deng, selon lequel tout est négociable, sauf l'indépendance du Tibet. Le dalaï-lama a d'autre part confirmé que des informations parvenues à ses bureaux témoignaient de la volonté de Pékin de faire plier la résistance tibétaine en accélérant la sinisation du haut plateau. (Corresp.)

ÉTATS-UNIS : Louis Freeh a pris ses fonctions de directeur du FBI. « Une nouvelle ère est sur le point de commencer au FBI », a déclaré le président Clinton au cours de la cérémonie de prestation de serment, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, de Louis Freeh, nommé directeur du FBI, la Sécurité fédérale américaine. Cet ancien juge fédéral, âgé de quarante-trois ans, succède à William Sessions, remercié au mois de juillet après avoir été accusé d'avoir utilisé à des fins personnelles les avantages liés à sa fonction. M. Freeh souhaite « s'engager à fond » dans la lutte contre « la criminalité et le désordre ». (AFP)

Remises en liberté dans le dossier SERRE. Les trois personnes mises en examen et écrouées à Nice dans le dossier de corruption SERRE, ont été remises en liberté, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, sur décision de la cour d'appel d'Alger-Provence. Le PDG de cette entreprise nicoise de signalisation routière, Francis Guillot, et son ancien directeur général, Jim Laprevotte, étaient incarcérés depuis le 1<sup>er</sup> juillet, ainsi que Gérard Canarie, également ex-directeur général, depuis le 2 août (le Monde du 7 août). Les trois hommes sont accusés d'avoir constitué une caisse noire de 14 millions de francs destinée à acheter des fonctionnaires et des élus lors de l'attribution de marchés publics. Francis Guillot avait reconnu l'existence de cette pratique, précisant notamment avoir versé 4 millions de francs à Jacques Médéric, l'ancien maire de

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Europe : « Sortir du piège », par Jean-Pierre Chevènement. Constitution : « Éviter la révision à tout prix », par Maurice Duverger. 2

## ÉTRANGER

Les pourparlers de paix israélo-arabes. 3 et 4  
Nouvel échec des négociations de Genève sur la Bosnie-Herzégovine. 6  
Centrafrique : la libération de Jean-Bedel Bokassa. 7

## POLITIQUE

L'exercice du droit d'asile et la révision de la Constitution. 8  
Bernard Bosson disparu à Pierre Ménégaire la présidence du CDS. 9

## SOCIÉTÉ

Mérite-la-Vallée, candidat de dernière minute au Grand Stade... 10  
L'enquête de l'État sur la qualité de l'eau potable en France. 10  
Les déboires de la famille Harp à Washington : « Dallas » au bord du Potomac. 11

## SPORTS

TENNIS : les Internationaux des États-Unis à Flushing-Meadow. 11

## CULTURE

Cinéma : Val Abraham, de Manoel De Oliveira, et Le Fugitif, d'Andrew Davis. 12  
Musique : le 10<sup>e</sup> Festival de jazz, à Mulhouse. 12  
Arts : Pourquoi peindre au XX<sup>e</sup> siècle des crucifixions ? 13

## COMMUNICATION

En lançant neuf nouveaux canaux sur sa chaîne BSKy8 Rupert Murdoch élargit le choix de programmes télévisés offerts aux Britanniques. 13

## ÉCONOMIE

Le directeur général du GATT dénonce toute renégociation agricole. 15  
M. Giraud demande « des efforts » aux partenaires sociaux. 16  
Le recyclage des emballages est menacé de faillite en Allemagne. 17

## MONDE DES LIVRES

La part fou d'Olivier Rollin et la mémoire longue de Serge Klarsfeld. 18  
Régis Debray et la tentation du « Téléstar ». 19  
Patrick Davet, René-Victor Pilhes, Lydie Salvaterra et La rentrée littéraire : philosophie, sciences humaines, histoire. 20  
« Histoires littéraires », par François Bort. 21  
Valéry Larbaud. 22  
D'autres mondes, par Nicole Zard. 23  
Kadaré. 24  
Le feuilleton de Pierre Lepape. 25  
Angelo Rinaldi. 23 à 30

## Services

Abonnements. 2  
Annonces classées. 18  
Cartes. 14  
Expositions. 20  
Loto. 20  
Marchés financiers. 18 et 19  
Météorologie. 21  
Mots croisés. 14  
Philatélie. 14  
Radio-télévision. 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » : 23 à 32  
Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1993 a été tiré à 474 027 exemplaires.

Demain dans « le Monde »  
« Sans Visa » : Bosnie, Diamond Road

Pour traverser la Bosnie déchirée par la guerre, les chauffeurs des convois humanitaires empruntent la Diamond Road. A leurs risques et périls.

## Spécial rentrée

GLOBE  
H e b d o

Michael Jackson contre la Rumeur

Chirac battu par Balladur

Drewermann répond à Jean-Paul II

Arafat et ses irréductibles

15 F

Journal utile pour monde compliqué

DES

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour

Une jour



# Le Monde DES LIVRES

## Une journée sur la Terre

Pour son troisième roman, Olivier Rolin

a voulu prendre un pari fou : le tour du monde en quarante-huit heures

**L'INVENTION DU MONDE**  
d'Olivier Rolin.  
Séoul, coll. « Fiction & Cie »,  
530 p., 145 F.

Voici un livre dont il faut sans doute lire le post-scriptum, rédigé par l'auteur, avant toute chose. Pour comprendre ce que veut faire Olivier Rolin avant d'entrer dans le cours du récit. Les amateurs de roman au sens très clos du terme, d'histoires bien conduites, bien ficelées, avec des personnages qui ont de l'épaisseur, sauront immédiatement qu'ils doivent s'en détourner. Les amateurs de mots, de désordres, les passeurs fous des frontières floues entre réalité et fiction sauront qu'ils doivent se mettre en plongée dans ce livre fiévreux, où tout va très vite, et le lire lentement, phrase à phrase, mot à mot parfois, quand le jeu le veut ainsi.

Le pari insensé, l'ambition démesurée d'Olivier Rolin est de montrer une journée dans le monde : c'est-à-dire deux puisque « il y a toujours deux dates en service (...) sur la Terre ». Il a choisi les 20 et 21 mars 1989 et a « formé le dessin de conter, en un récit continu, les métamorphoses qui composent la figure innombrable de ce jour ». Il a constitué une énorme documentation, en se faisant envoyer des journaux de tous les pays. Quoi de plus romanesque que le réel, inventé (aux deux sens du mot : « découvrir » et « imaginer ») par un écrivain ?

On ne saurait, évidemment, résumer une « trilogie » aux dimensions du globe, qui rassemble les voix et les images, les mots et les choses, les morts et les sauvetages, les meurtres et les accidents, les amours et le sexe (qui n'est pas ce qu'Olivier Rolin sait le mieux comprendre). A chacun de décider s'il veut s'embarquer et voir « s'inscrire sur les pages de la Terre la baroque calligraphie des villes, leurs millions d'idéogrammes, leurs ratures maniaques, San-Francisco amarrée au rivage par les traits de feu des ponts, les carrés tartares de Pékin dessinant comme la trace dans la cendre d'une idole brûlée (...), les daniels, échiquiers, jeux de go, mots croisés, les curieuses clefs que dessinent les bassins de ports, pistes d'aviation, faisceaux de rails, nœuds de rocade ».

Accumulation, description, inventaire des 20 et 21 mars 1989... Certes, mais il ne s'agit pas seulement de dresser une liste des événements de ces deux journées, ni même de les regrouper et de les répartir entre les quarante-huit chapitres figurant les quarante-huit heures de ce parcours terrestre. Le romancier, même s'il convoque, dans chaque pays, de multiples personnages, en a répertorié « une foule d'autres » et dont, dit-il, « je pourrais dresser la liste, mais après tout il n'est pas certain que je doive faire concurrence à l'état civil de ces contrées (c'est avec une institution autrement plus vénérable et importante que j'entends rivaliser) ». Olivier Rolin, écrivain français, s'attaque à un roman planétaire. Réinvention du monde, réinvention de la littérature. Donc hommage aux écrivains qu'il aime. Remerciement aussi sans doute. Dialogue, opposition, citation, détournement... Bref, ce que fait tout vrai écrivain (ou peintre) et qui agace toujours tellement son époque.

Ainsi, on reconnaît, naviguant entre les faits divers de ces journées de mars, les recomposant, les métamorphosant, les suscitant parfois : Dante, Borges et Ovide bien sûr, les ombres de Joyce, d'Edgar Allan Poe et de Malcolm Lowry; des vers de Rimbaud — tout un chapitre même, le chapitre IX, « Orage sur le Sélénor (sonnet) », paie son tribut au sonnet des *Yoyelles*. On ne saurait échapper, en la circonstance, à Jules Verne, à son *Tour du monde en quatre-vingt jours*, auquel Rolin emprunte même un personnage, Fix, le « raseur ».

Fix, c'est la voix de la convention, de l'écriture académique, de la société qui ne veut surtout pas être dérangée par la recherche littéraire. Il veut de la littérature « utile » au bon fonctionnement social, des objets ne sont pas seulement dépositaires des quatre volontés du destin. Ils servent aussi et surtout de fil conducteur au lecteur d'une lecture à l'autre. C'est par leur canal que Francine Prose emmène le lecteur du fantastique au réel, par leur intermédiaire qu'elle le tire de la comédie vers le tragique.

Très progressivement, l'au-delà s'efface ou envoie des messages de plus en plus confus. Les notations rationnelles, présentes dans l'écriture depuis le début de l'ouvrage, se précipitent. Les pouvoirs qui permettaient à M<sup>me</sup> Santangelo d'être « experte en chance et en malchance en influences bénéfiques et malignes », ou même de « cracher trois fois et faire les cornes avec une telle discrétion que l'on pouvait être à quelques centimètres d'elle et ne pas s'en apercevoir » se transforment en folie pure et simple chez sa petite-fille Theresa.

Les connivences de la vieille italienne avec les « forces invisibles » cèdent le pas à une psychose qui conduit Theresa à vouloir imiter sainte Thérèse de Lisieux. Ce faisant, Francine Prose décrit, à sa manière, les malaises liés à l'intégration d'une famille d'immigrés aux Etats-Unis. Theresa en est la caricature, prise entre la superstition de sa mère en la science, la médecine moderne et le Formica. Sans une once de pédagogie, sans le moindre décalage apparent, le livre noue et dénoue deux types de regards, deux écritures. Il parle de stars hollywoodiennes et de la vie des saints, de Zorro et d'auteurs italiens, de la bannière étoilée comme des plus incroyables superstitions. Et si les grands miracles semblent n'avoir pas vraiment droit de cité dans l'Amérique contemporaine, il en reste au moins de petits, comme le prouve le roman de Francine Prose.

Raphaële Rérolle  
(1) Un film tiré de cet ouvrage, paru pour la première fois en 1981, doit être présenté prochainement au Festival de Deauville.



de story, ou à peine. Tout en parlant de « pureté » et de « vraies valeurs ». Fix promet, en s'attaquant à la littérature en mouvement, un monde où la poésie est vue comme « outdated, ob-so-lète », tandis qu'on vante le langage de « la communication », « une langue saine et équilibrée, basses cadences, pour un public aux performances sans cesse améliorées ». Gymnastique, diététique et lecture rapide, pas de vin, pas de tabac et du roman divertissant pour « l'amélioration physique et morale de l'espèce ». Face à cela, la figure insupportable d'un romancier tout puissant, un peu détective, un peu espion mais aussi « mari, prisonnier, souteneur, voyou, play-boy » — tout ce qu'il veut, — écrivant « le livre de tous les livres possibles » sans chercher à convaincre les Fix, mais pour « leur closer le bec, un moment — le temps qu'ils me laissent écrire ». Belle folie, belle liberté, mais par laquelle Olivier Rolin s'est peut-être bien laissé déborder.

Car soudain, à la fin du roman, comme pour rejouer tous les Fix du monde (qui, de toute façon, n'auront pas lu jusque-là), et pour désespérer les autres, ceux qui avaient cru en sa littérature, Olivier Rolin déverse sur son lecteur toute la pacotille de la banalité nihiliste (qu'on peut évidemment aimer; c'est affaire de conviction et de goût) : le narrateur est peut-être fou, enfermé dans un asile, rien de tout ce qui a été dit n'existe.

« La sphère est emportée dans un mouvement qui ne s'arrête pas, mais en même temps il y a un livre, il lui fallait un point final, explique Olivier Rolin dans un entretien qui vient de paraître dans la revue *Art Press* (1). En fait le monde n'existe pas, seul le discours est à même de le construire. L'écriture produit le monde, à la fin il n'y a plus que des combinaisons de lettres, le monde disparaît et le narrateur aussi. Qui était-il? Un fou interné en hôpital psychiatrique, un écrivain en exil pour avoir été un des derniers à respecter les lettres? La littérature existe-t-elle du monde? »

Rolin formule lui-même, presque innocemment, le reproche que l'on peut faire à son livre, lorsqu'il évoque la décision arbitraire de mettre « un point final » (à certains moments du récit, on se dit en effet qu'il aurait pu écrire mille pages, ou davantage encore). Il manque donc à son projet une nécessité, qu'il ne peut compenser par une simple négation du monde. Il sent bien lui-même qu'il cède ainsi à la facilité, puisqu'il écrit : « Ça n'est pas d'un psychiâtre que j'ai besoin. (...) c'est d'un mathématicien. » Cette rigueur mathématique, cette passion de la logique sont absentes, qui auraient fait de son livre une œuvre accomplie.

Le monde, ce monde que raconte avec passion Rolin, survivra à nos déceptions, à nos angoisses, à nos désespoirs, et, évidemment, à notre mort. Voilà une idée qui pourrait rendre fou. Les grands textes servent à éviter. Mais c'est une autre histoire. Un autre livre. Le roman d'un autre. Ou un autre roman d'Olivier Rolin. On les attend tous.

Josyane Savigneau

(1) Entretien avec Bernard Comment, *Art Press*, n° 183, 42 F.  
\* La FNAC et « Le Monde des livres » organisent une rencontre avec Olivier Rolin mercredi 6 octobre à Paris (FNAC-Etoile à 17 h 30).

## L'avis des saints

Dans le New-York moderne, des familles italiennes en proie à la superstition.  
Le charme irrésistible d'un auteur inconnu en français, Francine Prose

**LES PETITS MIRACLES**  
(Houssan, 1992)  
de Francine Prose  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Fanchella Gervais-Radde,  
Denoël, 295 p., 135 F.

Les miracles sont des événements troublants, outragés pour la raison, mais chargés d'efficacité. Il suffit cependant d'un seul adjectif pour voler le sens de ce mot, d'un mot qualificatif pour transformer l'affaire en piquetage; donc, aux *Petits Miracles*! Le lecteur, qui croit pouvoir s'engager dans ce roman d'un œil nonchalant, trompé par la modestie de l'enseigne, pourrait bien se voir happé dès la première phrase par l'humour et le talent de Francine Prose. La narratrice, au nom prédestiné, ne lâche ses proies qu'à la dernière ligne, après que tout esprit de résistance a rendu gorge face à son habileté.

Qu'on ne se y trompe pas pourtant : les *Petits Miracles* n'ont rien d'une farce (1). On y traite de sujets aussi sérieux que le des-

tin, le temps et la superstition, aussi encombrants que la folie et la mort. Mais l'ouvrage est à plusieurs étages, superposant de façon presque imperceptible deux grilles de lecture savamment entrelacées. La première et la plus immédiate offre au regard un édifice plein de grâce, qui mêle comique et tragédie grâce au fantastique, à la façon de certains films italiens. Les poutres maîtresses en sont deux familles de Little Italy, le quartier de New-York où la pasta rechigne à céder du terrain aux hamburgers. Un soir d'accablante chaleur, le boucher y gagne sa future femme aux cartes, en échange du « souffle glacé » que prodigue aux autres joueurs la climatisation de sa chambre froide.

Un homme peut-il gagner sa femme au jeu sans être, un jour ou l'autre, rattrapé par le destin, surtout lorsque sa belle-famille est affligée d'une guigne perpétuelle? L'art de Francine Prose consiste à l'ouïr autour de cette question — sans que l'organisation du roman s'en ressente, bien au contraire. Les *Petits Miracles* sont bâtis sur la récurrence des « signes » qu'un destin ténu, télégué depuis un Au-delà douteux, semble disposer sur le chemin des personnages. On y voit M<sup>me</sup> Santangelo, la mère du boucher, raconter qu'elle dialogue avec son défunt mari, lequel lui apparaît tout auréolé d'une épouvantable odeur de « cigare à trois sous ». On y suit les menées désastreuses d'un obscur saint napolitain, « capable de prendre des volcans dans ses bras », mais aussi de se venger parce que son image a été déplacée pour laisser la place à celle de sainte Anne.

**La psychose de Theresa**

Les fameux « signes » empruntent également des chemins plus prosaïques en se manifestant régulièrement à travers une série d'éléments domestiques. Il s'agit de plantes et des fleurs en pot, de différents volatiles et, plus généralement, de la nourriture, qui tient une place extrêmement importante dans l'ouvrage. Or

ces objets ne sont pas seulement dépositaires des quatre volontés du destin. Ils servent aussi et surtout de fil conducteur au lecteur d'une lecture à l'autre. C'est par leur canal que Francine Prose emmène le lecteur du fantastique au réel, par leur intermédiaire qu'elle le tire de la comédie vers le tragique.

Très progressivement, l'au-delà s'efface ou envoie des messages de plus en plus confus. Les notations rationnelles, présentes dans l'écriture depuis le début de l'ouvrage, se précipitent. Les pouvoirs qui permettaient à M<sup>me</sup> Santangelo d'être « experte en chance et en malchance en influences bénéfiques et malignes », ou même de « cracher trois fois et faire les cornes avec une telle discrétion que l'on pouvait être à quelques centimètres d'elle et ne pas s'en apercevoir » se transforment en folie pure et simple chez sa petite-fille Theresa.

Les connivences de la vieille italienne avec les « forces invisibles » cèdent le pas à une psychose qui conduit Theresa à vou-

loir imiter sainte Thérèse de Lisieux. Ce faisant, Francine Prose décrit, à sa manière, les malaises liés à l'intégration d'une famille d'immigrés aux Etats-Unis. Theresa en est la caricature, prise entre la superstition de sa mère en la science, la médecine moderne et le Formica. Sans une once de pédagogie, sans le moindre décalage apparent, le livre noue et dénoue deux types de regards, deux écritures. Il parle de stars hollywoodiennes et de la vie des saints, de Zorro et d'auteurs italiens, de la bannière étoilée comme des plus incroyables superstitions. Et si les grands miracles semblent n'avoir pas vraiment droit de cité dans l'Amérique contemporaine, il en reste au moins de petits, comme le prouve le roman de Francine Prose.

Raphaële Rérolle

(1) Un film tiré de cet ouvrage, paru pour la première fois en 1981, doit être présenté prochainement au Festival de Deauville.

### LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Après avoir évoqué les romans français, les lettres étrangères et les documents, « le Monde des livres » achève, avec les sciences humaines et l'histoire, son exploration des parutions de l'automne.

Page 26

### LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

### La concordance des temps

On ne compte plus les victimes littéraires de Proust. Combien d'écrivains ont échangé leur bon argent romanesque contre de faux billets à l'effigie de Marcel? Angelo Rinaldi est un élève du maître. Il n'en est pas la victime. Parce qu'il est, tout bonnement, écrivain : il a un regard, une grammaire et une voix.

Page 30

interventions neurochirurgicales  
de Creutzfeldt-Jakob  
de Bretagne

écrite en 1989 quinze  
voit été opérée (l'une  
réalisée de cette  
à la suite de la sur-  
quelques cas de ma-  
Creutzfeldt-Jakob  
ment liés à l'usage  
mère autologue, il a  
d'améliorer les pro-  
fabrication et de stéril-  
moyen d'une stérilisa-  
rayons gamma et d'un  
à la lessive de soude  
cela, ajoute le fabri-  
peut assurer avec une  
absolue qu'une trans-  
Creutzfeldt-Jakob est  
avec ce produit.

Actuellement, en France  
fait de ce risque de con-  
tamination, ce produit est  
moins souvent possible  
fois qu'on le peut, on  
tissu propre du patient  
essai de réformer au  
date-mère », nous a  
qué un neurochirurgie  
hôpital de la Pitié-Salpê-  
(Paris).

Pour sa part, le prof.  
Patrick Deroine, chef de  
de neurochirurgie de la  
Foch (Suresnes), ajoute  
plus souvent possible il  
période crânielle de l'opé-  
reformer la bête humaine.

Il n'existe, en France,  
directrice d'unité régionale  
l'attribution de ce produit  
le rapport sur les épi-  
thies bovines sporadiques  
maladie des vaches folles  
aussi transmise par le  
agent infectieux que la  
établissement l'an dernier par le  
seur Dominique Dornat  
du groupe médical du  
santé des animaux et de l'hu-  
sariat à l'énergie atomique  
simplement fait état de  
cas de contamination au  
survenue à la suite de  
cortège et de parties de  
mère.

En Grande-Bretagne  
France, de nombreux  
maladie de l'attribution  
survenus chez des per-  
sonnes par une forme de  
sance humaine, on en  
A cette occasion, on  
en cause les conditions  
quelles épidémies  
typiques des maladies  
épidémiques et les métho-  
dation mises en œuvre.

**La rentrée**  
**LOBE**  
e b d o  
contre la Rumeur  
**Balladur**  
Jean-Paul II  
irréductibles  
15  
pour monde compliqué



## AMANTS, HEUREUX AMANTS...

de Valéry Larbaud.

Précédé de

## BEAUTÉ, MON BEAU SOUCI...

et suivi de

## MON PLUS SECRET CONSEIL...

Gall., coll. « L'Imaginaire », 252 p., 39 F.

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## Un hiver à Palavas-les-Flots

Le cher Valéry Larbaud était un homme très méticuleux. En septembre 1926, ce riche amateur de sensations et de sentiments résuma le déroulement ou la « course » de son existence (1). Le CV de ce flâneur éternel ressemblait à une « géographie » personnelle ou intime. Il y tenait, en effet, le registre de ses multiples « déplacements » ou de ses diverses « résidences ». Il y rappelait également les lectures qu'il avait faites chaque année, les gens qu'il avait rencontrés et les « travaux littéraires » qu'il avait entrepris. Cela témoignait de sa prévenance à l'égard de ses futurs biographes. C'était aussi une manière de se défendre contre le désordre des années et les défaillances ou les trahisons de la mémoire...

En 1919, alors que l'Europe réparait sa toilette, se débarrassait de la guerre et réapprenait les bonheurs quotidiens, Larbaud avait partagé son existence entre Alicante et Paris. Il avait fait des séjours à Madrid, à Londres, à Valence, à Barcelone et dans l'Allier, son pays natal. Il avait écrit *Beauté, mon beau souci...* Il avait pris des « notes » pour *Amants, heureux amants...* Et, dans un train peut-être, il avait eu l'idée de *Mon plus secret conseil...* En 1921, pour se consoler de l'hiver, il avait achevé la seconde de ces nouvelles, *Heureux amants*, qu'il dédiait à James Joyce. Puis, en 1923, il avait terminé la troisième, *Mon plus secret conseil...*, sans omettre (bien sûr) de se pro-

mener à Madrid, Barcelone, Vannes, Port-Navalo, Quiberon, Belle-Ile et Nantes. Ni d'aller respirer l'air de l'Allier. J'ignore comment « s'attrapent » la bougeotte, le goût du dépaysement et le cosmopolitisme, mais ce ne sont pas des « maladies » qui se guérissent facilement. Valéry Larbaud rêvait d'habiter « une grande salle claire, fraîche et silencieuse, [...] dont les fenêtres [donneraient] sur toutes les rues d'Europe ». Il renouela ce rêve très souvent, sans doute. Changer d'existence et de climat, « déménager » ses états d'âme, en se mettant à sa fenêtre... C'était commode et séduisant. Encore fallait-il trouver l'adresse de l'endroit.

LARBAUD considérait les débuts de l'amour comme une sorte de « déménagement ». Les femmes dont on s'éprenait et les villes que l'on découvrait faisaient battre pareillement le cœur. Et les amours, ensuite, ressemblaient à des « souvenirs de voyages ». Le narrateur d'*Amants, heureux amants...*, qui regarde dormir une jeune femme dans un hôtel de Palavas-les-Flots, éprouve l'envie fugace de « passer l'hiver » avec elle, dans cette province. Il associe la ville et la demoiselle, la tourisme et les sentiments. Il imagine des promenades en compagnie de sa maîtresse, et le plaisir d'être pris, avec elle, dans le « joli mouvement des rues ». Comment ne pas rêver de Palavas-les-Flots ? A cause de son



Dans son jardin, à Saint-Honoré-les-Bains : pour « déménager » ses états d'âme.

nom, c'est sans doute une des meilleures villes pour les romanciers et leurs créatures. De même que Les Sables-d'Olonne, Bourg-la-Reine, Adélaïde, Caracas et Vancouver...

*Beauté, mon beau souci...*, *Amants, heureux amants...* et *Mon plus secret conseil...* sont des récits d'éducation sentimentale. C'est un des genres littéraires les plus français. Et l'apprentissage n'est jamais fini, malgré tout ce que l'on a

déjà écrit sur la question. Valéry Larbaud évoque le frère « petit jeune homme » qui couche avec une danseuse, pour conclure « une sage et sombre adolescence ». Il est heureux de « cette belle récompense » comme des prix qu'il a reçus « à la fin de l'année scolaire ». Lorsque la demoiselle lui caresse les cheveux, il ressent ce geste comme une « muette bénédiction », mais il est désorienté par les manières de ce

« peuple différent », la « nation des femmes ». Alors, le « petit jeune homme » sera jaloux de tout, de la moindre chose et même du passé de la danseuse. « *Rougeole sentimentale* », écrit le docteur Larbaud... Dans *Mon plus secret conseil...*, ce n'est pas seulement l'amour que l'on apprend. C'est aussi « l'art de rompre ». Notre jeune homme a toujours préféré le libertinage des Lumières aux larmes du romantisme. N'empêche, il ne sait pas comment terminer une aventure. Il y a mille façons de quitter sa maîtresse. Chez Valéry Larbaud, on saute dans le premier train, pour enrichir la littérature ferroviaire. Et la rupture revêt l'apparence d'une fuite.

La vie devient une « escapade », et l'on retrouve le genre de liberté que connaissent les fumeurs, avec la honte que cela suppose. Mais le pire, c'est qu'on a oublié d'emporter « un mouchoir propre »... Dans le train, les pensées s'agitent, se succèdent et se bousculent. Et le « petit jeune homme » devine que « l'éloignement dans l'espace » est une bonne manière d'allonger ou de creuser le temps. Car les multiples « impressions nouvelles » que l'on reçoit « mettent en minorité les impressions anciennes » et les font « vieillir plus vite ». Cela modère ou dissipe la nostalgie que l'on éprouve tout de même. Entre Naples et Tarente (car l'histoire se déroule en Italie), le héros de Larbaud révisé

ses leçons. Le sujet du jour, c'est « comment partir sans regrets ni remords »...

DANS ce récit, comme dans *Amants, heureux amants...*, Valéry Larbaud essayait une forme littéraire toute neuve : le « monologue intérieur ». Il croyait qu'elle avait été « inventée » par le banquier irlandais James Joyce. Mais, en 1923, il lut un roman déjà ancien, *Les Lauriers sont coupés*, et découvrit que le véritable « précurseur » du monologue romanesque était l'auteur de ce livre, Edouard Dujardin, natif du Loir-et-Cher et citoyen de la France profonde. Pour « réparer » son « erreur », Larbaud dédia *Mon plus secret conseil...* à cet écrivain méconnu et prépara la rédaction des *Lauriers*. Même si l'époque s'agitait autour du lecteur et si le monde vocifère, tous les livres se lisent en silence, y compris ceux qui racontent des histoires tumultueuses. Voilà pourquoi, sans doute, le monologue intérieur est la forme qui convient le mieux à la littérature, avec les chuchotements du journal intime ou les confidences épistolaires. Cette voix très basse et très réveuse correspond à la nature ou à la vocation des livres.

Valéry Larbaud ajoutait que le monologue « se prête merveilleusement à l'analyse racienne du cœur humain ». Ses personnages ne cessent, en effet, de dissenter sur les passions, pour « en savoir plus long qu'eux ». Les faire avouer, en quelque sorte, et leur dérober leurs secrets... Quel bonheur dans ces pensées qui vont et viennent sans demander l'avis de personne, qui détestent l'ordre et n'obéissent qu'à leurs caprices ! Quel charme et quelle attirance pour la vie ! Quelle mélancolie !

(1) *Mon itinéraire*, Editions des Cahiers, 1986.

## ŒUVRES (p. 1)

d'Ismail Kadaré.

Traduit de l'albanais par Jusuf Vroni, introduction et notes d'Eric Faye, Fayard, relié toile, 576 p., 198 F.

## LA GRANDE MURAILLE suivi de LE FIRMAN AVEUGLE

d'Ismail Kadaré.

Traduits de l'albanais par Jusuf Vroni, Fayard, 138 p., 75 F.

## CLAIR DE LUNE

d'Ismail Kadaré.

Traduit de l'albanais par Jusuf Vroni, Fayard, 132 p., 75 F.

L'ALBANIE nous était le plus inconnu, le plus fermé, le plus mystérieux des pays socialistes de l'Europe de l'Est lorsque la publication en France, en 1970, du *Général de l'armée morte* révélait au monde un écrivain de trente-quatre ans, Ismail Kadaré. Un roman « de guerre » et d'après-guerre, qui fut bientôt traduit en trente langues, dans lequel, abandonnés pêle-mêle, les ossements des vainqueurs et des vaincus démontaient par l'absurde l'innanité des grandes boucheries patriotiques. Depuis, plus de vingt titres — récits, romans, poèmes ou essais — ont paru en France qui confirment chaque fois le succès d'un écrivain (remarquablement servi par son fidèle traducteur) qui, à des années-lumière du réalisme socialiste, s'exprime avec l'audace et la liberté que donne le vrai talent.

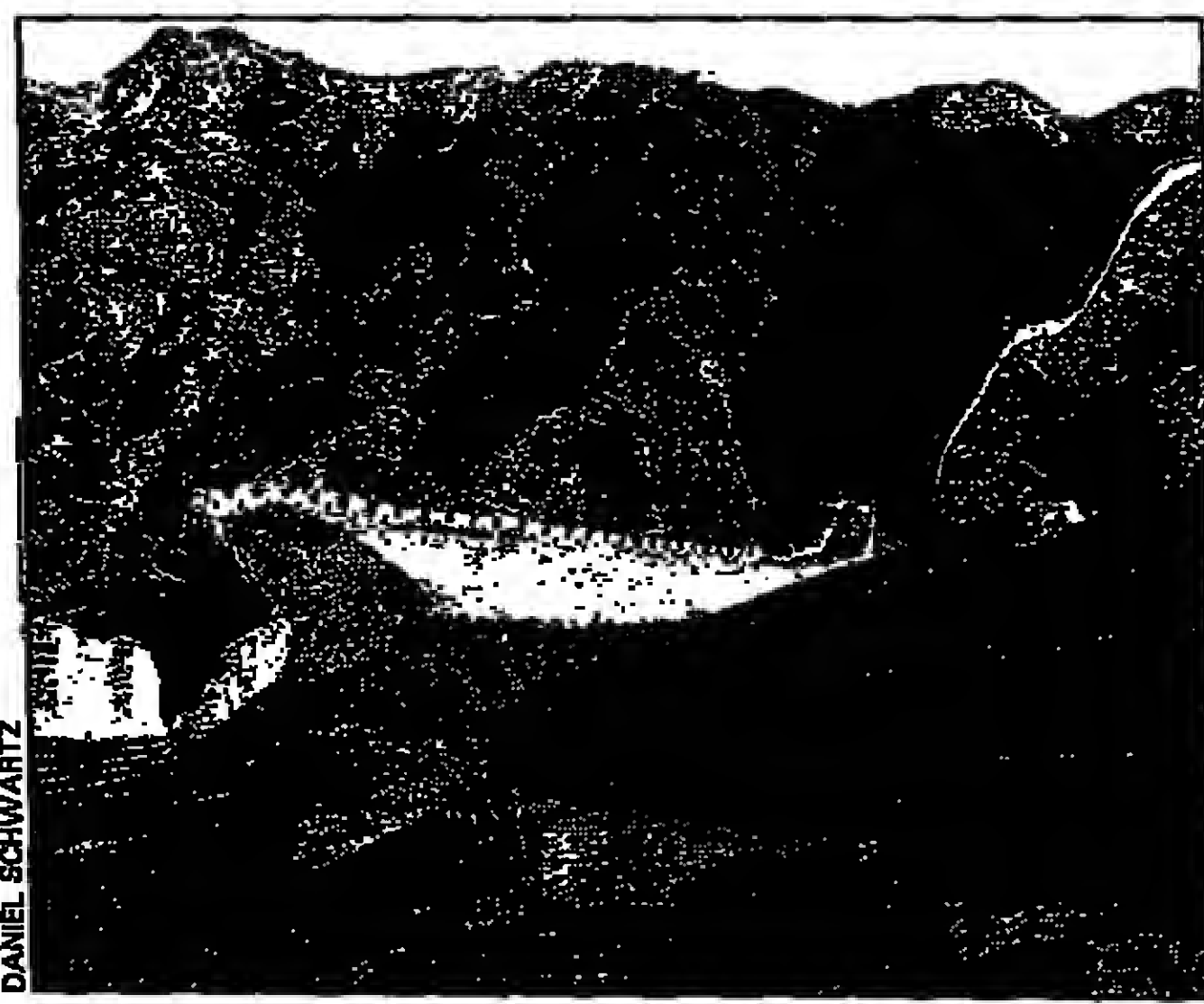
On peut penser que la demande d'asile politique en France, le 25 octobre 1990, d'un homme aussi connu aura hâté la libéralisation d'un régime qui restait à la traîne en Europe. Même si l'« est » aujourd'hui fixé en France, sans doute pour se tenir hors de la politique, « Si nous n'avions pas eu Kadaré, l'Albanie n'aurait été connue dans le monde que comme le dernier pays stalinien », disaient les étudiants de Tirana. Pourtant, c'est pour la littérature que vit cet homme immodeste et effacé, agressif et secret, dont le premier tome des *Œuvres complètes* vient de paraître, celles-ci étant regroupées selon la chronologie historique. En commençant par les dieux et demi-dieux dans des récits mythologiques inédits, puis le rocher de Prométhée (*Prométhée, la Porteuse de songes*), les *Attilas* (*Avant le bain*), le pharaon Chéops (*la Pyramide*), les vieilles légendes albanaises (*Qui a ramené Doruntine ?*), le Pont aux trois arches, ainsi que la Chine de Tamerlan dans son récit le plus récent, écrit à Paris il y a quelques mois, *la Grande Muraille*.

On peut se demander s'il était judicieux de suivre les dates de l'Histoire pour une suite d'écrits qui doit davantage à l'imaginaire de l'auteur qu'à une quelconque chronologie des événements, et si l'ordre chronologique de l'écriture (avec ses traces de censure et d'autocensure) n'aurait pas permis de mieux appréhender l'évolution de l'auteur. A la lecture de *la Grande Muraille*, qui paraît simultanément en petit volume, on ne peut pas ne pas penser à un ancêtre du « rideau de fer » ou bien du mur de Berlin, ou encore de la ligne Durban-Brindisi, dans cette fable sur l'utilité de ce « drôle de mur [qui], en dressant entre eux son obstacle, a servi tantôt un camp, tantôt l'autre ».

DANS le même petit volume, dans un autre inédit, qui date de 1984, *le Firman aveugle*, on retrouve la meilleure veine d'Ismail Kadaré — celle du *Palais des rêves* — extrayant jusqu'au tréfonds la signification d'une métaphore terrifiante sur le « mauvais œil » : à la suite d'accidents divers qui ont touché des personnages importants, un décret est promulgué contre le « mauvais œil », coupable de tous les maux et calamités. Il est donc décidé que toute personne convaincue de pouvoir maléfaisant sera

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Ce « drôle de mur, dressant entre eux son obstacle... ».

## Ismail Kadaré tel Prométhée

privée de ses yeux. Tous les sujets de l'Empire sont appelés à dénoncer, ouvertement ou par lettres anonymes, les individus nantis de ce pouvoir. Ceux qui craignent d'être porteurs du Mal peuvent également subir, volontairement, la « désocialisation ». Des bureaux spéciaux chargés de l'aveuglement commencent à fonctionner dans toutes les villes ; le flot des aveugles ne cesse de grossir et l'on envisage de les regrouper dans quelque province reculée du pays ; la terreur s'installe, sans qu'on sache quel en est l'enjeu véritable pour le pouvoir. Mécanisme diabolique de la tyrannie que l'auteur dissèque avec un sadisme horrifié dans ce beau et fort récit que la censure aux ordres des aveugleux avait — évidemment — immédiatement interdit.

« Son œuvre est à la tyrannie ce que celle d'Aristophane était aux rêves de Platon : un démenti, la démonstration par le tragique et le grotesque de l'incapacité de l'homme à créer la Cité idéale sans que celle-ci devienne un cauchemar ou le théâtre d'une farce », remarque, dans sa préface aux *Œuvres complètes*, Eric

Faye, auteur d'un essai (*Kadaré porte-feu*) et d'*Entretiens* (José Corti, 1991). Ce qui se vérifie dans cette autre fable sur le totalitarisme, la *Pyramide*, son dernier roman, écrit à la fois en Albanie et en France, entre 1988 et 1992, refusé d'abord et publié dans une première version à Tirana en 1990 dans le premier journal d'opposition, avant d'être terminé à Paris, selon la méthode habituelle de l'auteur albanais qui, toujours, corrige, complète, retravaille ses textes. Ainsi la *Pyramide*, qui paraît à dans sa version définitive.

Monté sur le trône à vingt ans, le pharaon Chéops plonge sa cour dans l'épouvante lorsqu'il fait savoir qu'il veut rompre avec la tradition et ne pas se faire édifier de pyramide. « L'idée de cette construction n'avait à l'origine aucun rapport avec un tombeau ni avec le trépas », veut lui expliquer le grand prêtre, l'astrologue, l'architecte et les ministres : « L'idée de la pyramide a vu le jour en période de crise ». Une crise sans précédent provoquée non par la pénurie mais par l'abondance ! Une abondance qui engendre le bien-être, donc l'indépendance d'esprit et le sens de la liberté ; autant de traits nuisibles pour le pouvoir absolu. Le remède ? « Entreprendre quelque chose d'épuisant, de destructeur pour le corps et l'esprit et d'absolument inutile ».

Le pharaon va donc accepter d'enthousiasme cette œuvre grandiose qui surpassera toutes les autres constructions humaines par sa démesure. L'ère des grands travaux commence, mobilisant l'énergie du pays tout entier. L'ère de la terreur. Les usines de foudres de Thèbes, sans attendre la commande de l'Etat, doublent leur cadence de production. Des centaines de milliers d'êtres vont passer leur vie entière à construire un tombeau. Un monument conçu pour écraser sous lui le peuple qui l'érige, dans un cycle infini de complots et de rumeurs de complots, de sabotages, de disgrâces, d'accidents du travail, mais aussi de langues arrachées, de dignitaires emmurés, émasculés ou coupés en morceaux (en commençant par la langue), de contremaitres réduits en bouillie, de maçons promis à la mort une fois l'œuvre achevée pour garder le secret de la pyramide. Et qui meurent en criant : « Vive le pharaon ! »

Dans le Pont aux trois arches, dont le symbole revient souvent au long de son œuvre, Kadaré avait conçu une construction pour emmurier un homme, pour camoufler un crime... Dans la *Pyramide*, ce sont tous ceux qui sont à l'extérieur qui sont écrasés et qui laissent à jamais la trace de leur sang ! Une mécanique tartelette et odieuse qui sacrifie l'angoisse et le rire, et qui se perpétue de siècle en siècle : chez Timour le Boiteux par exemple, érigeant des pyramides de crânes dont les cheveux continuent à pousser.

LUTTES intestines, complots, rumeurs, soupçons, rêves et cauchemars, châtements sadiques. Fantômes qui ramènent Doruntine à sa mère pour honorer la bessa, la parole donnée... Quel beau livre ! Autant de thèmes qui reviennent dans les différents titres de ce volume imposant comme un mausolée érigé à la tyrannie. Autant d'obsessions qui marquent à vie et dont on ne sort pas. A la lecture de ces textes ainsi réunis, on reste subjugué par la richesse de l'imaginaire romanesque qui se poursuit de livre en livre, par la complexité de l'analyse et aussi par une prodigieuse fécondité provoquée, peut-on supposer, par l'oppression et la peur. Ce qui n'est pas un paradoxe ! On s'était habitués jadis à tenter de déchiffrer les métaphores et les légendes d'un « écrivain de l'Est » avançant masqué pour braver les règles d'une censure d'Etat. Dictature et littérature : à cinquante-huit ans, Ismail Kadaré a voulu faire le point et son œuvre s'organise sous nos yeux. Ecrire-t-il encore des romans ? L'avenir nous le dira.

## L'enfer de la médaille



« L'enfer de la médaille » est un roman de Valéry Larbaud, paru dans la collection « L'Imaginaire » de Gallimard. Le récit est un monologue intérieur, une réflexion sur la vie, l'amour, la littérature et la condition humaine. Le héros, un jeune homme, se livre à une analyse minutieuse de ses sentiments et de ses actions, cherchant à comprendre le sens de son existence. Le roman est écrit dans un style sobre et précis, caractéristique de Larbaud. Il explore des thèmes universels tels que la solitude, la quête de sens et la relation avec l'autre. Le titre « L'enfer de la médaille » suggère une exploration des contradictions de la vie et de la recherche d'une vérité absolue.

## L'imprécatrice rurale

« L'imprécatrice rurale » est un roman de Valéry Larbaud, paru dans la collection « L'Imaginaire » de Gallimard. Le récit est un monologue intérieur, une réflexion sur la vie, l'amour, la littérature et la condition humaine. Le héros, un jeune homme, se livre à une analyse minutieuse de ses sentiments et de ses actions, cherchant à comprendre le sens de son existence. Le roman est écrit dans un style sobre et précis, caractéristique de Larbaud. Il explore des thèmes universels tels que la solitude, la quête de sens et la relation avec l'autre. Le titre « L'imprécatrice rurale » suggère une exploration des contradictions de la vie et de la recherche d'une vérité absolue.

Handwritten text in Arabic script, likely a signature or note.



LE MONDE DES LIVRES  
ROMANS

# L'enfer de la médaille

LA MÉDAILLE  
de Lydie Salvaire.  
Seuil, 170 p., 89 F.



Lydie Salvaire : une plume gringante.

On arrive parfois à l'hallucination, ou à quelque chose qui y ressemble, par des voies imprévues. Nul besoin de l'exotisme ou de l'extraordinaire : l'ordinaire suffit. On s'assoit, on observe, et on écoute. D'un espace quelconque, strictement délimité, de la plus plate et vulgaire banalité, émanent alors d'étranges, d'inquiétants discours...

Lydie Salvaire poursuit, avec constance, une exploration qu'on dirait méthodique de ces espaces ordinaires. Après l'univers domestique et conjugal dans la *Déclaration* (Julliard, 1990), et le monde des bureaux dans la *Vie commune* (Julliard, 1991), la romancière s'est attachée, dans la *Médaille*, à celui de l'usine. Il n'y a plus ici de trame narrative, mais simplement une succession d'*élocutions*, prononcées lors d'une cérémonie de remise de médailles dans une entreprise par les différents directeurs, puis par les récipiendaires.

Précisons d'abord ce que le roman de Lydie Salvaire n'est pas : un récit de style néoréaliste, la dénonciation engagée d'un état social, affectif ou psychologique insupportable. La *Médaille* n'est pas davantage le livre d'un écrivain qui se donne le rôle du caricaturiste, du préposé à la moquerie.

Ce qui retient l'exploratrice est d'un autre ordre. A la différence du romancier engagé et du romancier pamphlétaire, elle se fait le scribe impassible des discours au moment où ceux-ci, touchés par le poison qu'ils portent en eux-mêmes, basculent dans la folie, versant dans le délire : ce qu'elle retranscrit et met en forme, ce sont, pour ainsi dire, les virtualités hallucinatoires du langage.

Prenez l'importance quel discours banal et institutionnel, ceux, par exemple, d'un «*seigneur directeur des relations humaines*» ou d'un «*consul général en sciences sociales*». Les figures d'une rhétorique accablante et convenue sont à leur

place dans cette parole de bois et d'ennui. Mais cette langue morte, sous la plume gringante de Lydie Salvaire, s'emporte soudain : «*Partout, la concurrence est féroce. Les Japonais sont à nos portes. Les groupes s'entre-tuent. Certains coulent à pic après quelques soubresauts. Des managers mélancoliques meurent de mort violente tandis que leurs épouses avachies avalent des aspirines en buvant du Chivas.*»

Et lorsque qu'un autre directeur proclame que «*le droit d'humilité est un des droits fondamentaux de la personne humaine*», il ne fait que montrer l'envers «*l'enfer*», ou la face inconvenante de la médaille. D'autant que le discours des médailles, valeurs travailées broyées et satisfaites de l'être, n'est guère moins accablant : «*A vingt ans, je voulais approcher ce monde des usines qui n'était pour moi qu'une image. Je rencontrai des hommes transparents, vels,*

véridiques. Vous ! Alors le réel m'arrache les paupières. J'ouvris les yeux. La barque de mes illusions se fracassa sur l'acier de vos machines. Je devins un adulte.»

Lydie Salvaire suit la courbe de cette parole affolée, qui perd la mesure, s'engage dans la violence, le grotesque ou l'obscur. Drôle au premier abord, le livre devient inquiétant lorsque l'on prend conscience que tout ce délire, toute cette folie, ne sont pas étrangers au discours ordinaire, celui qui sait garder la mesure. Ce virus du débordement, ce malaise et ce cauchemar, il le porte en lui, il est l'une de ses virtualités.

Roman expérimental donc, réussi à l'intérieur des limites que l'écrivain s'est données. Reste encore à Lydie Salvaire à inventer une autre parole, la sienne, libre celle-là, à sa mesure.

Patrick Kéchichian

# L'imprécauteur rural

La sauvagerie du monde des affaires est toujours au centre de l'œuvre de René-Victor Pilhes. Mais voici que s'y glisse une sorte de tendresse...

LA FAUX  
de René-Victor Pilhes.  
Albin Michel, 283 p., 120 F.

Les milieux de la haute finance internationale ne se caractérisent pas par un excès de sensibilité ni de chaleur humaine. Il faut donc des circonstances tout à fait exceptionnelles pour que l'agonie et la mort du gouverneur Régis Faucheur-Quitus, récipiendaire, dans ses derniers jours, du Prix du Meilleur financier de l'année, donnent lieu à un récit où une sorte de tendresse — eh, oui ! — affleure presque à chaque page, nourrie des charmes des souvenirs d'enfance, avec jusque ce qu'il faut de «*idylles*» pour que le voile du fatalisme effleure les personnages.

Victime d'un cancer qui lui laisse moins d'un an à vivre, Faucheur-Quitus décide de retrouver, au fond d'un Piémont campagnard, la terre de ses ancêtres et, si possible, ceux qui en ont gardé le souvenir. Ce qui l'amènera à découvrir la trace d'aïeux, comme lui de haute taille, renommés dans tout le pays pour l'expertise avec laquelle ils maniaient des faux gigantesques, liées à leur mesure. D'où sa passion tardive pour ces instruments, dont il apprendra même à se servir et qui l'accompagneront dans ses obsèques.

Pour l'essentiel, voilà toute l'histoire, même s'il faut encore

mentionner, en contrepoint presque constant du roman, la présence d'un montage étrange qui domine la page — «*pic phallique*» dressé sur «*deux espèces de testicules schisteux*», fendu de «*cuns*» par lesquels s'écoule périodiquement une lave jaunâtre enveloppée de «*vapeurs malodorantes*». Et puis ceci : une contre-OPA en défense d'une grande banque européenne dont les protagonistes feront tour à tour le pèlerinage de ce village, Punus, nom à l'étymologie mystérieuse mais dont on retrouve la trace sulfureuse dans un passage de *Finnegans Wake*.

Car le gouverneur, à l'approche de sa fin, ne s'est nullement réjoui de la pour une retraite paisible et coupée du monde. En fait, il a doublé son cabinet. Conservant celui de Paris, plus actif que jamais et qui l'a suivi loin de la capitale, il a engagé un jeune homme, le narrateur, généreusement rémané et chargé des affaires locales, c'est-à-dire des relations avec les habitants, du curé au maire en passant par les plus vieux habitants, les gendarmes et la sous-préfecture.

On connaissait en René-Victor Pilhes, au moins depuis *L'imprécauteur* (1), un romancier intimement informé du monde des affaires, de sa sauvagerie et de l'égoïsme tout-puissant qui en est la loi. Il est toujours là, ce qui nous vaut à la fois quelques couplets admiratifs

pour l'homme à qui deux coups de téléphone suffisent pour s'assurer d'une alliance essentielle et un réquisitoire sans appel, dans la bouche de son héros, contre «*un essor irrésistible de la spéculation mondiale, des délits d'initiales à grande échelle échappant à toute réglementation et à toute justice, ce qui pourrait relancer un nouveau terrorisme international*».

Mais tout l'art de René-Victor Pilhes, dans ce roman captivant et hors normes, a été de situer son action non pas dans l'univers glacé des tours de béton, d'acier et de verre où opèrent habituellement les grands de ce monde, les «*manitous*». Nous évoluons ici au contraire à ras de terre, sur l'herbe d'alpages oubliés, au fond d'une campagne de tradition mais en voie, comme d'autres, de désertification. La limousine du «*gouverneur*», chargée de systèmes bourdonnant de télécommunication d'où l'on peut joindre instantanément New-York, Londres, Francfort, Tokyo ou Paris, y fait irruption — cela fait partie des exigences du métier — mais à peine comme une intruse puisque, maintes fois, ses occupants doivent mettre pied à terre pour franchir 1 ou 2 kilomètres de sentier neigeux jusqu'à la vieille maison où Régis Faucheur-Quitus a choisi de mourir.

Mourir certes, nous le savons dès les premières lignes, mais entouré de ces faux retrouvés, de celles que ses pairs lui ont offertes — l'une en or, l'autre reconstituée d'un instrument du néolithique, celle que le forgeron du village a fabriquée pour lui, celle enfin de son ancêtre Augustin, — toutes ces faux dont personne n'ignore qu'elles sont symbole de la mort mais où l'agonisant retrouve un signe de paix, de réconciliation avec un monde dont il a surtout connu les aspects les moins humains.

Alain Jacob

# La Passion selon Drevet

Vie et mort de Louis Mandrin, bandit exemplaire, happé par la légende au zénith de ses trente ans. Comme Jésus...

LE RIRE DE MANDRIN  
de Patrick Drevet.  
Belfond, 486 p., 150 F.

Patrick Drevet aime passionnément son personnage, Louis Mandrin, séduisant contrebandier du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et symbole de la révolte des pauvres. Il lui offre une mort sublime. Enchaîné à la croix de Saint-André et écorché par ses bourreaux à coups de barres de fer, son supplice fut atroce. Mais pour ne pas faillir à son destin — ou, du moins, à ce que l'imaginaire collectif exige du héros, — Mandrin garde sa dignité. Son âme, nous raconte Drevet, se dissout dans le vol des papillons qui butinent l'échafaud, papillons qui auraient déjà sa tête superbe lorsque nous le découvrons, au début du roman, dormant sous un arbre, sommeil sensuel de la vie qui se clôt huit ans plus tard par celui — aussi radieux paraît-il — de la mort.

Pour le plus grand bonheur du romancier, les héros ne meurent pas. Pour le nôtre aussi, lecteurs conquis par le tumulte joyeux de cette brève existence. Face à une foule silencieuse, le beau Mandrin fait semblant de nous quitter. Il nous abandonne son corps lumineux. Qu'aurait-il fait de l'âge qui corrompt l'idéal à mesure que se détériore la sangle abdominale ? L'histoire accorde ses violons à ceux de la fiction. Mandrin (1725-1755) est escamoté par la légende au zénith de ses trente ans, comme ses frères en gloire, et le plus tenace d'entre tous, Jésus, dont Patrick Drevet s'inspire. *Le Rire de Mandrin* suggère le même pari d'un jeune homme solitaire voué à une éternelle fuite, suivi par les mêmes disciples idolâtres. On pense à l'*Évangile selon saint Matthieu*, de Pasolini, hymne à la jeunesse et victoire de la chair.

Patrick Drevet désigne Mandrin par son surnom : Belle-Humeur. Il précise ainsi son projet d'exploiter la biographie au bénéfice de la fiction. Rompant — apparemment — avec ses précédents romans attachés à décrypter l'émergence du désir, Drevet se lance dans le récit d'aventures. Marginal sans famille, Belle-Humeur juge sévèrement son époque. Il donne «*à la contrebande une tout autre envergure*» en la rendant «*offensive*» et poursuit un but révolutionnaire, «*tendre à la ruine des fermiers généraux*».

Mandrins est un bandit exemplaire. Il condamne les nantis et s'attache à soulager les victimes. Ce précurseur des exploits humanitaires tente de lire le *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* d'un certain Jean-Jacques Rousseau. Même s'il se targue — en homme d'action — de ne rien y comprendre («*Nous manquons de lumières, conclut Belle-Humeur. C'est là une inégalité à laquelle le philosophe n'a point pensé.*»), c'est bien le bonheur terrestre, l'égalité et la justice qu'il cherche en vain, réunissant Dieu et le roi dans le même opprobre : «*Ne voyez-vous pas que sur cette terre tout est guerre et carnage ?*»

Portraits  
de groupe

Choisir Mandrin, c'est donc retrouver l'histoire occulte du XVIII<sup>e</sup> siècle, celle des bandes qui font obstacle au pouvoir et réagissent contre une société «*contaminée par le modèle pervers du régime courtisan.*» Une féodalité qui maintenait les hommes dans l'infantilisme. C'est aussi exprimer en écho le désenchantement actuel.

Le roman historique impose des contraintes. L'écrivain doit veiller à l'éclairage et aux effets de perspective. Drevet raconte l'épopée d'un homme exalté en butte aux forces de l'ordre. Comme Pasolini filmant Jésus et ses apôtres dans leur longue marche, Drevet soigne tout particulièrement les portraits de groupe et le mouvement. Rassemblement de paysans, irruption de Mandrin et de ses compagnons dans une auberge : les gestes, les vêtements, les bruits, les odeurs, les dialogues nous sont restitués avec une précision et un foisonnement de détails comme autant de tableaux de genre revisités par une caméra

pointilliste. Mais ce qui est le plus lignolé, c'est le décor (la campagne et les bourgs du sud-est de la France), embrassé du point de vue du cavalier clandestin, le lent défilé des paysages rythmé par le caracolage des chevaux, avec, soudain, des panoramiques éblouissants lorsque les insomnis sont au repos. Il y a de très belles pages comme dans les romans du XIX<sup>e</sup> siècle qui prenaient le temps de la description.

Le mystère  
exorcisé

Drevet dévoile sans vergogne la vie affective et les goûts sensuels de Mandrin. La résistance politique s'accompagne-t-elle mieux de la transgression sexuelle ? Mandrin aime ses hommes et plus précisément Jambon, son alter ego de trois ans plus jeune, une passion inamovible qui s'épanouit dans le plaisir. Mandrin partage une belle inconnue avec l'ami et, à bien observer le rituel jouissivement décortiqué par l'auteur, on n'a plus de doutes sur les aspirations véritables du héros. *Le Rire de Mandrin* met en scène un univers de garçons robustes, la masse musculaire n'excluant pas la grâce juvénile des visages. Cet aspect récurrent du roman est une extrapolation possible de l'intimité d'une troupe exclusivement masculine. Leur tendresse mutuelle est aussi impérieuse que leur quête d'ab-

solu. *Le Rire de Mandrin* est une belle évocation de la jeunesse et de ses rêves, une leçon d'optimisme et d'espoir. Mais dans sa volonté maniaque de nous rendre Mandrin plus vivant que son image, de s'apropriant avec volupté sur sa perfection physique, Drevet s'approche trop près de l'instant, obsédé par le gros plan au détriment du mythe. Son excellente reconstitution donne certes le sentiment du réel mais la juxtaposition des scènes comme autant de processus nuit à la chronologie interne du récit. A trop aimer l'homme Mandrin, à trop cerner sa magnifique présence, à trop prendre le contre-pied des biographies désincarnées, Drevet nous éloigne de la dimension historique d'une figure de la subversion toujours d'actualité.

L'intense attention et l'interprétation méticuleuse du romancier délimitent trop impérativement notre lecture. La mémoire de Mandrin, comme celle de son semblable inversé mais tout aussi équivoque, le chevalier des Touches, varie au gré de nos fantasmes. Barbey d'Aurevilly amplifie le mystère, Patrick Drevet l'exorcise. Les papillons qui ont dispersé l'âme de Belle-Humeur sont trop éphémères pour donner une réponse à l'énigme d'un héros qui, comme tous les prophètes, n'a de vérité que ses métamorphoses.

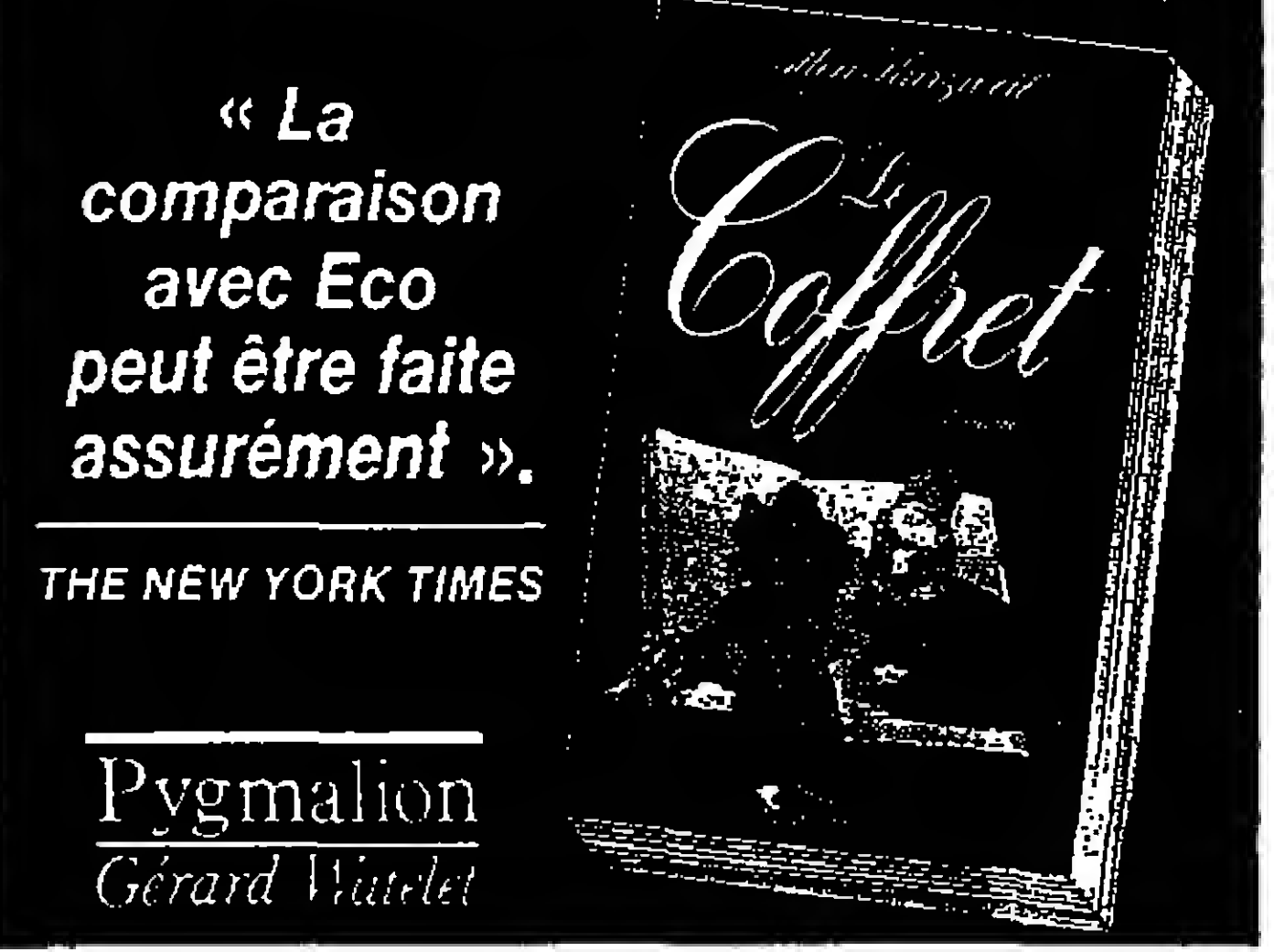
Hugo Marsan

Déjà salué dans 9 pays par une presse unanime.



Allen Kurzweil  
Le Coffret  
roman

Traduit de l'américain par Marie-Lise Marlière  
En France, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à une époque où érudition rimait avec passion, les aventures picaresques et galantes d'un jeune adolescent dont les inventions insolites bouleversent le destin.



« La comparaison avec Eco peut être faite assurément ».  
THE NEW YORK TIMES  
Pygmalion  
Gérard Wautlet

Les éditions FAYARD et la librairie LE DIVAN vous invitent à rencontrer  
**Elisabeth ROUDINESCO**  
pour la sortie de son livre  
**JACQUES LACAN**  
Esquisse d'une vie,  
histoire d'un système de pensée  
le mercredi 8 septembre 1993, à partir de 18 h  
Librairie Le Divan, 37, rue Bonaparte, 75006 Paris - Tél. : 43-26-84-73

(1) Prix Femina 1974, Albin Michel.



## LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

## PHILOSOPHIE ET SCIENCES HUMAINES

## Des idées qui s'ouvrent

L'automne philosophique a des allures de printemps : les éditeurs prennent des risques

L'automne philosophique ne manquera pas de contemporains célèbres. Gilles Deleuze publie *Critique et clinique* (Minuit, septembre), recueil de textes partiellement inédits qui ouvrent la philosophie au travail de la littérature et au « dehors » de la langue. Dans *Spécifications de Marx*, Jacques Derrida s'interroge sur la mort du marxisme, qu'on a cru hâtivement liquidé et disparu sans laisser de reste (Gallimard, septembre). Chez Gallimard également, Jean-François Lyotard poursuit son itinéraire avec *Moralités postmodernes*, ensemble de courts récits qui se veulent exemplaires et édifiants (octobre). Michel Serres se penche sur la *Légende des anges*, où il voit comme le modèle permettant de comprendre la société de la communication (Flammarion, octobre). Et Roland Barthes est de retour, avec la publication du premier tome de ses *Œuvres complètes* (1942-1965), dans une édition chronologique d'Eric Marty (Seuil, octobre).

L'attention envers ces célébrités ne doit pas faire oublier que les programmes des éditeurs s'ouvrent à des ouvrages de réflexion qui peuvent surprendre, et séduire, par l'originalité de leur ton ou la singularité de leur parcours. C'est le cas par exemple d'un livre de Patrice Loraux sur *le Temps de la pensée*, qui s'attache aux « pensées » que la création intellectuelle doit surmonter pour faire œuvre (Seuil, septembre). Sur d'autres registres, c'est aussi le cas de Michel Onfray, qui continue sa provocation réfléchie en dessinant les contours d'une « morale esthétique » dans la *Sculpture de soi* (Grasset, octobre), de Jean-Christophe Bailly, qui dédie *A Dieu un texte sous-titré « sur la mort des dieux »* (Ed. de l'Aube, septembre).

La recherche s'ouvre aussi à de nouveaux thèmes, au moins pour une part. Ainsi Daniel Parrochia propose-t-il une *Philosophie des réseaux* analysant d'un point de vue conceptuel le fonctionnement de grandes entreprises de transports ou de distribution de l'énergie (PUF, septembre), tandis que François Lelièvre, dans *Que l'argent soit* (Calmann-Lévy, septembre), élabore une conception des relations entre capitalisme et modernité dépassant le cadre des travaux économiques habituels. La place essentielle du mouvement dans la conception scientifique de la nature est au centre de la réflexion de Gilles Châtelet dans *Les Enjeux du mobile* (Seuil, octobre), alors que *l'Art du moteur*, de Paul Virilio, souligne les transformations accélérées de la mémoire et de l'information (Gallimard, octobre).

L'un des traits marquants de cette rentrée est l'ouverture d'un vaste chantier philosophique concernant l'analyse des sentiments et des valeurs. La *Philosophie* de Grimaldi, centré sur l'œuvre de Proust (Actes Sud, septembre), la *Curiosité et la Pureté* sont scrutées par deux ouvrages collectifs sous la direction, respectivement, de Nicole Cechowaki et de Sylvain Matton (Autrement, septembre). Aux Presses universitaires de France, la nouvelle collection « Philosophie morale », dirigée par Monique Canto-Sperber, publie, pour commencer, des traductions de travaux anglo-saxons, comme *Moralité et modernité*, de Charles Larmore (octobre), ou *Éthique et économie*, d'Amartya Sen (octobre), en attendant, à côté de la reprise de travaux français oubliés comme ceux de Jean Nabert et d'ouvrages originaux, un nouveau livre du philosophe américain John Rawls, *Le Libéralisme politique*. La *Théorie de la justice* de cet auteur est un des livres, fondamentaux mais difficiles, autour desquels s'organisent les débats contemporains en philosophie morale et politique. C'est pourquoi la parution au Seuil, en octobre, d'un recueil d'articles de John Rawls, plus aisément accessibles, réunis par Catherine Audard sous le titre *Justice et démocratie*, est la bienvenue.

À côté de ces analyses relatives aux notions morales, la philosophie d'origine anglo-saxonne plus classiquement logicienne et analytique, longtemps négligée par l'édition française, est désormais largement présente. Figurent notamment dans les programmes de cette rentrée *Conséquences du*

pragmatisme, de Richard Rorty (Seuil, novembre), deux livres de Donald Davidson traduits par Pascal Engel, *Actions et événements* (PUF, septembre) et *Enquêtes sur la vérité et l'interprétation* (Jocelyne Chambon, septembre), ainsi que deux nouveaux titres aux éditions de l'Éclat, qui accomplissent dans ce domaine un travail remarquable : *Le Point de vue de nulle part*, de Thomas Nagel (octobre), et *La Constitution du perfectionnisme emersonien*, de Stanley Cavell (septembre). L'important ouvrage de Jaakko Hintikka, *Fondements d'une théorie du langage*, est également annoncé (PUF, novembre).

Toujours dans le vaste secteur de la philosophie dite analytique, les « grands ancêtres » fournissent matière à de multiples publications : *Recherches sur l'universalisme logique*, Russell et Carnap, qui s'attache aux « pensées » que la création intellectuelle doit surmonter pour faire œuvre (Seuil, septembre), ou encore, plus loin des préoccupations actuelles mais non moins intéressantes, *Autobiographie*, de John Stuart Mill (Flammarion, septembre). Deux ouvrages sont, d'autre part, consacrés à Wittgenstein : une nouvelle biographie signée Ray Monk (Odile Jacob, septembre) et *La Pensée-Wittgenstein*, maître livre de David Pears (Aubier, octobre).

La nébuleuse dénommée « sciences cognitives », et l'ensemble de ses diverses répercussions sur la réflexion philosophique, sont également au rendez-vous. Les éditions Payot publie une *Histoire de la révolution cognitive*, de Howard Gardner (septembre), tandis que, chez Odile Jacob, en octobre, deux ouvrages différents en soulignent les prolongements possibles : *le Mythe de la conscience*, de l'Américain Daniel C. Dennett, et *Le Réve de celui qui parlait presqu*, du biologiste français Jean-Didier Vincent, esquissant une critique historique des conceptions mécanistes de l'esprit.

Parmi les publications d'histoire de la philosophie, les travaux annoncés sont par définition plus classiques. À la librairie philosophique J. Vrin, quatre titres de Leibniz et deux de ceux de M. de Gaudemar et de F. Duchesneau éclaireront cette œuvre-clé. Chez Vrin également, on se poursuit l'édition scientifique des *Œuvres complètes* de Hobbes, sous la direction de Yves-Charles Zarka. Sont annoncés un ouvrage sur Platon et une traduction de son traité *Des deux maîtres*, par J.-M. Narbonne, et un collectif intitulé *Contre Platon*, sous la direction de Monique Dixaut. Sous la direction de Pierre Aubenque, un *Aristote politique* doit paraître aux PUF (septembre). Toujours aux PUF, un important travail de Pierre-François Moreau, *Spinoza. L'expérience de l'éternité*, doit éclairer d'un jour nouveau la démarche spinoziste (novembre), tandis qu'une nouvelle traduction de la *Phénoménologie de l'esprit*, de Hegel, par Pierre-Jean Labarrière et Gwendoline Jarczyk, est prévue chez Gallimard (octobre). Parmi les grands contemporains, un nouveau recueil de textes de Léon Strauss est annoncé aux éditions Gallimard sous le titre *La Renaissance du rationalisme politique classique* (septembre).

La présence de ces classiques n'empêche pas de nettes ouvertures envers des auteurs, ou des périodes, demeurés jusqu'à une date récente dans une ombre relative. La pensée médiévale suscite, par exemple, un intérêt croissant, que confirme les publications d'auteurs comme Abélard, Buridan, Duns Scot chez Vrin, Anselme de Cantorbéry chez GF-Flammarion, ou encore les études d'Otto Hermann Pesch sur *Thomas d'Aquin. Grands et limites de la théologie médiévale* (Corr, octobre) et d'Alain de Libera sur *la Philosophie médiévale* (PUF). On traduit d'autre part la thèse d'Umberto Eco, *Le Problème esthétique chez Thomas d'Aquin* (PUF, novembre), tandis qu'un recueil d'essais du même auteur, *De Superman au surhomme* paraîtra chez Grasset en octobre.

On redécouvre également des figures plus ou moins oubliées de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou du début du nôtre, comme Paul Chaillet-Lacour, dont paraissent les *Études et réflexions d'un pessimiste* (Fayard, septembre), Carlo

Michelstaedter, dont paraissent les *Appendices critiques à « La Persuasion et la Rhetorique »* (l'Éclat, septembre), ou comme Ernest Hello, journaliste catholique, contemporain de Renan, auquel notre collaborateur Patrick Kéchichian consacre un essai intitulé *les Usages de l'éternité* (Seuil, novembre).

A cette ouverture à de nouveaux textes de l'héritage européen se juxtapose l'attention accrue que reçoivent les œuvres issues d'autres traditions. Ainsi les éditions Verdier annoncent-elles une nouvelle traduction de textes cabalistes par Charles Mopsik, *la Lettre sur la sainteté*, qui traite du « secret » de la sexualité, tandis que les *Hauts faits de l'éternel*, du Maharal de Prague, et un *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme* paraissent aux éditions du Corr (septembre). François Jullien dirige une nouvelle collection intitulée « Orientales », destinée à faire connaître à un large public les traits fondamentaux des pensées de l'Asie, qui s'ouvre avec un recueil d'*Études sinologiques*, de Léon Vandermeersch, et un livre de Marcel Granet, *Dances et légendes de la Chine ancienne* (PUF, octobre).

Notons pour finir qu'une volonté d'ouverture à un large public, et à un regard d'ensemble sur la pensée hors de nos frontières, se manifeste dans cette avalanche d'automne. C'est ainsi que Jean-Michel Besnier propose une

*Histoire de la philosophie moderne et contemporaine à l'usage de lecteurs* qui ne sont pas du métier (Grasset, septembre), ou que Denis Huisman publie une version revue et augmentée de son indispensable *Dictionnaire des philosophes* (PUF). Dans la collection « Folio » chez Gallimard, Raymond Klibansky et David Pears dressent un utile et intéressant portrait de la *Philosophie en Europe* (septembre), tandis qu'un ensemble d'auteurs interrogé, sous la direction de Jacques Poulain et Patrice Vermeren, *l'Identité philosophique européenne* (L'Harmattan, octobre). Dans un souci de vulgarisation de qualité, Flammarion annonce, pour mi-octobre, une nouvelle collection de dossiers d'information et de réflexion sur les grands problèmes de savoir et de société, sous la direction de Michel Serres et de Nayla Fanouki. Intitulée « Dominos », cette série s'ouvrira par une dizaine de titres, parmi lesquels *la Biéthique*, de Jean Bernard, *l'Explosion démographique*, d'Albert Jacquard, et *l'Intelligence artificielle*, de Jean-Gabriel Ganasca.

Il est précisé que ne figure ici qu'une sélection de titres à paraître, nullement un inventaire complet des publications prévues. Cela afin de calmer l'éventuelle déception de « gros lecteurs », à qui l'ouverture des idées donnerait de l'appétit.

Roger-Pol Droit

## HISTOIRE

## Les séqueles de l'Occupation

La France des années noires demeure un sujet d'étude privilégié

L'histoire moderne et contemporaine se taille une place importante dans la rentrée d'automne. La dernière guerre continue à alimenter la réflexion ou les recherches, avec des épisodes controversés, comme l'affaire Jean Moulin (*Ils ont tué Jean Moulin*, chronique d'une trahison inavouée, de Francis Crémieux, Archipel, octobre), et *le Traité empoisonné, réflexions sur l'affaire Jean Moulin*, de Pierre Vidal-Naquet, la Découverte, octobre), ou l'exploration de domaines périphériques : *Histoire de la prison sous Vichy*, de Pierre Pedron (Éditions de l'Atelier, septembre); *le Cinéma sous l'Occupation*, de Jean-Pierre Bertin-Maghit (Complexe, septembre); Antoine Lefebvre a travaillé à partir des dossiers de la censure postale et téléphonique : *les Conversations secrètes des Français sous l'Occupation* (Pion, septembre). Ouvrages plus généraux : les deux volumes de la *France des années noires (1939-1945)*, de Jean-Pierre Azéma et François Bédaride (Seuil, novembre) et le dernier volume de la *Vie des Français sous l'Occupation*, d'Henri Amoureux (Laffont, novembre). François Delpla analyse, de son côté, l'histoire diplomatique et militaire de la « drôle de guerre » dans *Churchill et les Français* (Pion, septembre).

Pour servir à l'histoire du mouvement ouvrier les *Mémoires de Jean Chastanet (le Vent soufflait devant ma porte*, Seuil, septembre), la biographie de Renaud Jean, *tribun des paysans*, de Gérard Belloin (Éditions de l'Atelier, septembre) et, chez le même éditeur, en septembre également, l'ouvrage collectif, dirigé par André Gueslin, sur les ouvriers Michelin de 1889 à 1940; sur le rôle des « partis frères du service de l'Internationale communiste », Arkadi Vaksberg publie *Hôtel Lux* (Fayard, septembre).

Plus près de nous, la *Guerre d'Algérie*, de Pierre Michel (Fayard, octobre), qui signe également, sur le même sujet, un album avec des images d'archives inédites (Le Chêne, octobre); Fayard propose une nouvelle édition refondue de la première partie (1945-1954) de *l'Histoire de la IV<sup>e</sup> République*, de Georgelette Egey (septembre).

Avant de remonter le temps et d'élargir l'horizon géographique signalons le quatrième et dernier volet du grand ensemble thématique, dirigé par André Burguière et Jacques Revel, sur *l'Histoire de France : les Formes de la culture*, sous la direction d'André Burguière (Seuil, octobre). Verdier annonce un recueil dans lequel Michèle Perrot a rassemblé les sources documentaires relatives aux événements de 1963 en France et dans quelques pays étrangers; Michèle Perrot a également dirigé, avec Georges Duby, un colloque intitulé *Femmes et histoire* (Pion, octobre); André Chanderagor raconte *l'Histoire des maîtres au siècle dernier et au nôtre* (Fayard, septembre).

L'histoire politique, culturelle, économique et religieuse du monde arabe donne lieu à plusieurs publications importantes : *les Arabes dans l'histoire*, de Bernard Lewis (Aubier, septembre); *le Dihad dans l'Islam médiéval*, d'Alfred Morabia, à propos des sources coraniques de la notion de « combat spirituel » (Albin Michel, octobre); *la France et l'islam arabe : naissance du Liban moderne 1914-1920*, de Daniel G. Khoury (Armand Colin, septembre); *Banquiers et pachas, finance internationale et impérialisme en Égypte*, dans lequel l'historien américain David S. Landes analyse les structures de la finance internationale et l'expansion européenne dans les années 1860 (Albin Michel, septembre).

En ce qui concerne le dix-neuvième siècle : une édition refondue du livre de Jean-Denis Bredin sur Alfred Dreyfus paru il y a dix ans, *l'Affaire* (coédition Julliard-Fayard, septembre); *les Sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIX<sup>e</sup> siècle*, de Dominique Lejeune (Albin Michel, septembre); *l'Âge d'or de la prostitution, de 1870 à nos jours*, de Jacques Solé (Pion, septembre).

Actes de naissance de l'histoire moderne, le siècle des Lumières et la Révolution française nourrissent toujours le travail des historiens : *la France des Lumières*, de Daniel Roche (Fayard, septembre); *l'Histoire entre érudition et philosophie, étude sur la connaissance à l'âge des*

## Lacan, Freud et les leurs

Pour ceux que la psychanalyse intéresse, l'un des faits marquants de cette rentrée est la biographie de Jacques Lacan par Elisabeth Roudinesco, qui paraît chez Fayard en septembre sous le titre *Jacques Lacan. Esquisse d'une vie, histoire d'un système de pensée*. Chez Stock paraît, également en septembre, un volume de textes posthumes de Louis Althusser, intitulé *Écrits sur la psychanalyse*. Freud et Lacan. Édités par Olivier Corpet et François Mathéron, ces pages, pour la plupart inédites, sont accompagnées d'une correspondance entre le philosophe et le psychanalyste. Enfin, un essai de Joël Sips, *Lacan et Descartes. Le sujet inconscient et ses paradoxes*, examine les relations théoriques entre deux approches qui ne sont peut-être pas si incompatibles qu'on le pense (PUF, septembre).

De Freud, les Presses universitaires de France viennent de publier la volumineuse *Correspondance avec Romain Rolland (1923-1936)* et annoncent, pour septembre, le tome X des *Œuvres complètes (1909-1910)*, qui contient notamment l'étude sur Léonard de Vinci et les cinq conférences données par Freud aux États-

Unis. D'Anna Freud, en 1961, pour la lire les *Conférences de Harvard*, données en 1962 (PUF, octobre). De D. W. Winnicott paraîtront, chez Grasset, les derniers travaux, sous le titre *Œuvres complètes de Winnicott*, et, de Jean Laplanche, directeur scientifique des *Œuvres complètes de Freud*, aux PUF, les éditions Symploche annoncent un essai sur le *Fourvoiement biologique de la sexualité* chez Freud (octobre).

Parmi les nombreux autres titres à paraître, Maud Mannoni entend « ramener avec la langue perdue de l'enfance » dans *Amour, haine, séparation* (Denoël, septembre), tandis qu'Anny Cordier veut montrer que les cancras n'existent pas (Seuil, septembre).

On retiendra enfin un ouvrage de réflexion et de travail, *l'Apport freudien, éléments pour une encyclopédie de la psychanalyse*, sous la direction de Pierre Kaufmann (Bordas, septembre). Œuvre d'une cinquantaine de spécialistes, les deux cents articles de ce dictionnaire tentent de faire le point de la recherche, et d'aider à de nouvelles investigations, en particulier dans la théorie de la culture.

R.-P. D.

## La mue

## ROMANS POLICIERS

## Comme un mi

de Pierre Broué (Fayard, octobre); chez Fayard encore : *Histoire de l'Angleterre*, de Roland Marx (septembre), *Une puissance pauvre : Histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, de Georges Sokoloff (septembre) ainsi que les tomes 3 et 4 de l'ouvrage dirigé par Samuel Trigano, *la Société juive à travers les âges* (Fayard, septembre); aux PUF, *la Révolution russe*, de Richard Pipes (octobre).

Citons, pour terminer, un certain nombre d'ouvrages généraux, ou simplement plus difficiles à classer dans les catégories que nous avons retenues : *Fragment d'Europe. Atlas de l'Europe centrale et orientale*, sous la direction de Michel Foucault (Fayard, octobre); *les Révolutions européennes 1492-1992*, de Charles Tilly (Seuil, octobre); *du bon cœur des inconnus. Les enfants abandonnés de l'Antiquité à la Renaissance*, de John Boswell (Gallimard, septembre); *le Saint et le Malin*, sur l'histoire et les frontières de l'hygiène, de Georges Vigarello (Seuil, octobre); deux essais autour de l'histoire du peuple juif et d'Israël : *Histoire de l'errance juive*, de Ricardo Calimani (Fayard, octobre), et *le Septième Millénaire*, de Tom Segev, sur l'attitude d'Israël et de la pensée sioniste face à l'Holocauste (Liana Lévi, novembre); ainsi que les tomes 3 et 4 de l'ouvrage dirigé par Samuel Trigano, *la Société juive à travers les âges* (Fayard, septembre); *l'Homme grec*, de Jean-Pierre Vernant (Seuil, novembre) et la réédition des *Dieux de la Grèce*, de Walter Otto, préface par Marcel Détienne (Payot, octobre). Enfin, Hachette propose un album sur l'histoire et la géographie de Paris, dirigé par Jean-Robert Pitte (octobre).

Au rang des grandes rééditions : *Apologie pour l'histoire, ou le métier d'historien*, de Marc Bloch, préface par Jacques Le Goff et accompagné de documents inédits (Armand Colin, octobre); *l'Histoire économique et sociale de la France*, de Fernand Braudel et Ernest Labrousse (PUF, « Quadrige », septembre); et la *Grammaire des civilisations*, de Braudel (Champs-Flammarion, septembre).

P. K.

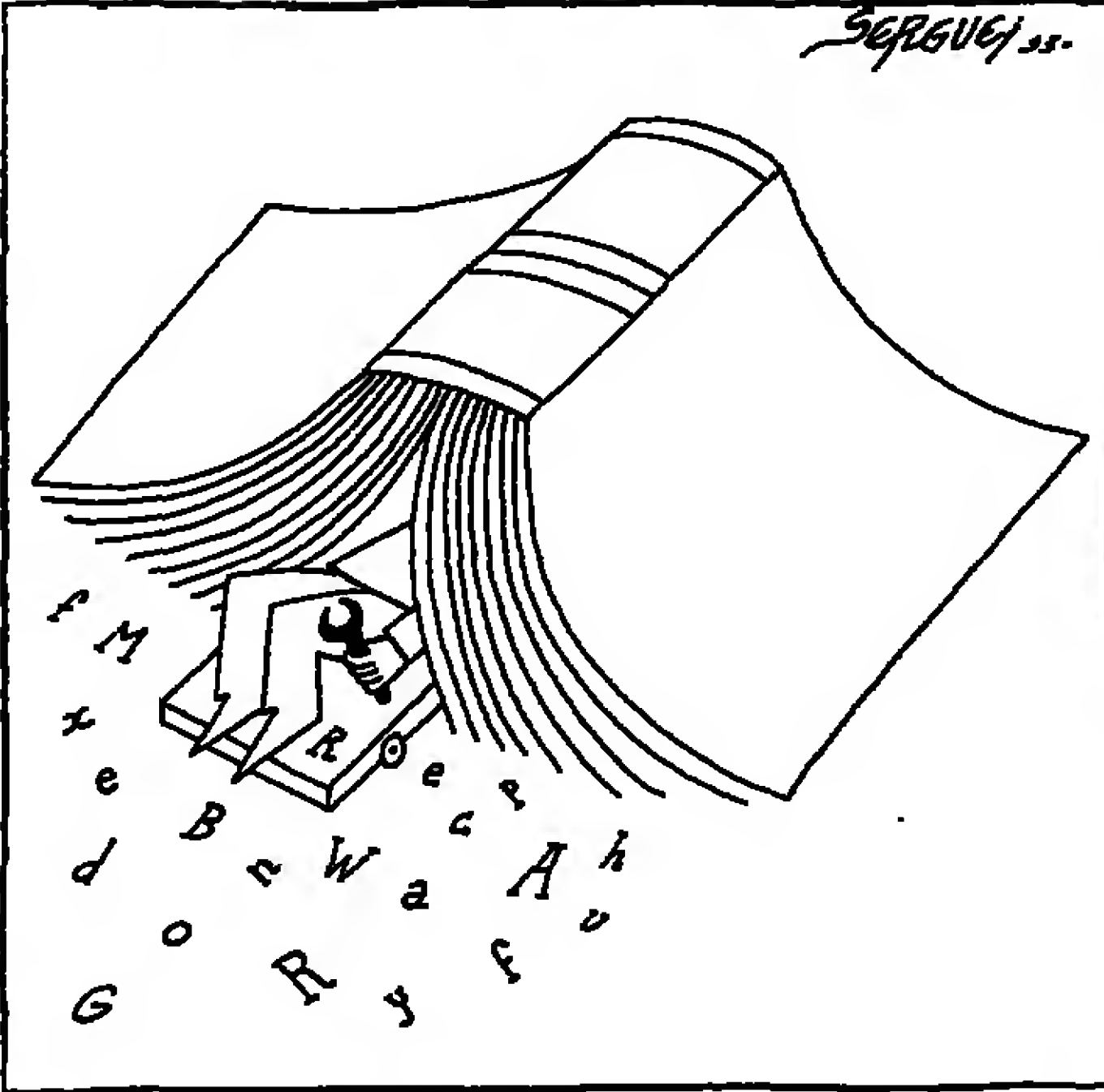


LE MONDE DES LIVRES

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

La mue du « Petit Robert »



LE NOUVEAU PETIT ROBERT  
Dictionnaire  
de la langue française  
sous la direction  
de Josette Rey-Debove  
et Alain Rey  
Dictionnaires Le Robert,  
2 528 p., 369 F.

CETTE fin de mois d'août connaît un certain calme. Aucun défilé militaire à redouter, et le général Bigard se tient coi. Aucun roi, Dieu merci, ne paraît disposé à rendre l'âme. Juges et procureurs, M. Tapie même, sont encore dans la nature, ou quelque part en mer. Les honnêtes gens sont enfin tranquilles, comme « à l'intérieur d'une pomme », dirait Henri Michaux.

Profitez de ces moments de grâce pour parler, comme promis, d'un événement qui réjouira les amoureux du français : la « refonte » du Petit Robert, entreprise il y a quatre ans – sous la direction de Josette Rey-Debove, et d'Alain Rey aussi – est aujourd'hui achevée. On sait que la brillante carrière de ce dictionnaire commence en 1967. Un quart de siècle plus tard, pouvait-on se contenter d'ajouter encore des mots nouveaux ?

La position n'était pas tenable, pour d'excellentes raisons théoriques et pratiques. Comment, à ce rythme, le Petit Robert pourrait-il persister dans son être de dictionnaire de langue « en un volume » ? Fait plus grave : il faudrait admettre qu'une langue évolue par simple augmentation du stock lexical. L'expérience montre, au contraire, que les contenus se modifient, les représentations et les évaluations aussi. Il devenait donc « indispensable de reprendre la description du français dans son ensemble », sans pour autant abandonner une méthode qui avait fait ses preuves : soigner les définitions ; mettre en évidence « les significations les plus fines » grâce aux champs analogiques, aux synonymes et aux antonymes ; préciser le plus exactement possible les différents niveaux de langue : familière, vulgaire, argotique, soutenu, littéraire ou « vieillit ». Il s'agissait enfin d'examiner la validité des exemples littéraires ou « forgés ».

Le résultat, c'est une nouvelle édition, « remaniée et amplifiée » :

elle compte soixante mille entrées, rangées en un seul volume qui conserve le format et l'épaisseur des éditions antérieures.

La tâche avait de quoi effrayer. Entreprendre de « remanier », « ligner à ligne », un dictionnaire de langue tel que le Petit Robert suppose, à l'évidence, ténacité et fermeté, intelligence et compétence. Une grande modestie aussi, alliée à une rigueur extrême. Quoi de plus simple, ou de moins suffisant, que la définition de lexicographe maintenue dans la nouvelle édition, à l'exception d'un article défini, inutile et obscur ? Lexicographe désigne « une personne qui fait un dictionnaire de langue » ; et non plus « un dictionnaire de la langue ». Au vrai, cette entrée manifeste le soin qu'on a voulu mettre à la lecture autant que le refus de se payer de mots.

Q'ON n'aille pas croire pourtant que le sens de l'humour ou le goût du plaisir, plus menacés que jamais par ce que Fruttero et Lucentini nomment « le retour du crétin » (1), fassent défaut ici. Une pincée d'exemples suffira. Quelques lecteurs seront peut-être surpris d'apprendre que, parmi « les nouveaux plaisirs de la vie », il faut compter au premier chef celui d'être tenu pour académicien, c'est-à-dire « susceptible d'entrer à l'Académie française ». Ce plaisir daterait, dit-on, de 1982 ; et s'accompagne fort heureusement de quelques autres propres à consoler les simples mortels. Outre l'ouzo et le mescal (dont l'abus reste dangereux), le Nouveau Petit Robert admet enfin, avec jubilation semble-t-il, des termes comme *tourin*, *flamèche*, *bouffarde*, ou encore *pastilla*, qui désigne un somptueux « plat marocain », fait « d'une pâte feuilletée, fourrée de morceaux de pigeon, de raisins et d'amandes ». Et pas une once d'ail.

Toutes ces nouveautés alimentent un premier regret : pourquoi faire fi de l'ailigot auvergnat, aussi

important à première vue qu'un sporogone ou « appareil producteur de spores chez les bryophytes » ?

Parce qu'elle est bien capable d'inquiéter les ayatollahs et divers crétiens, une autre qualité mérite louange : l'indifférence à toute censure, une parfaite liberté d'esprit favorisée à l'évidence la clarté et l'élégance des définitions, chacun restant libre d'évaluer la valeur de l'objet dénoté. La définition de *peep-show* pourrait passer pour un modèle du genre. Reçu dans les années 80, ce mot anglais désigne « un établissement qui propose la location de cabines individuelles où l'on peut voir, à travers une vitre, un spectacle pornographique ». Tout est dit, et si bien dit que l'endroit même paraît presque fréquentable. On frémit à l'idée

d'évoquer plus avant les horribles dangers auxquels s'exposent les lecteurs d'un dictionnaire qui n'a pas peur des mots. Mieux vaudrait à tout prendre méditer cette remarque de Remy de Gourmont, beau sujet de bac au demeurant : « L'obscène, c'est le fait sexuel traité sérieusement » ; le contraire même de la gauloiserie.

Aux définitions, s'ajoutent – comme le savent ceux qui écrivent – les séries des antonymes et des quasi-synonymes. Ici encore, les changements nécessaires sont marqués. Ainsi sous *cajoler* apparaît *chouchouter*, tandis que la série « *cligner, caresser, choyer, dorloter* » perd le joli verbe *mignoter*, un peu vieilli il faut le reconnaître. Par bonheur, grâce à Ronsard, on le retrouvera à sa place alphabétique.

D'autres termes en revanche s'effacent discrètement, tel *folichonner* : « folâtrer gaielement » – sans doute pour faire une place à *magouille* (1970) et à ses dérivés envahissants : *magouillage* (1971), *magouilleur* (1972), *magouiller* (1972). Autres temps, autres mœurs ; mais il n'est pas nécessaire de pavoiser.

Passons plutôt aux exemples littéraires, qui d'ordinaire ménagent d'agréables surprises. A la différence des conférences de presse profferées par M. Balladur. Pourtant, il y a peu, une assez jolie formule pouvait au moins retenir l'attention, par son allure « grand siècle » : il ne faut pas « farder la vérité » aux Français. Le Petit Robert précise qu'il s'agit d'un emploi « figuré et littéraire » ; et l'exemple est effectivement tiré de Racine : « Je répondrai, Madame, avec la liberté / D'un soldat qui sait mal farder la vérité ».

Mais comme pour préparer la venue de cet exemple, le Nouveau Petit Robert introduit une phrase de Queneau, où l'imparfait du subjonctif et l'allitération font merveille : « Elle se fardait pour autant qu'on le put dans le pailotin sans passer pour une pute ». Ce dictionnaire est diabolique. Songez que Loti illustre *borgne*, Bourget *monogamie* et Claudel *dondon*. Flaubert se réserve *soufre* (« J'ai foué trois femmes et tiré quatre coups »), et Gide *stakhanovisme*, « merveilleusement inventé pour secouer le non-chaloir ».

A ce point, force est alors de constater que le « remaniement » manque parfois de pugnacité. Que viennent faire, ici et maintenant, René Bazin, Paul Géraud, Henri Bordeaux, Frison-Roche ou ce pauvre Daniel-Rops qui rêvait de conserver Jésus dans le format ? En revanche, Victor Marguerite mérite d'être sauvé, parce qu'il a osé donner un féminin à *garçon*, et surtout parce qu'il a fourni l'ex-

casion d'un célèbre jeu de mots : « le vit que tord Marguerite ». On se demande enfin ce qui justifie de supporter, jusque dans un dictionnaire de la langue française en un volume, un frotin aussi talentueusement menu que Louis Faurvel, Christine Anothay ou Alexandre Jardin.

Puisqu'il faut toujours mériter les éloges flatteurs, voici une autre réserve formulée dans un français impeccable par un étudiant japonais qui relève « quelques flottements » dans l'emploi des majuscules. Il note, par exemple, que la *traite des Blanches* (sous *Blanc*) devient sans crier gare la *traite des blanches* (sous *traite*). L'usage est variable, pour les Blancs comme pour les Noirs – malgré la règle qui devrait imposer la majuscule. Le Nouveau Petit Robert pourrait justifier son choix, ou son absence de choix.

Un souhait encore, ou plutôt une suggestion : il serait bon de remanier ce qui a trait à la rhétorique, et aux tropes en particulier. Au moment même où de nombreuses publications (dont nous remercions) manifestent un regain d'intérêt pour l'argumentation et les fleurs de rhétorique, l'ensemble ici paraît daté. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir l'entrée *Rhétorique*, où l'on renvoie, pour tout potage, à *déclamation*, à *emphase*, et à *stylistique* – sans que figurent au moins l'*argumentation* et la *dialectique* dont « la rhétorique n'est une branche ». Hegel et Marx ne tenaient pas Aristote en piètre estime. Pourquoi encore écarter le terme *épideictique* alors que les discours de blâme et de louange n'ont jamais cessé ; ce dont témoignent les réceptions à l'Académie ; et, plus fréquemment, les départs à la retraite ?

Rien de tout cela n'affaît le plaisir extrême que l'on prend au Nouveau Petit Robert et à son idéologie : le français est une langue bien vivante, que nulle crise ne menace. En un mot, le Nouveau Petit Robert est le dictionnaire réjouissant et intelligent d'une langue « qui se porte bien ».

(1) Carlo Fruttero et Franco Lucentini : *Le Retour du crétin*, traduit par Luc Barbulesco, Actes, 210 p., 95 F.

Lacan, Freud et les leurs

que le psychanalyste, l'un des faits de cette rentrée est de Jacques Lacan. Il mourra en septembre. Ses derniers travaux, sous le titre *Œuvres complètes de Freud*, sont publiés par PUF, les éditions Synthélabo annoncent un essai sur le *Fourvoiement biologique de la sexualité chez Freud* (octobre).

Parmi les nombreux autres titres à paraître, Maud Marnat entend « ramener avec la langue perdue de l'enfance » dans *Amour, haine, séparation* (Denoël, septembre), tandis qu'Anny Cordier veut montrer que les cancrs n'existent pas (Seuil, septembre).

On retiendra enfin un ouvrage de réflexion et de travail, l'apport freudien, éléments pour une encyclopédie de la psychanalyse, sous la direction de Pierre Kaufmann (Bordas, septembre). Œuvre d'un cinquantenaire de spécialistes, les deux tomes de ce dictionnaire tentent de faire le point de la recherche, et d'indiquer de nouvelles investigations en psychanalyse dans le domaine de la culture.

R.-P. D.

Occupation  
sujet d'étude privilégié

de Chantal Grell (librairie) : chez le même éditeur, la collection de l'histoire de la France de la Seconde Guerre mondiale, sous la direction de Jean-Pierre Laval, est complétée par *Occupation* (novembre), de Jean-Pierre Laval, et *Occupation* (novembre), de Jean-Pierre Laval.

de Pierre Broué (Flammarion) : chez Flammarion, la collection de l'histoire de la France de la Seconde Guerre mondiale, sous la direction de Jean-Pierre Laval, est complétée par *Occupation* (novembre), de Jean-Pierre Laval, et *Occupation* (novembre), de Jean-Pierre Laval.

de Jean-Pierre Laval (Flammarion) : chez Flammarion, la collection de l'histoire de la France de la Seconde Guerre mondiale, sous la direction de Jean-Pierre Laval, est complétée par *Occupation* (novembre), de Jean-Pierre Laval, et *Occupation* (novembre), de Jean-Pierre Laval.

ROMANS POLICIERS

Comme un miroir ...

**VOLS À TOUTES LES ÉTAGES**  
de Dan Kavanagh.  
Traduit de l'anglais  
par Philippe Loubat-Delranc.  
Actes Sud, coll. « Polar sud »,  
291 p., 110 F.

A paraître le 16 septembre

**AU-DELÀ DE MA RIZIÈRE**  
de Philippe Lehman.  
Académie européenne du livre.  
(diff. BAGECA, BP 429,  
86 rue François-Henriot,  
92004 Nanterre), 143 p.

**LA ROUTE OBSCURE**  
de Serge Brussolo.  
Denoël, coll. « Sœurs froides »,  
272 p., 85 F.

« DAN Kavanagh est né en Irlande dans le comté de Sligo en 1946. A dix-neuf ans, au sortir d'une adolescence irréprochable, il devient sous-officier des Mémorables sur un super-tanker japonais. Imperturbable, les éditions Actes Sud auront égaré jusqu'au bout, en quatrième de couverture, la biographie fantaisiste de Dan Kavanagh. En fait, c'est aujourd'hui un secret de polichinelle : avec la réédition de *Vols à toutes les étages* de *Vols à toutes les étages* (1), c'est la publication des œuvres policières du romancier anglais Julian Barnes qu'il s'agit d'achever. Car c'est bien le très caustique auteur du *Perroquet de Flaubert* qui se cache derrière le fantasme irlandais. Pour mieux s'exprimer ? « J'ai écrit quatre romans. Ils décrivent de beaucoup plus près la vie actuelle que mes autres romans, confiait-il. Il y a deux ans, au *Monde*, j'ai plus de liberté. (2) » Bel hommage au genre, soit dit en passant.

Et c'est vrai que le Londres des années 80 ne résiste guère à la moulinette Barnes-Kavanagh. Le Londres des années-fric, des années-frime. Le Londres de la misère sexuelle, du porno-business, des crispations raciales. Le Londres des amnésies immobilières, du sport gangrené par l'argent (tiens !). Dans

*Vols à toutes les étages*, c'est l'aéroport de Heathrow, ce carrefour de toutes les tentations, qui tient la vedette : « C'est une ville aussi grande que New-York, sauf que la population change tous les jours (...) Et la différence, c'est qu'elle est très riche et qu'elle est ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre », Duffy, le héros récurrent de Barnes-Kavanagh, y promène sa singularité, sa solitude aussi : hiérarchisé, cet ex-flic viré pour affaire de meurtres et reconverti en agent de sécurité, est un homme décalé, percuté, éternellement entre deux mondes. Un provocateur qui rêve d'ordre et de contrôle, avec un humour souvent amer, la farce qui se joue sous ses yeux. Une parfaite incarnation en somme de son créateur, qui excelle dans le mariage des contraires, traitant les scènes les plus scabreuses avec un sérieux imperturbable et les situations les plus dramatiques avec une cocasserie narquoise : au premier chapitre de *Vols à toutes les étages*, un homme se cure longuement, complaisamment le nez, alors qu'autour de lui s'organise l'attente qui vise à l'éliminer.

VOICI un livre lancé comme une bouteille à la mer. Edité à compte d'auteur, envoyé par l'auteur au critique, accompagné d'une lettre demandant qu'on veuille bien, dans la marée éditoriale, lui consacrer quelques instants. Autant dire un livre sacrifié, ou presque. Il traîne quelques semaines sur le bureau, manquant plusieurs fois de disparaître sous de nouveaux arrivages, se maintenant à flot comme un remords. Alors, un soir, par acquit de conscience, on finit par l'ouvrir. Quelque cent quarante pages plus loin, il faut s'en convaincre : *Au-delà de ma rizière*, de Philippe Lehman, dont on sait seulement qu'il a été aviateur, puis diplomate, est un bon livre.

Il a pour cadre Madagascar. Autant dire un « continent noir » pour la fiction criminelle, jamais exploré par ce biais à notre connaissance. Débutant – ou moins, on le suppose, et quelques naïvetés, ça et là, l'accrédite, – Philippe Lehman

aurait pu se contenter de plaquer son intrigue sur un décor, une société à l'exotisme garanti. Il a refusé la facilité et pris le roman criminel pour ce qu'il est chez les meilleurs : un formidable révélateur de tensions, un moyen d'exploration privilégié, tant il est vrai que ce soudain facteur de désordre qu'est le crime met souvent à nu la réalité sociale.

C'est bien le cas avec cet assassinat d'une coopérante française à Tananarive. L'enquête se concentre autour de trois coupables possibles : le mari, l'amant et le cuisinier. Mais il faudrait plutôt dire le Blanc, le Malgache et le Comorien. Car dans le Madagascar des années post-colonisation, en proie à de sourdes luttes de factions, l'origine ethnique est un facteur prédominant. Le commissaire Rakoto, qui mène l'enquête, en sait quelque chose : formé à l'école française, il est suspect aux yeux de ses supérieurs et, Noir de la côte Est, méprisé par les Merinas qui colonisent les allées du pouvoir. Dès lors, outre les difficultés propres à toute procédure policière, aggravées ici par le sous-développement du pays, il lui faut affronter, comme autant d'obstacles, raison d'Etat et solidarités de clans. Autant d'intérêts qu'on ne provoque pas impunément. Rakoto, superbe personnage, emblème même des déchirements des siens, l'apprendra à ses dépens.

UNE récente Anthologie de la nouvelle noire et policière latino-américaine (3) le rappelle : les voix – les formes – du crime sont multiples. Et le tragique peut aussi naître d'une confrontation de l'individu avec lui-même plutôt qu'avec la société. Borges, Bioy Casares, Onetti et consorts – le recueil regroupe trente-cinq auteurs de treize pays – ont porté à son point d'incandescence cette variante particulière du genre qu'on appelle « le roman de la victime » : un univers de menace diffuse, de violence latente, aux confins de l'onirisme ou du fantastique, un roman des ombres, où tous les repères se

brouillent, jusqu'à l'incertitude suprême : qui est l'assassin, qui est la victime ? Exemplairement d'ailleurs, le recueil se clôt sur une nouvelle d'un auteur vénézuélien, Edmundo Quintero, où les deux se confondent dans le même individu. Avec cet exemple : « Le miroir révéla chaque matin les lignes de mon visage ».

Est-ce parce qu'il est surtout un auteur de science-fiction ? Nul doute que Serge Brussolo se reconstruit, lors de ces incursions dans le roman policier, dans cette « école du miroir ». Sa dernière œuvre, *La Route obscure*, en porte témoignage, qui met en scène une jeune femme jouet d'une machination dont elle ne comprend ni le sens, ni les raisons et qui, peu à peu, en vient à douter de sa lucidité jusqu'à accepter que l'irrationnel conduise sa vie. Le cauchemar dans lequel s'engue Marie, cette certitude qui la gagne qu'existe, quelque part, un « maître du destin qui régnait sur son existence comme un aigle sur un commandant à la course d'un train », Brussolo les dessine avec une telle finesse, une telle vérité psychologique que le lecteur n'a d'autre choix que de les accepter. Du moins jusqu'aux deux tiers du roman. Car viennent alors, les prémices d'une explication rationnelle qui est, loin, elle, de bénéficier des mêmes atouts. Le mystère, tout à coup, se fracasse sur une solution qui, pour extraordinaire qu'elle soit, n'en est pas moins trop prosaïque. Fragile miroir.

Bertrand Andrusse

- 1) Précédemment paru dans la « Série noire », en 1982, sous le titre *Le Port de la magouille*. Actes Sud a également fait paraître, l'an dernier, *Duffy* (première édition de la « Série noire », en 1981, sous le titre *Neige était sale*) et, en 1991, deux inédits, *Arrêt de jeu* et *Tout fou le camp*. Les deux rééditions bénéficient d'une nouvelle traduction.
- 2) Voir la chronique de Nicole Zand dans « Le Monde des livres » du 29 mars 1991.
- 3) Editions de l'Asiatique, 437 p., 139 F. Edition établie par Olivier Gilbert de Léon, avec une introduction – sur l'histoire du récit policier en Amérique latine – de Nestor Ponce.

JO Claites

EVE RUGGIERI  
Pavarotti

256 p. - 145 F

Eve Ruggieri  
PAVAROTTI

Eve Ruggieri, nous fait revivre la carrière du grand ténor dont elle a été le témoin privilégié.

Un livre passion qui fait découvrir les coulisses magiques de l'art lyrique.

Photo: J. J. J. J.



LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

## Des livres à 10 francs

Venue d'Italie, l'expérience fait école en France

## EN POCHÉ

## Saint Augustin, classique parfait

Les *Confessions* de saint Augustin : un livre dont on sait, au moins par out-dire, l'importance et la place dans l'histoire littéraire et religieuse du monde occidental ; un de ces monuments auprès desquels on passe, avec respect certes, mais sans vraiment juger un arrêt nécessaire. Quelle fraîcheur pourtant dans cette œuvre écrite à la fin du quatrième siècle, histoire d'une âme, première grande tentative d'introspection dans laquelle la louange renforce, exalte le lyrisme et lui donne sens.

La collection «Folio-classique» et Philippe Sellier ont eu l'excellente idée de reprendre la traduction des *Confessions* par Arnaud d'Andilly. Cette version, qui fut celle de Port-Royal, ici revue par Odette Baranne, est assurément la plus belle de toutes celles — elles sont nombreuses — qui existent en français. Les inflexions, la souplesse de la langue classique à son plus haut degré de perfection, restituent au texte de saint Augustin toute sa grandeur, sa densité aussi bien que sa fluidité.

P. K.

► Les *Confessions*, de saint Augustin, édition de Philippe Sellier, Gallimard «Folio» (n° 2465).

► Dans la collection «Folio-classique», signalons également la nouvelle édition, due à Henri Coulet, de la *Nouvelle Héloïse*, de Jean-Jacques Rousseau en deux volumes (n° 2419 et 2420) ; *Ève future*, de Villiers de l'Isle-Adam, par Henri Mitterand (n° 2498) ; le *Docteur Pascal*, d'Émile Zola, par Alan Raitt (n° 2477) ; *Kim*, de Rudyard Kipling, par Alexis Tadié (n° 2498) ; *Sur l'eau*, de Guy de Maupassant, par Jacques Dupont (n° 2408) ; et *Notre cœur*, du même, par Marie-Claire Bancquart (n° 2516).

► La collection «Références» du Livre de poche réédite le *Mazur* de Pierre Goubert. «Portrait d'une ambition», celle de Giulio Mazzarino, «personnage fascinant», conseiller et formateur de l'enfant-roi, qui révèle tout au futur monarque «des intrigues à démentir, des consciences à acheter et que tout homme, fût-il roi, est véniel». Goubert entend démontrer que, «sans l'italien, il n'y aurait pas eu d'œuvre de Richelieu» et «qu'il n'existait pas un grand cardinal, mais bien deux» (n° 0414).

► Dans le Livre de Poche toujours, la collection «Biblio» accueille les *Servantes d'auvergne*, un volume présentant trois nouvelles et un scénario écrits entre 1926 et 1931 par Yasunari Kawabata. A cette époque, le Prix

Nobel de littérature inaugurait une forme minimale de récits «qui se tiennent dans le creux de la main» (traduit du japonais par Suzanne Rosset, n° 3200).

► Dans la collection «Rivages poche», paraissent trois ouvrages : le *Dossier Brandon*, de Quentin Bell, traduit de l'anglais par Monique A. Burke ; *En plein cœur de la vie* (deuxième volume), d'Ambrose Bierce, traduit de l'anglais par Bernard Salé, un recueil de onze nouvelles macabres et savoureuses dans la tradition d'un Poe ou d'un Melville ; *Une dame perdue*, de Willa Cather, traduit de l'anglais par Marc Chénier.

► *Almô*, de Jacques Rivière (1922), est réédité dans la collection «L'Imaginaire», chez Gallimard. Fait prisonnier durant la guerre de 1914, J. Rivière dédia ce roman à Marcel Proust, en hommage à l'aimée : Marthe-Issabelle.

► Chez 10/18, signalons deux ouvrages : *Haroun et la mer*, de Salman Rushdie, un recueil de nouvelles traduites de l'anglais par Jean-Michel Desbuis (n° 2402) ; *Au pays des hommes nus*, de l'auteur de Tobias Schnebaum, un livre retraçant les tribulations de l'auteur dans une région inconnue de la forêt péruvienne. (Traduit de l'anglais par Jean-Bernard Blandinier ; n° 2403).

► Une nouvelle librairie dans le Quartier latin. — La société Gilbert Jeune a ouvert une nouvelle librairie dans le Quartier latin, au 10, place Saint-Michel, à Paris. Baptisée Librairie des langues et lettres du monde entier, cette succursale spécialisée propose un choix d'ouvrages en trois cent langues, romans et documents, livres scolaires ou méthodes d'enseignement. Comme les autres librairies Gilbert, la nouvelle enseigne commerciale des livres neufs et d'occasion.

► Péril en la demeure. — Asham House, la maison de campagne où Virginia Woolf a séjourné de

1911 à 1919, risque d'être détruite en octobre. Selon le journal anglais *The Guardian*, les responsables de la région du Sussex ont pris cette décision afin d'étendre une décharge publique déjà existante. Cette initiative soulève de nombreuses oppositions, parmi lesquelles celle du professeur Quentin Bell, neveu et biographe de l'écrivain, qui réunissait là le cercle d'intellectuels de Bloomsbury. L'offre de 2 500 dollars d'un universitaire américain, les pétitions envoyées du Japon ou d'Australie ne semblent pas être suffisantes pour sauver cette habitation qui a inspiré Virginia Woolf pour sa *Maison hantée*...

L'expérience italienne des mille-livres, petits fascicules lancés à des prix défiant toute concurrence, semble faire école en France. Dès le 15 septembre, une nouvelle maison d'édition, créée pour la circonstance, présentera au public des ouvrages à 10 francs. Sous le label Mille et une nuits, paraîtront une série d'ouvrages classiques sous forme de livrets agrafés n'excédant pas cent pages. D'Épique à Baudelaire, en passant par Cervantès et Balzac, la «Petite collection» comprendra des textes courts en version intégrale, assortis d'une présentation succincte de l'auteur et de quelques repères bibliographiques. Le concept paraît séduisant, mais ne va pas sans poser quelques problèmes et susciter des réactions mitigées.

C'est de la rencontre de deux écrivains, Maurizio Medico et Nata Rampazzo, que sont nées les éditions Mille et une nuits. Hier propriétaire d'une librairie ancienne et aujourd'hui directeur de la nouvelle maison, Maurizio Medico est le principal financier de cette opération. Pour lui, le prix est un élément décisif, sans constituer cependant le fondement unique de

la démarche. A en croire Luc Dubois, qui travaille au lancement de la collection, l'objectif est de «toucher un public plus large en maintenant le réflexe d'achat du livre et d'inciter le lecteur à approfondir par la suite sa connaissance de l'auteur».

Si leur projet parvient à se concrétiser dans la durée, les responsables de la maison envisagent, par la suite, de publier des auteurs contemporains. En attendant, ils misent beaucoup sur un graphisme soigné, exécuté par Nata Rampazzo. De la peinture à l'huile à l'aquarelle, du collage au dessin composé sur ordinateur, tel un archéologue confronté à différents matériaux, Nata Rampazzo aspire à «redonner une qualité à l'image» dans son travail de graphiste. Il s'est notamment inspiré des futuristes italiens pour la couverture du texte de Kleist intitulé *Sur le théâtre de marionnettes*, ou encore des possibilités offertes par l'ordinateur pour réaliser la couverture d'*Un fils*, de Maupassant.

C'est le succès des mille-livres en Italie qui a conduit Alain Crochet, directeur du Centre de diffusion éditoriale chez Gallimard, à tenter

l'expérience en France. Faisant un parallèle avec la fête du cinéma, qui attire un large public, il pense que cette nouvelle approche invitera de nombreux jeunes à la lecture de grands auteurs. C'est pourquoi chacun des douze premiers titres à paraître en septembre sera diffusé à trente-cinq mille exemplaires.

Pourtant, les réactions face à la parution de ces petits ouvrages sont partagées. Alors que certains libraires accueillent le projet avec enthousiasme, jugeant l'idée «innovante et originale», d'autres émettent des réserves quant à sa longévité. Ils estiment que ces livrets ne sont pas à leur place sur leurs rayons dans la mesure où ils ne correspondent pas au concept classique de livre. Le problème de rangement de ces livres, imprimés en Italie sur un papier recyclé, n'a effectivement pas été résolu. En effet, l'absence de dos plat peut apparaître comme un handicap pour celui qui souhaiterait éteindre le contenu de sa bibliothèque. Comme le souligne Nata Rampazzo, «ces livres sont faits pour être échangés entre amis et non pour figurer dans une bibliothèque».

## Deux disparitions

## L'historien anglais Edward Thompson

L'un des auteurs les plus cités dans le monde

L'historien anglais Edward P. Thompson est mort samedi 28 août. Il était âgé de soixante-neuf ans (le *Monde* du 31 août). Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de l'hommage que lui a rendu son collègue E. J. Hobsbawm dans les colonnes du quotidien britannique *The Independent* du 31 août.

E. P. Thompson était socialiste, poète, militant, orateur, écrivain (à ses heures) dans le style polémique, l'un des plus égaux de ce siècle. Mais c'est probablement comme historien qu'il aurait souhaité rester dans les mémoires. En effet, quand ses différents combats seront oubliés, *The Making of the English Working Class* (I) et plusieurs de ses autres œuvres continueront à être lues avec admiration et enthousiasme.

Dans les années 80, Thompson fut l'un des historiens du vingtième siècle les plus largement cités dans le monde ; selon le Répertoire des citations des arts

et lettres, l'un des 250 auteurs les plus fréquemment mentionnés de tous les temps. De même, lorsqu'il a entamé, dans les années 80, son combat en faveur du désarmement nucléaire, il a presque instantanément atteint la place que Bertrand Russell avait occupée antérieurement (...).

Les fées qui s'étaient penchées sur son berceau (si la métaphore s'applique à l'enfant de missionnaires méthodistes anglo-américains aux principes élevés, militant de l'anti-impérialisme tout au long de leur vie) lui avaient apporté de nombreux présents : un esprit d'une grande vivacité allié à l'intuition d'un poète, l'éloquence, la gentillesse, le charme, la présence scénique, une voix séduisante, un visage d'une beauté dramatique qui s'est ternie au fil des années, et un charisme ou une «aura de star» (...).

Il suivit un parcours boueux et intuitif, au gré des vents et des courants de l'expérience, privée et politique, ou d'une combinaison des deux. Ainsi, le travail d'historien de Thompson fut interrompu par son isolement en tant qu'homme de gauche — des diverses «nouvelles gauches» des années 60 et 70 — et, de nouveau, par sa période de militantisme antimilitariste. Plus d'une fois, il a interrompu le cours d'une recherche qui semblait infiniment prometteuse afin de poursuivre une autre carrière intellectuelle. Ses recherches sur l'histoire sociale de la Grande-Bretagne préindustrielle, qu'il commença à renouveler dans quelques monographies importantes au début des années 70, furent finalement rassemblées dans le volume de *Customs in Common* (1991). Son livre sur William Blake (qu'il considérait avec Vico, Marx et William Morris comme ses précurseurs) sera publié prochainement.

Au fil des ans, les frontières entre l'histoire générale et l'autobiographie s'estompèrent, de sorte qu'il était parfois tenté de s'éloigner de son travail pour approfondir quelques aspects de l'histoire de la famille Thompson. Il se savait profondément marqué par ses origines, notamment par la relation qu'il entretenait avec son frère de son vivant, mais aussi après sa mort. Son frère Frank, plus âgé, apparemment plus brillant que lui, l'avait précédé au Parti communiste. Il fut tué à l'âge de vingt et un ans alors qu'il travaillait pour le compte du Bureau des opérations spéciales (BOS) en Bulgarie, où il obtint une reconnaissance modeste comme héros du peuple bulgare. Pour Edward Thompson, tradition et loyauté étaient importantes, aussi bien au sein de sa famille qu'à l'extérieur (...).

Le premier ouvrage important de Thompson fut sa biographie de William Morris (1955, édition corrigée en 1977). Ses publications historiques les plus importantes après *The Making of the English Working Class*, essentiellement publiées dans les années 70, ont porté sur le dix-huitième siècle (...). Son influence internationale s'est étendue après 1969, lorsqu'il a rejoint le comité éditorial du journal *Past and Present* et commencé à participer aux tables rondes internationales sur l'histoire sociale, organisées (largement autour de lui) sous les auspices de la Maison des sciences de l'homme à Paris. Son œuvre théorique principale, *The Poverty of Theory*, construite autour de critiques aussi bien de Louis Althusser (très influent à l'époque) que de thèses mises en avant par Anderson et Nairn dans la *New Left Review*, parut en 1978.

L'œuvre de Thompson alliait, outre la passion et l'intelligence, des dons de poète, de narrateur et d'analyste. Il était le seul historien que je connaissais à être non seulement talentueux, brillant, mais aussi à faire preuve d'une capacité à produire quelque chose de qualitativement différent des autres. Il se plaçait à un autre niveau. Appelons cela simplement génie, au sens traditionnel du mot. Aucune de ses œuvres les plus accomplies n'aurait pu être écrite par qui que ce soit d'autre.

Après avoir rompu avec le Parti communiste en 1956, il demeura essentiellement un loup solitaire de la gauche et fut quelqu'un qui éprouvait un certain confort à ne pas porter les insignes de l'establishment, dont certains lui furent injustement refusés. Il enseigna pendant un bref laps de temps dans une université britannique mais, par la suite, il vécut tel un universitaire indépendant, enseignant occasionnellement dans les universités à l'étranger, écrivant des ouvrages d'histoire, de théorie, de politique, sans oublier son œuvre poétique et au moins un roman de science-fiction, *The Sykors Papers* (1988). Et, lorsqu'il ne militait pas, il faisait du jardinage dans le comté de Worcester. Il est mort au terme d'une longue maladie. Inoubliable aussi bien en tant qu'écrivain que dans sa vie publique et privée, il laissera un souvenir marquant sur tous ceux qui le connaissaient. Et sur la plupart de ceux qui l'ont lu.

E. J. Hobsbawm

(Traduit par Gabrielle Jonet-Pastre)

(1) Publié en français sous le titre *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Gallimard-Le Seuil, coll. «Hautes Études», 1988.

Dominique Grisoni, directeur de la série «Bibliothèque» du Livre de poche chez Hachette, n'hésite pas à refuser de leur attribuer le statut de livres, parlant de «fascicules», voire de «produits jetables». De plus, l'argument du prix «séduisant» paraît fallacieux à ceux que l'idée rebute. Ils ne se privent pas de souligner que, pour un texte très bref comme la *Lettre sur le bonheur*, d'Épique, le prix de la page (30 centimes) est supérieur à celui que proposent les livres de poche classiques (en moyenne 10 centimes). Pour évaluer le prix de la page du livre de poche, l'ouvrage des Mille et une nuits devra compter au minimum quatre-vingt-trois pages.

Un autre problème est posé par la diversité des œuvres disponibles. En effet, le choix de romans de moins de cent pages paraît limité et le recours aux nouvelles inéluctable. Si le choix de courts textes se révèle être le critère essentiel de publication, on est en droit de s'interroger sur la réelle diversité des textes proposés et, par extension, sur la pérennité de cette expérience.

Gabrielle Jonet-Pastre et Frédéric Peugeot

## Le philosophe américain

## Reiner Schürmann

Le philosophe américain Reiner Schürmann est mort à New-York, le 20 août. Il était âgé de cinquante-deux ans.

Avec Reiner Schürmann disparaît un grand professeur doublé d'un authentique penseur. Enseignant à la prestigieuse New School for Social Research, il y fut appelé par Hannah Arendt et Hans Jonas. Auteur de nombreux articles en anglais, il tenait à écrire ses livres en français, langue qu'il parlait sans accent.

Né à Amsterdam, de parents allemands, il eut un cursus aussi brillant que surprenant. Après des études classiques en Allemagne, il devint novice dominicain au Saulchoir, puis décrocha le diplôme de relations internationales à Sciences Po. Une troisième voie l'emporta : l'enseignement de la philosophie aux États-Unis, dont il devint citoyen en 1987. Toujours francophone, il soutint ses thèses en Sorbonne : successivement *Maître Eckhart ou la joie errante* (Denoël, 1972) et *Le Principe d'anarchie* (Le Seuil, 1982).

C'est cette thèse paradoxale sur Heidegger qui le fit connaître. Il ne prétend nullement y masquer, sous l'étiquette anarchiste, l'errance politique du maître : il entend plutôt tirer les conséquences essentielles du travail effectué par Heidegger sur les textes de la tradition métaphysique. En un style argumenté tout différent de la «déconstruction», il analyse méthodiquement l'impossibilité d'unifier désormais le réel autour d'un principe central et fondateur, tout en élaborant des «catégories de transition». Poursuivant cette réflexion exigeante, il vint de terminer un manuscrit monumental où il entreprenait une topologie des «doubles contraintes normatives».

Reiner Schürmann est également l'auteur d'un récit autobiographique au titre significatif, *Les Origines* (Fayard, 1976). Assumant la douleur d'une loi tragique en son ascendance germanique comme en ses choix existentiels, il ne taisait pas la cause du mal qui avait déjà emporté son ami, le peintre Louis Comtois : c'était bien le sida, qu'il affronta lui-même avec un courage extraordinaire.

Élegant, sobre et attentif, il restera pour tous ceux qui l'ont approché un exemple exceptionnel de rigueur intellectuelle et de sérénité disponible. Il léguera surtout une pensée avec laquelle il faudra se mesurer.

Dominique Janicaud

## La mémoire longue



## La douleur

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
présente

ESSAIS	ROMANS
<b>SUR LE CHEMIN QUI MÈNE DE LA SCIENCE À LA FOI</b> par Marcel GUILLOT Homme de Science, historien d'art et peintre, l'auteur répond ici au livre de Jacques Monod : «Hasard et Nécessité». 368 Pages - 165 F TTC	<b>LA SORIANE</b> par Roger GOURINCHAS États d'âme d'un jeune homme entre le paradisaïque et l'inconciliable. 80 Pages - 60,10 F TTC
<b>CES INCROYABLES FRANÇAIS</b> par DAN YANG Un professeur de chinois décrit, avec humour, les Français au quotidien. Un riche et intéressant parallèle entre ces deux civilisations. 112 Pages - 55,90 F TTC	<b>AUGUSTA</b> par Michel GAUTHIER À la recherche de la vérité sous la forme d'un huis-clos. 240 Pages - 99 F TTC
<b>LE RAYONNEMENT</b> par Michel JEANTHEAU Une certaine façon d'aborder le phénomène dit actuellement «OVNI». 272 Pages - 119,90 F TTC	<b>RACONTE-NOUS DES HISTOIRES, MAMY</b> par HAD HANNA Recueil illustré pour les enfants, de contes anciens et d'anecdotes récentes. 224 Pages - 127 F TTC
<b>ATLANTYS</b> par Euryale WYNTER alias Ap. DEÏ SANCKTHUM Un jeune philosophe de 17 ans s'exprime sur la vie et la mort. 112 Pages - 69 F TTC	<b>MIRAGES ET RÉALITÉS</b> par Miriam SARONAY Recueil de réflexions sur la vie, l'humain et la spiritualité. 96 Pages - 60,10 F TTC
<b>MON MEILLEUR CHEF DE CANTON</b> suivi de <b>NOTE SUR LA DÉMOCRATIE EN PAYS TOUCOULEUR</b> par Oumar BA Postface de Léopold SEDAR SENGHOR. Réalités sur l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui. 176 Pages - 63,30 F TTC	<b>BON DE COMMANDE</b> Nom : _____ Titre : _____ Adresse : _____ Ct-joint _____ F. pour _____ exemplaires + 14 F par titre pour le port

AUTEURS, n'hésitez pas à nous adresser vos MANUSCRITS :  
LA PENSÉE UNIVERSELLE - Service LM - 115 Bd Richard Lenoir - 75540 PARIS CEDEX 11 - 43 57 74 74

Handwritten signature or note at the bottom of the page.







## LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**«U**N homme, écrit William Faulkner, dans le bruit et la fureur, est la somme de ses propres malheurs. On pourrait

croire que le malheur finirait un jour par se lever, mais c'est alors le temps qui devient votre propre malheur. Pour tenter de conjurer cette misère, les écrivains ont inventé le roman. Quand il est réussi, le roman — à la différence du récit — invente le présent, ce concentré d'éternité. L'auteur peut bien, par commodité ou par politesse ou par souci esthétique, conjuguer sa prose à l'imparfait ou au présent, le livre se fait sous les yeux du lecteur, chacun ignorant ce qui va suivre, partageant la même appréhension, la même impatience et la même liberté. Un roman dont on saute les pages pour courir à la fin et savoir comment ça finit est irrémédiablement manqué : l'auteur a échoué à retenir son interlocuteur dans le présent du texte et l'a de nouveau livré au malheur du temps.

Lorsque Angelo Rinaldi commence ainsi *Les jours ne s'en vont pas longtemps* : « Donc, il était mort. Par le constat d'un meurtre, mes vacances commencent bien, et cependant je restai calme », lui doute que le narrateur et nous vivions dans la même ignorance et dans la même attente de ce qui va se passer. C'est ensemble que nous découvrons le cadavre de Franz de la Praterie gisant, troué de plusieurs balles, sur le tapis à fleurs, de goût chinois, de son appartement. Ensemble encore que nous entreprenons une visite prudente des lieux afin d'y pêcher d'éventuels indices. Lui et nous sommes à égalité.

Pourtant, dès le second membre de la seconde phrase, il apparaît que le narrateur possède sur le lecteur un énorme avantage : « Jamais je n'avais touché ni même effleuré le corps de mon camarade, fût-ce par mégarde, dans ces circonstances où une femme gigotait entre nous deux, qui avait reçu, avec plus ou moins de plaisir, la rudesse d'une charge. » Amis intimes — de cette intimité si particulière qu'implique la coutume de partager en même temps les mêmes femmes — le narrateur et la victime ont en commun toute l'épaisseur d'un passé. Le travail d'écrivain de Rinaldi va consister à annuler ce déséquilibre, à rétablir la concordance des temps, à maintenir le passé au présent.

**LES JOURS NE S'EN VONT PAS LONGTEMPS**  
d'Angelo Rinaldi.  
Grasset, 320 p., 120 F.

Opération proustienne s'il en est ; et l'on ne manquera pas de relever tout ce que l'élevé doit au maître. A commencer par les sinuosités, les entrelacs et les irisations de la phrase qui, telle une pieuvre, s'acharne à presser entre ses tentacules des morceaux arrachés à différentes strates du passé pour les comprimer en un présent compact. A continuer par la galerie de personnages, gravés à l'acide, qui empruntent l'essentiel de leur être de fiction à des figures réelles de la chronique mondaine : dans la mesure où Swann était Haas et Charles Montesquiou, La Mauve est Simone Del Duca, Vignal, Matthieu Galey, et la Berger, Arletty.

On ne compte plus les victimes littéraires de Proust. Combien d'écrivains, talentueux peut-être, ont échangé leur bon argent romanesque contre des faux billets à l'effigie de Marcel ? Combien ont été portés disparus pour s'être embarqués sur l'océan de la Recherche avec des barques tout juste bonnes à affronter les vagues d'un étau ? De nos jours encore, chaque automne nous ramène — cette année comme les autres — sa cohorte de marchands de souvenirs et d'effluves autobiographiques qui espèrent esthétiser un passé en ciment armé en l'ornant des arabesques du patinage proustien. Rinaldi échappe totalement à ce concert ridicule parce qu'il est, tout bonnement, écrivain : il a un regard, une grammaire et une voix.

Le regard est celui d'un journaliste ou d'un prédateur. Il appartient à un homme qui guette plutôt qu'il ne recueille et enregistre. Un geste, une hésitation, un infime décalage entre la hauteur d'un propos et le niveau du vocabulaire qu'il utilise lui suffisent à arracher un masque, à déceler une faille, à reconstituer une histoire, celle d'une personne, celle d'une famille entière, celle d'une société animée par les mouvements d'ascension et de chute qui affectent ses membres. La longue séquence centrale du roman, au cours de laquelle le narrateur marche dans Paris en compagnie de l'inquisiteur, énigmatique et superbe M<sup>me</sup> Thompson — la concubine-confidente-entremetteuse de Franz de la Praterie — s'écroule ; pas celle du beau parler mondain amoncelé par la vanité de classe, vulgaire à force de se vouloir distingué, mais la grammaire logique et ascétique des solitaires de Port-Royal dont l'exercice est comme un hymne à la perfection quasi divine, et pourtant rationnelle, du langage et l'incobscure chute, un péché contre l'esprit. Muni de cet exact balancier, le romancier peut oser toutes les nécessaires acrobaties narratives, enfermer dans une même phrase des événements ou des paroles appartenant à trois ou quatre chronologies différentes par exemple, sans que la compréhension en souffre jamais. Il arrive, en

revanche, que la musique et l'agrément de la phrase pâtissent de la rigueur de cette férule. La justesse et l'exactitude ne font pas toujours bon ménage avec l'enchantement des choses exquises.

Mais Rinaldi ne se soucie guère d'enchanter et, s'il cultive l'art de plaire, c'est à la manière bien particulière du duc de Saint-Simon : sur fond de malaise et de frustration, d'indignation et de douleur. Sa voix est émue, vibrante à force de refuser l'emploi de la corde sensible. Il arrivait, dans ses romans précédents, que ce refus tourne à la crispation. L'auteur n'avancait pas masqué, mais nerveusement drapé dans le marbre de son style, dans l'arrogance de ses formules, dans la sombre euphorie de ses détestations. Plus rien ici de ces faux airs d'empereur romain tournant le pouce vers le bas pour commander la mise à mort ; plus de coups de menton à la Montherlant. Rinaldi ne cède pas pour autant aux violons de l'épanchement ou aux impudences de la confession, il fait mieux : il donne vie et profondeur à un personnage, le narrateur, qui ne cesse de tromper et de se tromper sur lui-même à force de se vouloir lucide, de fustiger sa médiocrité, son manque de grâce et de séduction, ses appétits de pauvre pour l'aisance bourgeoise, ses vains efforts de laborieux pour conquérir ce que d'autres ont reçu au berceau. Un homme faible, désarmé, couvert de toutes les blessures et de toutes les sautes de la vie mais qui, au bout d'une enquête

qui n'a de policière que sa préhistoire — le crime d'avant la première page — parviendra à se rassembler et à se ressembler.

A lui le temps retrouvé, même dans l'amar-tume d'une vie flouée — mais pas plus que les autres. A lui le privilège d'un espace d'éternité, ce présent fait de tous les « chers » et qui sera encore présent demain. La fortune réserve la tasse de chocolat et la petite madeleine à des existences suaves et confortables ; moins bien nées, d'autres doivent se contenter de saveurs plus âpres. « Car enfin, conclut le narrateur, le remords n'est-il pas le seul moyen sur terre de maintenir le passé au présent ? »

## La concordance des temps

## Le sculpteur de Pierre

« Les rendez-vous perdus entre un père et un fils sont innombrables » : Michel Braudeau renoue magnifiquement le lien filial

Notre chroniqueur Michel Braudeau publie un nouveau livre. Nous avons demandé à Viviane Forrester, elle-même auteur d'un récit autobiographique (*Ce soir, après la guerre*) d'en rendre compte. Elle a été émue par ce sobre hommage à un père disparu.

**MON AMI PIÉROT**  
de Michel Braudeau.  
Seuil, 189 p., 90 F.

« Mon père n'est pas mort de bonne humeur. » Dans cette phrase qui ouvre *Mon ami Piérot* et qui, d'emblée, révèle le ton de ce beau livre, on peut entendre aussi : « Mon père n'est pas mort. » Ce père, Michel Braudeau le maintient frémissant, en effet, tout au long de ces pages d'une si puissante tendresse. Il nous convoque moins à la disparition d'un homme qu'à sa survivance, à travers la mémoire d'un fils pour qui cette fin n'est pas une conclusion.

Ensemble, ils entrent dans l'ordre apaisé de la succession ; nous assistons au relais, à une fervente, mais étrange transmission du témoin. Elle n'a pas lieu entre le vieillard « copié par le cancer » et son fils adulte, qui sont liés par un écheveau de liens inextricables, faits souvent de conflits et de frustrations, mais entre deux enfants. Pour le fils, soudain, celui qui franchit le pas, c'est le petit garçon qu'a été son père et dont il a souvent regardé la photo, celui, qu'on appelait Pier-

rot, qui discutait des étoiles avec sa mère et qui avait sans doute lui-même un père lourd à porter. C'est cet enfant, jusque-là prisonnier du vieux homme, que le fils voit se lever d'entre les morts « à l'instant où enfin et pour toujours quelque chose se passe », l'instant où le père succombe et où le fils, pour la première fois, embrasse celui qu'il peut appeler enfin son ami. Son ami Piérot.

## Une prestigieuse énigme

Le travail du deuil et de la réconciliation s'éclaircissent, dès lors, menés sans pathos, avec le naturel et souvent la gaieté des élan, avec la retenue des émotions profondes. La vie revivue de son père, son vrai patrimoine, provenu des « chemins occultes que ne frayent pas les notaires », c'est le fils écrivain qui en légue la trace. Les souvenirs s'inscrivent à rebours, à partir du long départ de Pierre, de cette lente, éperdue agonie, qui n'aura pas raison de sa dignité, de son autorité paternelle, même lorsque son corps, dont il n'avait jusque-là « pensé que du bien », perdra tous ses repères ou lorsque l'esprit battra la campagne, poussant le vieux homme à s'inquiéter, en plein désarroi, tout en fouillant dans ses poches : « Où donc (est) passée la pelouse ? »

A la fin, hâve, démantelé, réduit à n'être « plus qu'anatomie », il demeure, néanmoins, aux yeux de son descendant, une prestigieuse énigme, un être pré-



Michel Braudeau : l'ordre apaisé de la succession

pondérant, mais surtout lointain. Michel Braudeau le démontre, la vie d'un père n'est jamais banale, surtout une fois achevée, avec ce qu'elle a de secret d'espérance abolie, de velléités impuissantes, de certitudes démenties et ce qu'elle suscite de compassion. Pierre, si bien intégré dans sa vie familiale, sa profession d'ingénieur, dans ses demeures bourgeoises de Paris ou de province, au gré des nominations, a, cependant, toujours figuré aux yeux de son fils un être de secrets, un arbitre imprévisible, une présence précaire. Il n'a pourtant pas été souvent absent. Une seule escapade et toute professionnelle : dix-huit mois passés au Pakistan sans les siens. Une promotion. Elle n'aura guère perturbé le petit garçon ravi de partager, très chaste, la couche de sa mère, « un concubinage courtis ». Pour un gamin de onze ans, amoureux de son père que cet amour encombre, c'est plutôt la présence paternelle, perçue comme réticente, qui déclenche la nostalgie : cette infranchissable distance du héros, par essence inaccessible et dont le statut même paraît exiger cet écart.

centes : son métier d'abord et puis, entre autres, la passion du bridge, des autos, car dans la famille « on était Renault ou Citroën, farouchement ». Le goût des discussions politiques aussi, en des temps où « la gauche et la droite n'étaient pas des notions vides de sens ; au contraire, elles en étaient saturées ». Mais il importe peu que « l'ami Piérot », devenu père, ait joué son rôle avec cœur, s'il ne le jouait pas son fils : celle où sa vie tout entière lui eût été dédiée, où la fonction paternelle, relevant de l'absolu, eût été sa vocation unique.

## Un choc sans retour

Cette impasse symbolique cédera devant Pierre déclarant à des amis que ce garçon-là n'est pas son fils. Simple plaisanterie, mais qui provoque un choc sans retour. Pourtant, ils le savent tous deux, le lien biologique, la filiation n'ont pas été mis en cause. « Personne d'autre que lui n'aurait pu donner à ma mère le garçon que j'étais. » Il s'agit de bien pire, de la déception majeure du père, qui n'a pas trouvé dans le cadeau offert à sa femme ce clone de lui-même qu'il avait espéré. Ce sera la chance de Michel Braudeau et l'une des sources de sa vocation d'écrivain, de s'être alors mesuré à cette différence et d'avoir attendu d'elle son salut. De n'avoir pas non plus cédé à cette mère trop soumise, « contrainte

au culte du totem paternel » et « victime d'obéissance », à qui il a été octroyé.

Déjà, dans certains de ses romans précédents, en particulier dans *Naissance d'une passion* (1), Michel Braudeau évoquait ses parents. Ici, il se rappelle son père qui, devenu son lecteur, lui reprochait ce goût de l'autobiographie, lui conseillant de traiter plutôt des grands problèmes du temps. « Comme si ce n'était pas un grand problème d'être son fils », s'écrit l'auteur. Protestation qui vaut bien des manifestations littéraires et des pages de théorie.

La couverture du livre annonce un roman. Est-ce parce que ce terme avait rassuré Pierre Braudeau à la parution des autres ouvrages qui l'impénétrable ? Il s'agit plutôt d'un récit, mais habillé par les rythmes d'une voix, celle de l'ingénieur qui avait, jadis, aidé son fils à terminer un devoir, « dictant, les yeux fermés, un long paragraphe improvisé, musical, où se courbaient les bords sous l'orage, passait une carotte noire, à la capote déchirée, tirée par un cheval maigre » et se révoltant « en proie à une vision que les phrases épousaient sans défaut ».

C'était encore la voix de Pierre, qui avait raconté, joyeuse, la pédition d'un mage au Pakistan : il aurait son nom dans les journaux. Michel, alors enfant, avait deviné qu'il s'agissait bien du patronyme, mais que le prénom serait le sien. Il avait vu juste, mais quelle euphorie ! Peut-être fut-il équilibré alors de demander à Piérot de prêter sa plume pour écrire les mots du titre réparateur où son prénom figure. Ce diminutif qui, publié, lui restituait (comme à l'enfant qu'il fut) la renommée promise, et qui accordait au fils la fusion antérieure si avidement, mais en vain, quête. Oui, ce qui anime et ce qu'exploire cette étonnante paravie pour un défunt c'est, tout au long du texte, souveraine et si rare, l'activité d'aimer.

Viviane Forrester

(1) Seuil, prix Médicis 1983.

\* De Michel Braudeau, signaler également la parution, en collection « Points », Seuil, de *Le Livre de John* (n° 8516).

Le Monde ÉDITIONS

## Social

### Par ici la sortie !

Alain Lebaube

Le Monde ÉDITIONS

## PLANTU

### REPROCHÉ-ORIENT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Volokoff

## LE BERKLEY

à l'usage des...